



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

CINQUANTE-QUATRIÈME SESSION

8-10 janvier

et 17 avril-18 mai 1973

ANNEXES

NATIONS UNIES

New York, 1974

AVERTISSEMENT

Les *Documents officiels du Conseil économique et social* comprennent les comptes rendus des séances, les annexes à ces comptes rendus et les suppléments. Le présent volume groupe les annexes de la cinquante-quatrième session.

*
* *

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Titres</i>	<i>Pages</i>
5*	Recommandations de la Conférence ONU/OMCI sur le transport international par conteneurs	1
2**	Souveraineté permanente des pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles	3
3	Mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés	5
4	Mesures spéciales se rapportant aux besoins particuliers des pays en voie de développement sans littoral	9
5	Ressources naturelles : a) Rapport du Comité des ressources naturelles; b) Question de la création d'un fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles	11
6	Questions fiscales et financières : a) Promotion des investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement; b) Transfert des techniques d'exploitation entre les entreprises; c) Conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement	23
7	Sécurité économique collective : examen préliminaire du système, de sa portée et de ses conséquences pratiques possibles	27
8	Les effets des sociétés multinationales sur le processus de développement et sur les relations internationales	29
9	Conséquences économiques et sociales du désarmement	31
10	Evaluation des déficits alimentaires et des besoins en matière d'assistance alimentaire que l'on peut prévoir pour l'avenir	33
11	Rapport de la Commission de statistique	37
12	Population : a) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population; b) Rapport de la Commission de la population	39
13	Peine capitale	45
14	Rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales	49
15	Coopération internationale intercommunale	53
16	Stupéfiants : a) Rapport de la Commission des stupéfiants; b) Rapport de l'Organe international des stupéfiants; c) Activités du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	55
17	Développement social : a) Rapport de la Commission du développement social; b) Promotion du mouvement coopératif pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement	61

* Point de l'ordre du jour des séances d'organisation de la cinquante-quatrième session.

** Il n'y a pas d'annexe au titre des points 1, 26, 29 et 30 de l'ordre du jour de la cinquante-quatrième session.

<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Titres</i>	<i>Pages</i>
18	Questions relatives aux droits de l'homme : a) Rapport de la Commission des droits de l'homme; b) Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux	71
19	Rapport du Groupe de travail de la rationalisation	83
20	Etude des structures régionales	91
21	Tourisme	95
22	Deuxième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques	97
23	Assistance aux réfugiés rapatriés et aux personnes déplacées du Soudan méridional	99
24	Questions relatives aux transports : a) Conférence ONU/OMCI sur le transport international par conteneurs; b) Transport des marchandises dangereuses	101
25	Rapport du Comité du programme et de la coordination	105
27	Mesures à prendre à la suite des inondations survenues en Tunisie	107
28	Mise en œuvre de la résolution 329 (1973) du Conseil de sécurité relative à l'assistance économique à la Zambie	109



**Point 5 de l'ordre du jour. — Recommandations de la Conférence ONU/OMCI
sur le transport international par conteneurs*.**

TABLE DES MATIERES

<i>Cote des documents</i>	<i>Titre</i>	<i>Pages</i>
E/5232	Rapport du Comité économique	1
	Décision prise par le Conseil économique et social	2

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1850^e séance; voir également les comptes rendus des 594^e à 596^e séances du Comité économique (E/AC.6/SR.594 à 596).

DOCUMENT E/5232

Rapport du Comité économique

[Original : anglais]
[10 janvier 1973]

1. Le Comité a examiné le point 5 de l'ordre du jour de ses séances d'organisation de la cinquante-quatrième session de sa 594^e à sa 596^e séance, les 9 et 10 janvier 1973, sous la présidence de M. John Vivian Scott (Nouvelle-Zélande), vice-président du Conseil. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1847^e séance, le 8 janvier 1973.

2. Le Comité était saisi d'une note du Secrétaire général contenant le texte de la résolution adoptée par la Conférence ONU/OMCI sur le transport international par conteneurs (E/5230) ainsi que de deux projets de résolution (E/AC.6/L.480 et 489).

3. A la 594^e séance, le représentant du Brésil, parlant au nom également des délégations de l'Algérie, du Chili, de l'Egypte, de l'Indonésie, de Madagascar, de la Malaisie, du Pakistan, du Pérou, des Philippines, de Sri Lanka, de la Trinité-et-Tobago, du Venezuela, de la Yougoslavie et du Zaïre, a présenté et modifié oralement le projet de résolution E/AC.6/L.488.

4. A la 595^e séance, la Colombie et l'Inde se sont jointes aux auteurs du projet de résolution.

5. A la 594^e séance, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a présenté le projet de résolution E/AC.6/L.489.

6. A la 595^e séance, le représentant du Brésil a, au nom des auteurs et comme suite à des propositions avancées par des membres du Comité, apporté oralement de nouvelles modifications au projet de résolution E/AC.6/L.488.

7. A la 596^e séance, le Comité était saisi d'un texte révisé du projet de résolution (E/AC.6/L.488/Rev.1), au nombre des auteurs duquel s'étaient joints le Mali et la Nouvelle-Zélande. A la suite d'un vote par appel nominal demandé par le représentant du Zaïre, le Comité a adopté par 36 voix contre 11, avec une abstention, le projet de résolution révisé. [Pour le texte, voir par. 9 ci-dessous.] Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Algérie, Argentine, Barbade, Bolivie, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Colombie, Egypte, Ghana, Guinée, Hongrie, Inde, Indonésie, Liban, Madagascar, Malaisie, Mali, Mongolie, Niger, Nouvelle-Zélande, Pérou, Philippines, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Soudan, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre.

Ont voté contre : Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède.

Se sont abstenus : Espagne.

8. Ayant adopté le projet de résolution révisé E/AC.6/L.488/Rev.1, le Comité n'a pas mis aux voix le projet de résolution E/AC.6/L.489.

Recommandation au Conseil

9. Le Comité recommande au Conseil d'adopter le projet de résolution ci-après :

Le Conseil économique et social,

Ayant pris note de la résolution 7 relative au transport international combiné adoptée par la Conférence ONU/OMCI sur le transport international par conteneurs, qui s'est tenue à Genève du 13 novembre au 2 décembre 1972¹,

Considérant les avantages que peuvent procurer les nouvelles techniques de transport unitaire et de transport multimodal, et la nécessité pour les pays en voie de développement d'obtenir une aide leur permettant de tirer parti de ces avantages,

Constatant que, malgré les échanges de vues très utiles qui ont eu lieu à la Conférence, les pays en voie de développement ont encore des appréhensions quant aux conséquences du transport international multimodal,

¹ Voir E/CONF.59/44.

1. *Fait siennes* les recommandations de la Conférence ONU/OMCI sur le transport international par conteneurs tendant à ce que d'autres études soient entreprises et achevées avant la fin de 1974 par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement — en coordination avec les commissions économiques régionales et en collaboration avec les organes régionaux et sous-régionaux appropriés et d'autres organisations internationales, en particulier l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime et l'Organisation de l'aviation civile internationale — sur tous les aspects pertinents du transport international combiné de marchandises, y compris les questions telles que les incidences dans les domaines du commerce et des transports internationaux, la balance des paiements, le coût du transport international et l'assurance ainsi que la comptabilité du transport international combiné de marchandises avec les politiques nationales des transports, du commerce et de l'assurance, eu égard en particulier aux besoins des pays en voie de développement et compte tenu du rapport de la Troisième Grande Commission de la Conférence ONU/OMCI² ainsi que des études déjà faites sur ce sujet;

² E/CONF.59/39/Rev.1.

2. *Prie* le Conseil du commerce et du développement d'établir, sur le modèle du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur un code de conduite des conférences maritimes³, un groupe préparatoire intergouvernemental pour l'élaboration, en consultation le cas échéant avec d'autres organismes des Nations Unies, d'un avant-projet de convention sur le transport international multimodal, compte tenu du rapport de la Troisième Grande Commission de la Conférence ONU/OMCI, d'autres rapports pertinents et des résultats des études visées au paragraphe 1 ci-dessus lorsque ces études seront terminées;

3. *Prie en outre* le Conseil du commerce et du développement d'autoriser le groupe préparatoire intergouvernemental visé au paragraphe 2 ci-dessus à se réunir le plus tôt possible en 1973 et à communiquer ses conclusions sur ce sujet au Conseil économique et social au début de 1975 en vue de la réunion d'une conférence de plénipotentiaires, comme il est envisagé aux alinéas *c* et *d* du paragraphe 1 de la résolution 7 de la Conférence ONU/OMCI sur le transport international par conteneurs.

³ Voir résolution 3035 (XXVII) de l'Assemblée générale.

DECISION PRISE PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1850^e séance, le 11 janvier 1973, le Conseil a adopté par 19 voix contre 6, avec une abstention, le projet de résolution présenté par le Comité économique (E/5232, par. 9). Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1, résolution 1734 (LIV)*.



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

ANNEXES

CINQUANTE-QUATRIEME SESSION

NEW YORK, 1973

Point 2 de l'ordre du jour. — Souveraineté permanente des pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles*.

TABLE DES MATIERES

Cote des documents	Titre	Pages
E/5305	Rapport du Comité économique	3
Décision prise par le Conseil économique et social		4

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1854^e séance; voir également les comptes rendus des 599^e, 602^e et 604^e à 609^e séances du Comité économique (E/AC.6/SR.599, 602, 604 à 609).

DOCUMENT E/5305

Rapport du Comité économique

[Original : anglais]
[1^{er} mai 1973]

1. Le Comité a examiné le point 2 de l'ordre du jour à ses 599^e et 602^e séances et de sa 604^e à sa 609^e séance, du 18 au 27 avril 1973, sous la présidence de M. John Vivian Scott (Nouvelle-Zélande), vice-président du Conseil, M. Antoni Czarkowski (Pologne), vice-président du Comité, a présidé les trois dernières de ces séances. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi des documents suivants :

Le rapport du Comité des ressources naturelles sur sa troisième session (E/5247¹), chapitre V;

Un rapport du Secrétaire général intitulé "Souveraineté permanente sur les ressources naturelles" (E/5170).

3. A la 605^e séance, le représentant du Chili, parlant aussi au nom des délégations de l'Algérie, de la Colombie, de l'Egypte, du Ghana, de la Guinée, de l'Islande², du Pérou, de la Roumanie, du Venezuela, de la Yougoslavie et du Zaïre, a présenté le projet de résolution E/AC.6/L.483/Rev.1 et déclaré que le Brésil s'était joint aux auteurs.

4. A la 606^e séance, l'Irak², le Kenya, Madagascar et le Pakistan se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

5. A la 609^e séance, compte tenu de propositions soumises à titre non formel par les délégations du Canada et du Pérou, le représentant du Chili, prenant la parole au nom des auteurs, a présenté oralement les révisions suivantes qui avaient été apportées au projet de résolution :

a) Au paragraphe 3 du dispositif, remplacer le membre de phrase "obtenir des avantages" par "exercer une coercition en vue d'obtenir des avantages";

b) Dans le texte anglais, au paragraphe 3 du dispositif, remplacer le mot "would" par "could";

c) Au paragraphe 4 du dispositif, remplacer le terme "appropriés" par "efficaces";

d) Au paragraphe 5 du dispositif, remplacer les mots "créer ou renforcer" par "créer, renforcer ou appuyer".

6. Egalement à la 609^e séance, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a proposé formellement que le membre de phrase suivant soit ajouté à la fin du paragraphe 4 du dispositif : "sans toutefois placer les pays consommateurs, qu'il s'agisse des pays en voie de développement ou des pays développés, dans une situation d'infériorité lors des négociations de marchés".

7. A la même séance, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a présenté les trois amendements suivants :

a) Dans les paragraphes 1 et 6 du dispositif, supprimer les derniers mots "et dans les eaux sus-jacentes";

b) Au paragraphe 3 du dispositif, après le mot "acte", ajouter "contraire au droit international" et, après le mot "législatif", ajouter "contraires au droit international";

c) Egalement au paragraphe 3 du dispositif, remplacer les mots "les eaux côtières" par les mots "leurs eaux territoriales".

8. A la même séance, le Comité a voté sur le projet de résolution et sur les amendements présentés :

a) L'amendement des Etats-Unis a été rejeté par 28 voix contre 11, avec 7 abstentions;

b) Le premier amendement du Royaume-Uni a été rejeté par 25 voix contre 14, avec 7 abstentions;

c) Le deuxième amendement du Royaume-Uni a été rejeté par 30 voix contre 14, avec 2 abstentions;

d) Le troisième amendement du Royaume-Uni a été rejeté par 22 voix contre 14, avec 9 abstentions;

¹ Document officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 4.

² Conformément à l'article 76 du règlement intérieur du Conseil.

e) L'ensemble du projet de résolution, tel qu'il avait été révisé oralement, a été adopté par 37 voix contre 2, avec 6 abstentions. [Pour le texte, voir par. 9 ci-dessous.]

Recommandation au Conseil

9. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter le projet de résolution ci-après :

Le Comité économique et social,

Rappelant que le droit inaliénable de chaque Etat à l'exercice de la souveraineté sur ses ressources naturelles a été reconnu à plusieurs reprises par la communauté internationale dans de nombreuses résolutions adoptées par divers organes de l'Organisation des Nations Unies,

Réaffirmant qu'une condition intrinsèque de l'exercice de la souveraineté de tout Etat est que cette souveraineté puisse s'exercer pleinement et effectivement sur toutes ses ressources naturelles,

Rappelant en particulier les résolutions 1803 (XVII), 2158 (XXI), 2386 (XXIII), 2625 (XXV), 2692 (XXV) et 3016 (XXVII) de l'Assemblée générale, en date des 14 décembre 1962, 25 novembre 1966, 19 novembre 1968, 24 octobre 1970, 11 décembre 1970 et 18 décembre 1972, et la résolution 330 (1973) du Conseil de sécurité, en date du 21 mars 1973,

Rappelant en outre le principe II énoncé dans la résolution 46 (III) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en date du 18 mai 1972, la résolution 1673 (LII) du Conseil économique et social, en date du 2 juin 1972, et les recommandations figurant au paragraphe 88 du rapport du Comité des ressources naturelles sur sa troisième session (E/5247),

Considérant que le plein exercice par chaque Etat de la souveraineté sur ses ressources naturelles est une condition essentielle de la réalisation des buts et objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Conscient de ce que la mise en valeur adéquate de toutes les ressources naturelles, en particulier de celles qui ne sont pas renouvelables, détermine les conditions du développement économique des pays en voie de développement,

Tenant compte de ce que l'exercice de la souveraineté sur les ressources naturelles exige que l'action des Etats en vue d'aboutir à une utilisation et une mise en valeur plus satisfaisantes de ces ressources doit englober tous les stades, depuis celui de l'exploration jusqu'à celui de la commercialisation,

1. *Réaffirme* le droit des Etats à la souveraineté permanente sur toutes leurs ressources naturelles situées sur terre dans les limites de leurs frontières internationales, ainsi que sur celles du fond des mers et de

leur sous-sol à l'intérieur des limites de leur juridiction nationale et dans les eaux sus-jacentes;

2. *Souligne* qu'à la fois l'exploration et l'exploitation de ces ressources naturelles devront toujours être, dans chaque pays, subordonnées aux lois et règlements nationaux;

3. *Déclare* que tout acte accompli par un Etat à l'encontre d'un autre Etat pour porter atteinte au droit inaliénable de ce dernier d'exercer sa pleine souveraineté sur ses ressources naturelles, à la fois sur terre et dans les eaux côtières, ou pour exercer une coercition en vue d'obtenir des avantages de toute autre nature, ainsi que toute mesure ou tout texte législatif appliqués dans la même intention constituent une violation flagrante de la Charte des Nations Unies, vont à l'encontre des principes adoptés par l'Assemblée générale dans ses résolutions 2625 (XXV) et 3016 (XXVII) et font obstacle à la réalisation des buts et des objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, et qu'ils pourraient, en cas de persistance, constituer une menace pour la paix et la sécurité internationales;

4. *Reconnaît* que l'un des moyens les plus efficaces dont disposent les pays en voie de développement pour protéger leurs ressources naturelles consiste à promouvoir ou à consolider des mécanismes de coopération entre eux ayant pour objectif principal l'élaboration concertée de politiques des prix, l'amélioration des conditions d'accès aux marchés et la coordination des politiques de production et, ainsi, à garantir le plein exercice de leur souveraineté sur leurs ressources naturelles;

5. *Prie instamment* les organismes financiers internationaux et le Programme des Nations Unies pour le développement d'accorder, conformément aux priorités établies dans les plans nationaux de développement, toute l'assistance financière et technique possible aux pays en voie de développement qui en font la demande pour créer, renforcer ou appuyer, selon le cas, des institutions nationales qui assurent la mise en valeur intégrale et le contrôle total de leurs ressources naturelles;

6. *Prie* le Secrétaire général d'achever l'étude des aspects politiques, économiques, sociaux et juridiques du principe de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles visée dans la résolution 1673 D (LII) du Conseil, d'y inclure les aspects de la souveraineté permanente des Etats qui concernent leurs ressources naturelles situées au fond des mers et dans leur sous-sol à l'intérieur des limites de la juridiction nationale et dans les eaux sus-jacentes;

7. *Prie en outre* le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale lors de sa vingt-huitième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, l'étude mentionnée au paragraphe 6.

DECISION PRISE PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1854^e séance, le 4 mai 1973, le Conseil a adopté par 20 voix contre 2, avec 4 abstentions, le projet de résolution présenté par le Comité économique (E/5305, par. 9). Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1, résolution 1737 (LIV)*.



**Point 3 de l'ordre du jour. — Mesures spéciales en faveur des pays
en voie de développement les moins avancés*.**

TABLE DES MATIERES

<i>Cote des documents</i>	<i>Titre</i>	<i>Pages</i>
E/5327	Rapport du Comité économique	5
	Décisions prises par le Conseil économique et social	7

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1855^e séance; voir également les comptes rendus de la 597^e à la 601^e et des 603^e et 604^e séances du Comité économique (E/AC.6/SR.597 à 601, 603 et 604).

DOCUMENT E/5327

Rapport du Comité économique

[Original : anglais]
[8 mai 1973]

1. Le Comité a examiné le point 3 de l'ordre du jour, sous la présidence de M. John Vivian Scott (Nouvelle-Zélande), vice-président du Conseil, de sa 597^e à sa 601^e séance et à ses 603^e et 604^e séances, du 17 au 24 avril 1973. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi des documents suivants :

Une note du Secrétaire général intitulée "Opportunité et possibilité de créer un fonds spécial à l'intention des pays en voie de développement les moins avancés" (E/5269);

Un extrait du rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement sur les travaux de sa quinzième session, transmis par une note du Secrétaire général (E/L.1542).

3. A la 601^e séance, le représentant du Soudan a présenté un projet de résolution (E/AC.6/L.490), également au nom des délégations du Burundi, de la Guinée, du Mali et du Niger.

4. A la même séance, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a présenté un projet de résolution (E/AC.6/L.491), également au nom des délégations du Danemark et de la Finlande.

5. A la 603^e séance, des versions révisées des deux projets de résolution (E/AC.6/L.490/Rev.1 et E/AC.6/L.491/Rev.1) ont été distribuées.

6. Le Yémen s'est porté coauteur du projet de résolution E/AC.6/L.490/Rev.1.

7. Le représentant du Soudan a remanié oralement, au nom des auteurs, le paragraphe 4 du projet de résolution E/AC.6/L.490/Rev.1 qui devait se lire comme suit :

"4. *Recommande* à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-huitième session, d'envisager les moyens d'utiliser plus largement une part substantielle des ressources du Fonds d'équipement des Nations Unies,

ainsi que d'autres sources et arrangements pour servir les pays les moins avancés en les aidant à surmonter leurs principales difficultés".

8. A la 603^e séance également, le représentant du Soudan a accepté, au nom des auteurs, sur la suggestion du représentant de la Turquie, de remplacer le mot "*Décide*", au paragraphe 7, par le mot "*Recommande*". Il a également accepté une suggestion du représentant du Zaïre tendant à supprimer les mots "au départ" au quatrième alinéa du préambule.

9. Le représentant de la Suède a suggéré d'insérer les mots "et le Programme des Nations Unies pour le développement" après les mots "la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement", au paragraphe 1. Au nom des auteurs, le représentant du Soudan a accepté cette proposition.

10. Le représentant des Etats-Unis a proposé de mettre un point-virgule après le mot "Fonds", au paragraphe 3, et de supprimer le reste du paragraphe.

11. A la 604^e séance, le représentant du Soudan, au nom des auteurs, a de nouveau modifié oralement le projet de résolution E/AC.6/L.490/Rev.1, suivant la suggestion de la délégation des Etats-Unis (voir par. ci-dessus). Il a de nouveau modifié le paragraphe 1 en remplaçant le mot "organes" par le mot "organismes".

12. A la même séance, le projet de résolution E/AC.6/L.490/Rev.1, tel qu'il avait été modifié oralement, a été adopté par consensus. [Pour le texte, voir ci-dessous par. 15, projet de résolution I.]

13. A la 604^e séance également, le représentant des Etats-Unis, au nom des auteurs, a modifié oralement le projet de résolution E/AC.6/L.491/Rev.1 de la manière suivante :

a) Sur la proposition des représentants de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les mots "problèmes spéciaux des pays en voie de développement les moins avancés" ont été remplacés, au quatrième alinéa du préambule, par les mots

“problèmes particuliers aux pays en voie de développement les moins avancés”;

b) Sur la suggestion des représentants d'Haïti et du Soudan : i) les mots “une attention particulière étant accordée aux mesures visant à améliorer la coordination entre les organismes et à adapter leurs directives de politique générale, leurs règles opérationnelles, les conditions de l'aide et leurs arrangements institutionnels aux problèmes spéciaux des pays les moins avancés” ont été insérés au paragraphe 4, après les mots “au cours des dix-huit derniers mois”; et ii) la dernière partie du paragraphe 5, à partir des mots “pour améliorer la coordination . . .”, a été remplacée par les mots “dans les domaines sur lesquels le paragraphe 4 ci-dessus appelle spécialement l'attention”.

14. A la 604^e séance également, le projet de résolution E/AC.6/L.491/Rev.1, tel qu'il avait été modifié oralement, a été adopté par consensus. [Pour le texte, voir ci-dessous par. 15, projet de résolution II.]

Recommandations au Conseil

15. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter les projets de résolution I et II ci-après :

I

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 62 (III) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en date du 19 mai 1972¹, qui représente un programme très important pour l'action internationale en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, en particulier l'alinéa e du paragraphe 46 de cette résolution,

Rappelant en outre la résolution 3036 (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1972, relative aux mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, dans laquelle l'Assemblée a fait sienne la résolution 62 (III) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

Prenant note de l'étude sur l'opportunité et la possibilité de créer un fonds spécial à l'intention des pays en voie de développement les moins avancés (E/5269) qui a été établie par le Secrétaire général comme suite à la résolution 1710 (LIII) du Conseil économique et social, en date du 28 juillet 1972,

Reconnaissant la nécessité d'examiner d'urgence les moyens de faire en sorte que les pays les moins avancés bénéficient pleinement des mesures générales prises dans différents domaines, y compris d'examiner l'opportunité de créer un fonds spécial qui permettrait aux pays les moins avancés de surmonter leurs principales difficultés,

Tenant compte des besoins spéciaux des pays les moins avancés, qui nécessitent des méthodes nouvelles et novatrices permettant de faire face efficacement à leur situation particulière et à leurs besoins urgents,

1. *Prie* le Secrétaire général, agissant en coopération avec les organismes appropriés des Nations Unies, en particulier la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et le Programme des Nations Unies pour le développement, d'établir une nouvelle étude, qui développerait le contenu de la première (E/5269) en ce qui concerne les arrange-

ments institutionnels pour l'application des mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, y compris la nécessité de créer un fonds spécial à l'intention de ces pays, et tiendrait compte des observations et commentaires formulés par différentes délégations sur le fond de la première étude, et qui devrait être présentée à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-huitième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, lors de la reprise de sa cinquante-cinquième session;

2. *Accueille avec satisfaction* la décision du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement selon laquelle le Fonds d'équipement des Nations Unies devrait être utilisé essentiellement pour servir les pays qui sont nettement les moins avancés;

3. *Lance un appel* aux pays développés, compte tenu de la nouvelle orientation du Fonds d'équipement des Nations Unies, pour qu'ils réexaminent leur politique à l'égard du Fonds;

4. *Recommande* à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-huitième session, d'envisager les moyens d'utiliser plus largement une part substantielle des ressources du Fonds d'équipement des Nations Unies, ainsi que d'autres sources et arrangements pour servir les pays les moins avancés en les aidant à surmonter leurs principales difficultés;

5. *Prie instamment* les sources de financement du développement, tant bilatérales que multilatérales, conformément aux principes de la résolution 62 (III) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, d'accroître leur capacité de participer plus efficacement à l'application des mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés dans différents domaines d'activité;

6. *Prie* les organismes intéressés des Nations Unies et tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, en particulier les pays développés, d'accélérer la mise en œuvre de la résolution 3036 (XXVII) de l'Assemblée générale, en particulier des paragraphes 2 et 3 de cette résolution;

7. *Recommande* qu'un examen de l'application des mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés, visant à décider, entre autres, des arrangements institutionnels à adopter pour appliquer ces mesures et de la manière dont on pourrait mobiliser des ressources supplémentaires dans l'intérêt des pays les moins avancés, soit entrepris au titre du point de l'ordre du jour de la vingt-huitième session de l'Assemblée générale relatif aux pays en voie de développement les moins avancés.

II

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 24 octobre 1970, contenant la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, dans laquelle l'Assemblée a prévu une section distincte relative aux mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés,

Rappelant en outre les résolutions 2768 (XXVI) et 3036 (XXVII) de l'Assemblée générale, en date des 18 novembre 1971 et 19 décembre 1972, relatives aux pays en voie de développement les moins avancés, ainsi que le rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur sa troisième

¹ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. I: *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

session², le rapport du Conseil du commerce et du développement pour la période du 22 septembre 1971 au 25 octobre 1972³ et la décision prise par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement à sa quinzième session au sujet des mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés⁴,

Ayant présentes à l'esprit la déclaration commune présentée par huit pays socialistes à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale au sujet de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement⁵ et la déclaration qu'ils ont présentée à la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement⁶,

Convaincu de la nécessité pour les organismes des Nations Unies de prendre d'autres mesures concertées, notamment l'adaptation de leurs règles opérationnelles, des conditions auxquelles l'assistance est fournie et de leurs arrangements institutionnels, y compris en ce qui concerne la répartition des effectifs, qui leur permettent d'accorder la priorité et une attention coordonnée aux problèmes particuliers aux pays en voie de développement les moins avancés et d'améliorer l'efficacité de l'assistance fournie à ces pays,

1. *Réaffirme* qu'il reconnaît que les pays en voie de développement les moins avancés se heurtent à des problèmes spéciaux dans les efforts qu'ils font pour accélérer le rythme de leur progrès économique et social;

2. *Invite* le Programme des Nations Unies pour le développement à soumettre au Secrétaire général et au Conseil économique et social, lors de sa cinquante-sixième session, un rapport écrit énonçant de façon détaillée — en accordant une attention spéciale au personnel hors siège et au personnel du siège ainsi qu'aux fins auxquelles est utilisée la somme supplémentaire spéciale de 35 millions de dollars affectée aux besoins des pays en voie de développement les moins avancés pour la période 1973-1976 — les diverses mesures spéciales que le Programme et son Conseil d'administration ont prises au cours des dix-huit derniers mois pour améliorer la qualité et augmenter la quantité de l'assistance technique et de l'assistance de préinvestissement fournies aux pays les moins avancés, ainsi que toutes autres mesures de cet ordre qu'ils projettent de

prendre au cours de la prochaine période de douze mois;

3. *Invite* le Groupe de la Banque mondiale, et en particulier l'Association internationale de développement, à soumettre au Secrétaire général et au Conseil économique et social, lors de sa cinquante-sixième session, un rapport écrit énonçant de façon détaillée les diverses mesures spéciales prises au cours de la période 1971-1973 pour améliorer la qualité de l'aide en capital et de l'assistance technique fournies aux pays en voie de développement les moins avancés, ainsi que les conditions auxquelles cette aide et cette assistance sont fournies, pour en augmenter la quantité et pour en accélérer la fourniture effective, ainsi qu'à indiquer, autant que possible, les autres mesures spéciales qu'ils envisagent dans l'intérêt des pays les moins avancés jusqu'en 1976;

4. *Invite* chacune des institutions spécialisées, les autres organismes des Nations Unies, en particulier la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, ainsi que les commissions économiques régionales et les banques régionales directement intéressées à soumettre au Secrétaire général et au Conseil économique et social, lors de sa cinquante-sixième session, un rapport écrit énonçant de façon détaillée les mesures spéciales que chacun d'eux a prises au cours des dix-huit derniers mois en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, une attention particulière étant accordée aux mesures visant à améliorer la coordination entre les organismes et à adapter leurs directives de politique générale, leurs règles opérationnelles, les conditions de l'aide et leurs arrangements institutionnels aux problèmes spéciaux des pays les moins avancés, ainsi que toutes autres mesures de cet ordre qu'ils projettent de prendre au cours de la prochaine période de douze mois;

5. *Prie* le Secrétaire général de rendre compte au Conseil économique et social, lors de sa cinquante-sixième session, des mesures précises prises par les organismes susmentionnés dans les domaines sur lesquels le paragraphe 4 ci-dessus appelle spécialement l'attention;

6. *Prie en outre* les organismes qui soumettront des rapports aux termes de la présente résolution d'y inclure une évaluation complète des difficultés d'ordre administratif, d'ordre institutionnel et en matière de coordination auxquelles ils se heurtent encore dans l'exécution de leurs programmes d'assistance aux pays en voie de développement les moins avancés;

7. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour de sa cinquante-sixième session une question au titre de laquelle il examinera le rapport du Secrétaire général et étudiera dans quelle mesure les directives de politique générale, les règles opérationnelles, les conditions de l'aide et les arrangements institutionnels adaptés aux problèmes spéciaux des pays en voie de développement les moins avancés représentent des dispositions adéquates.

² Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session, vol. I: Rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.73.II.D.4).

³ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément n° 15 (A/8715/Rev.1).

⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément n° 2 (E/5256), par. 109 à 129.

⁵ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Annexes, point 42 de l'ordre du jour, document A/8074.

⁶ Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session, vol. I: Rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.73.II.D.4), annexe VIII.G.

DECISIONS PRISES PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1855^e séance, le 16 mai 1973, le Conseil a adopté sans opposition les projets de résolution I et II présentés par le Comité économique (E/5327, par. 15). Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1*, résolutions 1753 (LIV) et 1754 (LIV).



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

ANNEXES

CINQUANTE-QUATRIEME SESSION

NEW YORK, 1973

Point 4 de l'ordre du jour. — Mesures spéciales se rapportant aux besoins particuliers des pays en voie de développement sans littoral*.

TABLE DES MATIERES

<i>Cote des documents</i>	<i>Titre</i>	<i>Pages</i>
E/5326	Rapport du Comité économique	9
	Décision prise par le Conseil économique et social	10

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1855^e séance; voir également les comptes rendus des 597^e à 603^e séances du Comité économique (E/AC.6/SR.597 à 603).

DOCUMENT E/5326

Rapport du Comité économique

[Original : anglais]
[7 mai 1973]

1. Le Comité a examiné le point 4 de l'ordre du jour, sous la présidence de M. John Vivian Scott (Nouvelle-Zélande), vice-président du Conseil, de sa 597^e à sa 603^e séance, du 17 au 23 avril 1973. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi d'une note du Secrétaire général concernant une étude sur la possibilité de créer un fonds spécial pour défrayer les pays en voie de développement sans littoral de leurs frais de transport additionnels (E/5262).

3. A la 602^e séance, le représentant de la Bolivie a présenté, également au nom des délégations du Burundi, du Mali, du Niger et de l'Ouganda, un projet de résolution (E/AC.6/L.492).

4. A la même séance, le représentant de la France a présenté des amendements (E/AC.6/L.493) au projet de résolution qui étaient ainsi conçus :

a) Remplacer le paragraphe 1 par le texte suivant :

"1. *Prie* les commissions économiques régionales compétentes d'étudier la situation des pays sans littoral de leur ressort et de faire rapport au Conseil économique et social des difficultés rencontrées";

b) Au paragraphe 2, remplacer les mots "Secrétaire général" par les mots "secrétariats des commissions économiques régionales".

5. Le représentant de la Bolivie a accepté, au nom des auteurs, une suggestion du représentant de l'Argentine tendant à insérer, au paragraphe 1, après les mots "d'entreprendre" les mots "en consultation avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et en coordination avec les commissions économiques régionales respectives". En conséquence, au paragraphe 3, les mots "au Secrétaire général" devraient être suivis des mots "au Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et aux secrétariats des commissions économiques régionales".

6. Le représentant de la Bolivie a accepté une proposition du représentant du Brésil tendant à ajouter au dispositif du projet de résolution un nouveau paragraphe ainsi conçu :

"*Prie en outre* le Secrétaire général d'indiquer dans son étude toutes les autres possibilités qui auront pu être envisagées au cours de ses consultations".

7. Le représentant de la Bolivie a également accepté une proposition du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à ajouter au paragraphe 1 un nouvel alinéa *d* ainsi conçu : "Mesures prises pour réduire les frais de transport additionnels que supportent les pays en voie de développement sans littoral".

8. Toujours à la 602^e séance, le représentant du Royaume-Uni a présenté trois amendements (E/AC.6/L.494) ainsi conçus :

a) Remplacer, au paragraphe 1, les mots "sur la création d'un fonds, portant notamment sur les points suivants" par les mots "portant sur les points suivants";

b) Ajouter ce qui suit à la fin de l'alinéa *b* du paragraphe 1 : "définis comme étant les frais qui résultent de l'existence d'une ou plusieurs frontières internationales entre le pays sans littoral intéressé et un port maritime";

c) Ajouter ce qui suit à la fin du paragraphe 2 : "y compris s'il y a lieu et s'il est possible, et par quels moyens, de créer un fonds spécial pour subventionner les frais de transport additionnels des pays en voie de développement sans littoral".

9. A la 603^e séance, le Comité a été saisi du texte révisé du projet de résolution (E/AC.6/L.492/Rev.1) contenant les amendements acceptés par les auteurs.

10. Le représentant de l'Union soviétique a proposé que le Comité diffère le vote sur le projet de résolution et les amendements présentés jusqu'à la 604^e séance. Par 14 voix contre 6, avec 28 abstentions, le Comité a décidé de voter à la séance en cours.

11. A la 603^e séance, le Comité a donc voté sur le projet de résolution et les amendements proposés. Les voix se sont réparties comme suit :

a) Par 25 voix contre 14, avec 8 abstentions, les amendements proposés par la France (E/AC.6/L.493) ont été rejetés;

b) Par 25 voix contre 13, avec 9 abstentions, le premier amendement proposé par le Royaume-Uni (E/AC.6/L.494) a été rejeté;

c) Par 22 voix contre 14, avec 12 abstentions, le deuxième amendement proposé par le Royaume-Uni (E/AC.6/L.494) a été rejeté;

d) Son premier amendement ayant été rejeté, le représentant du Royaume-Uni a retiré son troisième amendement.

12. Par 35 voix contre zéro, avec 12 abstentions, l'ensemble du projet de résolution E/AC.6/L.492/Rev.1 a été adopté. [Pour le texte, voir par. 13 ci-dessous.]

Recommandation au Conseil

13. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter le projet de résolution ci-après :

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 2971 (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1972, concernant les mesures spéciales se rapportant aux besoins particuliers des pays en voie de développement sans littoral, dans laquelle le Conseil économique et social, agissant en consultation avec les organismes appropriés des Nations Unies, est invité à étudier s'il y a lieu et s'il est possible — et, le cas échéant, par quels moyens — de créer un fonds spécial pour défrayer les pays en voie de développement sans littoral de leurs frais de transport additionnels,

Prenant note avec satisfaction du rapport du Groupe d'experts des problèmes spéciaux que posent l'expansion des échanges et le développement économique des pays en voie de développement sans littoral¹, créé par la

¹ Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, dixième session, Annexes, point 13 de l'ordre du jour, document TD/B/308.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement,

Reconnaissant que le manque de renseignements ne permettrait pas de déterminer les moyens nécessaires à la création d'un fonds destiné à subventionner les pays en voie de développement sans littoral pour leurs frais de transport additionnels,

1. *Prie* le Secrétaire général d'entreprendre, en consultation avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et en coordination avec les commissions économiques régionales respectives, une étude complète sur la création d'un fonds, portant notamment sur les points suivants :

a) Difficultés éprouvées par les pays en voie de développement sans littoral dans l'utilisation des moyens de transport;

b) Définition des causes et des limitations qui créent des frais de transport additionnels;

c) Evaluation des frais de transport additionnels pour chaque pays sans littoral;

d) Mesures prises pour réduire les frais de transport additionnels que supportent les pays en voie de développement sans littoral;

e) Assistance financière annuelle requise pour compenser les frais de transport additionnels;

f) Diverses sources possibles de financement et évaluation des possibilités que présente chacune de ces sources;

2. *Prie en outre* le Secrétaire général d'indiquer dans son étude toutes les autres possibilités qui auront pu être envisagées au cours de ses consultations;

3. *Prie* les gouvernements des pays en voie de développement sans littoral ainsi que les gouvernements des pays de transit de fournir au Secrétaire général, au Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et aux secrétariats des commissions économiques régionales tous les renseignements requis ainsi que la coopération et l'assistance nécessaires à cette fin;

4. *Prie* le Secrétaire général de présenter cette étude à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-neuvième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

DECISION PRISE PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1855^e séance, le 16 mai 1973, le Conseil a adopté par 21 voix contre zéro, avec 6 abstentions, le projet de résolution présenté par le Comité économique (E/5326, par. 13). Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1, résolution 1755 (LIV)*.



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

ANNEXES

CINQUANTE-QUATRIEME SESSION

NEW YORK, 1973

Point 5 de l'ordre du jour. — Ressources naturelles* :

- a) Rapport du Comité des ressources naturelles;
- b) Question de la création d'un fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles.

TABLE DES MATIERES

Cote des documents	Titre	Pages
E/5346/Rev.1	Rapport du Comité économique	11
	Décisions prises par le Conseil économique et social	21
	Répertoire des documents	21

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point de l'ordre du jour, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1857^e séance; voir également les comptes rendus des 613^e à 619^e et 624^e et 627^e séances du Comité économique (E/AC.6/SR.613 à 619, 624 et 627).

DOCUMENT E/5346/REV.1

Rapport du Comité économique

[Original : anglais]
[15 mai 1973]

1. Le Comité a examiné le point 5 de l'ordre du jour, sous la présidence de M. John Vivian Scott (Nouvelle-Zélande), vice-président du Conseil, de sa 613^e à sa 619^e et à ses 624^e et 627^e séances, du 3 au 12 mai 1973. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi des documents suivants :

Au titre de l'alinéa a :

Rapport du Comité des ressources naturelles sur sa troisième session (E/5247);

Rapport du Comité du programme et de la coordination sur sa treizième session (E/5273), chapitre VI;

Note du Secrétaire général présentant un état des incidences administratives et financières des propositions figurant dans le rapport du Comité des ressources naturelles (E/5247) relatives à la convocation d'une conférence internationale sur les ressources en eau (E/5301);

Extrait du rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement sur les travaux de sa quinzième session, transmis par une note du Secrétaire général (E/L.1541);

Au titre de l'alinéa b :

Note du Secrétaire général (E/5270);

Lettre, en date du 11 octobre 1972, adressée au Président du Conseil économique et social par le Président du Groupe de travail intergouvernemental sur le fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles (E/AC.6/L.485);

Deux projets de résolution publiés respectivement sous les cotes E/AC.6/L.486 et E/AC.6/L.487.

Le Conseil avait reporté l'examen des trois documents du Comité économique ci-dessus lors de la reprise de sa cinquante-troisième session (1845^e séance).

RAPPORT DU COMITÉ DES RESSOURCES NATURELLES

3. A la 616^e séance, le représentant du Kenya, parlant également au nom des délégations du Japon, de Madagascar, du Mali, de l'Ouganda, des Pays-Bas et des Philippines, a présenté un projet de résolution (E/AC.6/L.496) et annoncé qu'Haïti s'était associée aux auteurs de ce projet de résolution.

4. A la 618^e séance, le Comité a été saisi d'un amendement au projet de résolution, proposé par le Soudan (E/AC.6/L.499).

5. A la même séance, les délégations du Venezuela et du Yémen se sont portées coauteurs de l'amendement proposé dans le document E/AC.6/L.499.

6. A la même séance, le représentant du Brésil a présenté des amendements (E/AC.6/L.502) audit projet de résolution.

7. A la 624^e séance, le représentant du Kenya a présenté au nom des auteurs, auxquels s'était jointe l'Argentine, un projet de résolution révisé (E/AC.6/L.496/Rev.1) qui reprenait l'amendement proposé dans le document E/AC.6/L.499 et plusieurs des amendements proposés dans le document E/AC.6/L.502, et qui se lisait comme suit :

"A

"Coordination des programmes

"Le Conseil économique et social,

"Tenant compte des délibérations du Comité des ressources naturelles à sa troisième session et des vues exprimées à ce sujet par le Comité du programme et de la coordination à sa treizième session (E/5273, par. 42 à 49),

"Ayant présente à l'esprit la responsabilité qui lui incombe, aux termes de l'Article 63 de la Charte, pour ce qui est de la coordination des activités des

institutions spécialisées, y compris les activités dans le domaine des ressources naturelles,

“Fait siennes les conclusions figurant au paragraphe 34 du rapport du Comité des ressources naturelles sur sa troisième session (E/5247) et en particulier :

“a) Considère qu’il est de la plus haute importance que le Secrétaire général, en coopération le cas échéant avec les autres membres du Comité administratif de coordination, le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement, le Directeur exécutif de l’Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et les commissions économiques régionales et le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth établissent une répartition adéquate et pratique des responsabilités au sein du système des Nations Unies en ce qui concerne les activités relatives aux ressources naturelles pour lesquelles une telle répartition n’a pas encore pu être réalisée;

“b) Appelle tout spécialement l’attention des organes intergouvernementaux compétents des différentes organisations du système des Nations Unies sur les conclusions dégagées par le Comité des ressources naturelles en ce qui concerne la coordination interorganisations et prie ces organes de présenter leurs vues au Conseil sur ces questions;

“c) Prie le Secrétaire général d’établir tous les deux ans, en tenant compte des vues exprimées par les Etats Membres à la troisième session du Comité des ressources naturelles et à la cinquante-quatrième session du Conseil économique et social ainsi que des recommandations présentées par ces organes, en consultation avec le Comité administratif de coordination, un plan d’action global pour la mise en valeur des ressources naturelles mettant tout particulièrement l’accent sur les besoins et les intérêts des pays en voie de développement conformément à leurs priorités nationales en matière de développement et portant sur l’ensemble des programmes de travail coordonnés de toutes les organisations qui appartiennent au système des Nations Unies en donnant, pour chaque programme, une estimation de ses incidences budgétaires;

“d) Demande au Comité administratif de coordination de faire des recommandations au Conseil quant aux moyens de renforcer les arrangements existant au sein du système des Nations Unies, en vue de la fourniture de conseils, sur demande, concernant l’utilisation, la planification et la mise en valeur intégrées des ressources en eau, et en particulier les incidences générales de l’utilisation de l’eau, compte tenu des autres utilisations possibles secondaires de l’eau en question;

“e) Demande en outre au Comité administratif de coordination de rendre compte pleinement, dans son rapport annuel de 1974 au Conseil, des progrès accomplis dans l’exécution des tâches décrites ci-dessus et énoncées au paragraphe 34.

“B

“Projections des réserves, des disponibilités et de la demande en ressources naturelles

“Le Conseil économique et social,

“Tenant compte de l’examen auquel le Comité des

ressources naturelles a procédé à ce sujet à sa troisième session, résumé au chapitre III de son rapport, ainsi que des vues exprimées à la cinquante-quatrième session du Conseil,

“Prenant note des recommandations des Etats Membres figurant à l’annexe II du rapport du Comité des ressources naturelles sur sa troisième session,

“Reconnaissant l’importance fondamentale des projections pour la planification et la gestion de la mise en valeur des ressources naturelles,

“Se félicitant de ce que le Comité se soit préoccupé des projections des réserves naturelles et qu’il ait estimé que cette question devait être inscrite régulièrement à l’ordre du jour du Comité,

“Prie le Secrétaire général :

“a) D’établir, après avoir consulté les institutions spécialisées, un rapport sur les activités de toutes les autres organisations, rattachées ou non au système des Nations Unies, qui établissent des projections à moyen et à long terme des disponibilités et de la demande en ressources énergétiques, minérales et hydrauliques, en indiquant les méthodes, les définitions et les variables utilisées par chacune d’entre elles, et de présenter ce rapport au Comité des ressources naturelles à sa quatrième session, suffisamment tôt pour permettre au Comité de faire des recommandations au Secrétaire général, par l’intermédiaire du Conseil, quant aux méthodes acceptables qu’il conviendrait de normaliser aux fins de l’établissement de telles projections sur une base qui permette la comparaison à l’échelon international;

“b) De présenter au Comité régulièrement tous les deux ans des études sur les projections à moyen et à long terme, fondées sur les données disponibles, des disponibilités et de la demande en ressources énergétiques, minérales et hydrauliques à l’échelle globale, régionale et nationale;

“c) De prendre des mesures voulues, dans les limites du budget, en vue d’améliorer et de renforcer les services des Nations Unies existants d’analyse, d’évaluation et de diffusion des données mondiales concernant les ressources naturelles.

“C

“Conférence des Nations Unies sur les ressources en eau

“Le Conseil économique et social,

“Rappelant ses résolutions 1572 D (L) du 18 mai 1971 et 1673 E (LII) du 2 juin 1972,

“Tenant compte des délibérations et des recommandations du Comité des ressources naturelles à sa troisième session, ainsi que du rapport du Groupe intergouvernemental de spécialistes¹ contenant un projet d’ordre du jour détaillé pour une conférence des Nations Unies sur les ressources en eau et du rapport du Secrétaire général² contenant des précisions supplémentaires sur les aspects touchant l’organisation et les aspects financiers de cette conférence, également établi conformément à la résolution 1673 E (LII),

“Se félicitant de l’invitation du Gouvernement argentin d’accueillir la conférence des Nations Unies sur les ressources en eau envisagée à Buenos Aires,

“1. Approuve la convocation d’une conférence

¹ E/C.7/31.

² E/C.7/39.

des Nations Unies sur les ressources en eau sur la base de l'ordre du jour provisoire proposé par le Groupe intergouvernemental de spécialistes;

"2. *Convient* de fixer au premier semestre de 1977 la date de cette conférence;

"3. *Accepte* avec reconnaissance l'offre du Gouvernement argentin d'accueillir à Buenos Aires la conférence sur l'eau, sous réserve des conditions prévues par l'Assemblée générale dans sa résolution 2609 (XXIV) du 16 décembre 1969;

"4. *Prie* le Secrétaire général :

"a) De prendre les mesures nécessaires pour préparer la conférence des Nations Unies sur les ressources en eau, en tenant compte des vues des Etats Membres concernant le coût estimatif de la conférence;

"b) D'étudier, compte tenu des considérations qui précèdent et dans le cadre du processus de préparation de la conférence, la possibilité de réunir des conférences ou séminaires régionaux sous les auspices des commissions économiques régionales et de faire rapport à ce sujet au Conseil économique et social à sa cinquante-cinquième session;

"c) D'établir une liaison étroite entre le Secrétariat du Siège, les commissions économiques régionales, le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, en vue de coordonner les apports des divers éléments du système des Nations Unies et d'éviter les chevauchements et les doubles emplois.

"D

"Exploration et mise en valeur des eaux souterraines

"Le Conseil économique et social,

"Tenant compte des vues du Comité des ressources naturelles à sa troisième session, en ce qui concerne en particulier l'exploration et la mise en valeur des eaux souterraines ainsi que les notions relatives aux techniques de l'énergie et des minéraux,

"1. *Prend note* du document établi par le Secrétaire général sur l'exploration et la mise en valeur des eaux souterraines³;

"2. *Recommande* à l'Organisation des Nations Unies, au Programme des Nations Unies pour le développement et aux institutions spécialisées intéressées d'améliorer la qualité et l'efficacité de leur assistance aux programmes de mise en valeur des eaux souterraines des pays en voie de développement, en tenant compte, à la lumière des priorités des pays intéressés, non seulement des possibilités techniques qu'offrent les réserves en eaux souterraines, mais aussi des problèmes relatifs aux bilans hydrogéologiques et à la qualité de l'eau;

"3. *Prie* le Secrétaire général de suivre l'évolution du coût de la mise en valeur des eaux souterraines dans les pays en voie de développement.

"E

"Mise en valeur des bassins fluviaux internationaux

"Le Conseil économique et social,

"Ayant examiné les délibérations pertinentes du Comité des ressources naturelles à sa troisième session

sur la question de la mise en valeur des bassins fluviaux internationaux,

"1. *Prend acte* de la note préliminaire du Secrétaire général⁴ sur les aspects techniques et économiques de la mise en valeur des bassins fluviaux internationaux, ainsi que des opinions exprimées par les membres du Comité quant aux recommandations qui y figurent;

"2. *Prie* le Secrétaire général d'établir pour la prochaine session du Comité une version révisée et plus complète de ce document, ainsi qu'un rapport sur l'état d'avancement des travaux connexes.

"F

"Les ressources naturelles et l'environnement

"Le Conseil économique et social,

"Tenant compte des vues pertinentes du Comité des ressources naturelles à sa troisième session,

"Conscient des liens existant entre une gestion rationnelle des ressources naturelles et les aspects touchant l'environnement ainsi que de la nécessité d'utiliser au maximum les mécanismes existants des Nations Unies et de préciser les responsabilités,

"1. *Décide* de transmettre au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement à sa prochaine session, pour information, les rapports du Comité des ressources naturelles sur ses deuxième⁵ et troisième (E/5247) sessions;

"2. *Décide en outre* d'examiner et de définir à sa cinquante-septième session les rôles respectifs du Comité et du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement, ainsi que les modalités de leur coopération.

"G

"Sessions du Comité des ressources naturelles

"Le Conseil économique et social,

"Rappelant ses résolutions 1535 (XLIX) du 27 juillet 1970, 1572 (L) du 18 mai 1971 et 1673 (LII) du 2 juin 1972,

"Ayant examiné le rapport du Comité des ressources naturelles sur sa troisième session, sous ses divers aspects,

"Remerciant le Gouvernement indien des excellentes installations qu'il a mises à la disposition du Comité pour sa troisième session qui s'est tenue à New Delhi,

"Se félicitant des nouveaux progrès que le Comité a accomplis à sa troisième session,

"1. *Prend acte* du rapport du Comité des ressources naturelles sur sa troisième session;

"2. *Décide* que, sous réserve d'une date et d'un lieu précis à fixer en même temps que le calendrier des conférences, la quatrième session du Comité sera convoquée en 1975;

"3. *Prie* le Secrétaire général d'établir, en consultation avec le bureau du Comité des ressources naturelles, un projet d'ordre du jour pour la quatrième session et de le distribuer avant la fin de 1973 aux membres du Comité pour qu'ils présentent leurs observations, et de distribuer ensuite un ordre du jour provisoire au début de l'année 1974."

⁴ E/C.7/35.

⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-deuxième session, Supplément n° 5 (E/5097 et Corr.1).

8. Toujours à la 624^e séance, le représentant de l'Argentine a déclaré qu'il acceptait les amendements proposés par le représentant du Brésil au regard de la section C du projet de résolution, tels qu'ils avaient été révisés oralement par celui-ci.

9. Le représentant du Kenya, parlant au nom des auteurs du projet, a révisé oralement le projet de résolution E/AC.6/L.496/Rev.1.

10. A la même séance, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a proposé oralement de supprimer, au paragraphe 2 de la section G du projet de résolution, les mots "et d'un lieu précis", et d'ajouter à la fin du paragraphe les mots "à New York".

11. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a proposé oralement d'ajouter, au paragraphe 1 de la section C du projet de résolution, les mots "de versions ultérieurement révisées" après les mots "sur la base".

12. A la 627^e séance, le représentant du Kenya a présenté, au nom des auteurs, une nouvelle version révisée du projet de résolution (E/AC.6/L.496/Rev.2) et a déclaré que toutes les propositions brésiliennes avaient été acceptées, à l'exception des deux suivantes :

a) A l'alinéa b du dispositif de la section B, supprimer le mot "nationale"; et

b) A l'alinéa b du paragraphe 4 de la section C, après les mots "commissions économiques régionales", ajouter les mots "ou d'autres organes régionaux ou sous-régionaux compétents".

13. A la même séance, les représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni, en raison des révisions que comportait le projet de résolution E/AC.6/L.496/Rev.2, ont retiré les amendements qu'ils avaient présentés oralement à la 624^e séance.

14. Le représentant du Brésil, en raison des révisions que comportait le projet de résolution E/AC.6/L.496/Rev.2, a retiré ses amendements figurant dans le document E/AC.6/L.502; compte tenu de l'interprétation donnée par les auteurs et répétée par le Président, il a aussi retiré les amendements qu'il avait présentés oralement à la 624^e séance.

15. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a demandé au représentant du Secrétaire général des éclaircissements quant aux incidences financières des alinéas d et e du dispositif de la section B et du paragraphe 3 de la section C.

16. A la même séance, le projet de résolution E/AC.6/L.496/Rev.2 a été adopté par consensus. [Pour le texte, voir par. 33 ci-dessous, projet de résolution I.]

QUESTION DE LA CRÉATION D'UN FONDS DE ROULEMENT DES NATIONS UNIES POUR L'EXPLORATION DES RESSOURCES NATURELLES

17. A la 616^e séance, au nom également des délégations du Ghana, du Kenya, de la Malaisie, des Pays-Bas, des Philippines et de la Turquie, le représentant du Japon a présenté le projet de résolution révisé E/AC.6/L.486/Rev.1.

18. A la même séance, la délégation de l'Indonésie s'est portée coauteur de ce projet de résolution.

19. Le représentant de l'Inde a proposé un amendement oral au point 8 du paragraphe 1 du projet de résolution.

20. A la 617^e séance, le représentant du Chili a proposé verbalement des amendements au paragraphe 1

du projet de résolution; ces amendements, dont le Comité a été saisi à la 619^e séance (E/AC.6/L.501), se lisaient comme suit :

a) Point 4 : dans la première phrase, mettre un point après les mots "juridiction nationale" et supprimer le reste de la phrase;

b) Point 4 : supprimer la deuxième phrase;

c) Point 7, alinéa b : mettre un point après le mot "bénéficiaires" et supprimer le reste de la phrase;

d) Remplacer le point 8 par le texte suivant :

"8. Le taux de remboursement et la durée de la période de remboursement seront déterminés d'un commun accord entre le fonds et l'Etat bénéficiaire en question, conformément aux directives qui seront établies par le Conseil d'administration sur les recommandations d'un Groupe d'experts nommé par le Conseil d'administration et le montant remboursé ne pourra excéder un maximum égal au double de la somme initialement prêtée."

21. A la 624^e séance, le représentant du Japon a présenté, au nom des auteurs auxquels s'étaient joints l'Inde et l'Ouganda, une nouvelle version révisée du projet de résolution (E/AC.6/L.486/Rev.2), qui prenait en considération l'amendement proposé verbalement par l'Inde à la 616^e séance et le deuxième amendement proposé dans le document E/AC.6/L.501. Ce projet se lisait comme suit :

— *"Le Conseil économique et social,*

"Rappelant ses résolutions 1572 C (L) du 18 mai 1971, 1673 F (LII) du 12 juin 1972 et 1711 (LIII) du 20 juillet 1972,

"Prenant acte des rapports du Groupe de travail intergouvernemental sur le fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles⁶, du rapport du Président du Groupe (voir E/AC.6/L.485) et de la note du Secrétaire général (E/5270),

"Appuyant une fois de plus les principes "d'auto-assistance", qui se dégagent de ce concept, pour le bien mutuel des pays en voie de développement,

"Tenant compte des délibérations et des décisions du Comité des ressources naturelles à ses première, deuxième et troisième sessions,

"1. Recommande que l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session décide d'établir un fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles, fondé sur les principes et objectifs suivants :

"a) Le fonds sera établi en tant que fonds d'affectation spéciale, confié à la garde du Secrétaire général et administré en son nom par le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement;

"b) L'objet du fonds est de permettre d'élargir et d'intensifier les activités du système des Nations Unies pour le développement relatives à l'exploration des ressources naturelles dans les pays en voie de développement;

"c) La principale caractéristique du fonds est qu'il s'agit d'un fonds de roulement, le problème du financement de l'exploration des ressources naturelles devant être résolu par des méthodes spécifiques. Le fonds sera géré de manière à lui assurer le caractère d'un fonds de roulement;

⁶ E/C.7/24, E/C.7/29.

"d) Le fonds offrira une assistance aux Etats participants bénéficiaires pour l'exploration des ressources minérales, hydrauliques et énergétiques se trouvant sous leur juridiction nationale, en utilisant pour ce faire des contributions volontaires et des fonds provenant de la production desdites ressources découvertes ou mises en valeur avec l'assistance du fonds;

"e) Le fonds sera guidé par les principes de la Charte, compte dûment tenu du principe de la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles;

"f) La participation au fonds sera ouverte à tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ou membre d'une des institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique;

"g) Les ressources financières du fonds se composeront des éléments suivants :

"i) Des contributions volontaires au fonds versées par les gouvernements;

"ii) Des versements des Etats participants bénéficiaires dont le montant équivaldra à un pourcentage de la valeur des ressources naturelles qui seront produites dans le cadre de projets bénéficiant de l'assistance du fonds;

"iii) Des dons et des avances en espèces ou en nature émanant d'institutions intergouvernementales et non gouvernementales qui soient compatibles avec les politiques, les buts et les activités de l'Organisation des Nations Unies et du fonds;

"h) Le taux de remboursement calculé selon la valeur de la production tirée des découvertes qui seront faites grâce au fonds et la durée de la période de remboursement seront déterminés d'un commun accord par le fonds et l'Etat bénéficiaire en question, conformément à l'une des propositions relatives au remboursement contenues dans la note du Secrétaire général (E/5270);

"i) i) L'assistance fournie prendra la forme de financement de projets formulés pour le Programme des Nations Unies pour le développement ou, lorsque le fonds en aura la capacité, de projets non formulés pour le Programme des Nations Unies pour le développement;

"ii) L'assistance fournie par le fonds aux Etats participants viendra s'ajouter à celle qui leur est fournie conformément aux chiffres indicatifs de planification du Programme des Nations Unies pour le développement;

"iii) L'assistance sera négociée par les gouvernements bénéficiaires et le fonds et sera mutuellement acceptable par eux;

"iv) Lors de la formulation et de l'évaluation des projets, le représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement assurera la coordination sur place avec la programmation du pays;

"j) Le fonds pourra fournir une assistance à toutes les phases de l'exploration, y compris éventuellement :

"i) L'établissement des demandes d'assistance adressées au fonds;

"ii) La prospection des ressources naturelles;

"iii) Les études de préinvestissement, y compris, éventuellement, les études de faisabilité;

"k) Le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement présentera au Conseil d'administration, pour approbation, les projets qui doivent être financés par l'intermédiaire du fonds;

"l) Etant donné qu'il s'écoulera un certain délai avant que l'accroissement des ressources du fonds et l'importance de ses opérations rendent son administration par un organe intergouvernemental nécessaire, le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement sera l'organe directeur du fonds pendant les quatre premières années et la question sera réexaminée par le Conseil économique et social, en consultation avec le Comité des ressources naturelles et le Programme des Nations Unies pour le développement;

"m) Le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement, en plein accord avec le Secrétaire général, désignera le directeur du fonds lorsqu'il sera nécessaire. Le directeur sera nommé pour une durée de trois ans. Sa nomination devra être confirmée par l'organe directeur;

"n) Le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement présentera au Conseil économique et social un rapport annuel sur les réalisations et le fonctionnement du fonds de roulement ainsi que les observations du Comité des ressources naturelles et de l'organe directeur;

"o) Le Conseil économique et social réexaminera, compte tenu de l'expérience acquise, les fonctions et les dispositions institutionnelles ainsi que le système de remboursement du fonds en vue de recommander à l'Assemblée générale les modifications et améliorations nécessaires, en tenant pleinement compte des observations de l'organe directeur et du Comité des ressources naturelles. Il sera procédé au premier de ces réexamens quatre ans après que le fonds aura commencé à fonctionner;

"2. *Recommande* que l'Assemblée générale, à sa vingt-huitième session, prie le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour la création du fonds;

"3. *Prie* le Secrétaire général d'examiner quelles sont les sources possibles — gouvernementales, non gouvernementales et intergouvernementales — d'assistance financière au fonds."

22. Egalement à la 624^e séance, le représentant du Pérou a retiré des amendements (E/AC.6/L.503) proposés par sa délégation au projet de résolution E/AC.6/L.486/Rev.1.

23. A la même séance, le représentant de la Trinité-et-Tobago a présenté un amendement (E/AC.6/L.505) au projet de résolution E/AC.6/L.486/Rev.2, qui consistait à remplacer l'alinéa h du paragraphe 1 du dispositif par le texte suivant :

"h) Le taux de remboursement, la durée de la période de remboursement et le montant total de la somme à rembourser seront décidés d'un commun accord par le fonds et l'Etat bénéficiaire; le taux de remboursement et la durée de la période de remboursement devront être déterminés sur la base des propositions pertinentes contenues dans la note du Secrétaire général (E/5270); lorsqu'on déterminera le montant total de la somme à rembourser, on devra aussi prendre dûment en considération le type du projet et la nécessité d'une relation étroite entre le montant total du remboursement et le montant initial du prêt";

il a révisé oralement son amendement en ajoutant à la fin de ce texte le membre de phrase : "compte tenu de la nécessité d'assurer au fonds le caractère d'un fonds de roulement".

24. Les auteurs du projet de résolution ont accepté l'amendement proposé par la Trinité-et-Tobago tel qu'il avait été révisé oralement.

25. A la même séance, le représentant du Pakistan a présenté les amendements suivants (E/AC.6/L.506) au paragraphe 1 du projet de résolution :

a) Ajouter ce qui suit à la fin de l'alinéa b : "en se concentrant sur le genre de projets qui sont généralement connus pour avoir un effet catalyseur sur le développement socio-économique du pays considéré";

b) Insérer après l'alinéa d le nouvel alinéa suivant : "Dans l'allocation des ressources du fonds, on prendra en considération l'objectif d'une répartition équitable entre les pays en voie de développement";

c) Remanier comme suit l'alinéa j :

"j) Le fonds pourra fournir une assistance à toutes les phases de l'exploration et dans certains cas de l'exploitation, y compris éventuellement :

"i) L'établissement des demandes d'assistance adressées au fonds;

"ii) La prospection des ressources naturelles;

"iii) Les études de préinvestissement et de faisabilité relatives à l'exploration et à l'exploitation des ressources naturelles;

"iv) Des avis sur les techniques appropriées pour l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles".

26. Toujours à la même séance, le représentant du Chili a retiré ses premier et troisième amendements contenus dans le document E/AC.6/L.501 (voir par. 20 ci-dessus). Il a maintenu son quatrième amendement (le point 8 du projet initial étant devenu l'alinéa h du projet E/AC.6/L.486/Rev.2) mais a accepté que priorité soit donnée à l'amendement proposé par le représentant de la Trinité-et-Tobago (voir par. 23 ci-dessus).

27. Le représentant du Pakistan a révisé oralement son deuxième amendement (voir par. 25 ci-dessus) en ajoutant le mot "participants" à la fin du nouvel alinéa proposé.

28. A la même séance, le représentant du Canada a demandé un vote séparé et enregistré sur les sections ci-après du projet de résolution E/AC.6/L.486/Rev.2 :

Paragraphe 1 :

Alinéa i, sous-alinéa ii;

Alinéa l, dernière partie, après les mots "l'organe directeur du fonds";

Alinéa o, les termes "les dispositions institutionnelles ainsi que";

Paragraphe 2;

il a également demandé un vote enregistré sur l'ensemble du projet de résolution, tel qu'il avait été modifié.

29. Le représentant du Pakistan a demandé un vote séparé et enregistré sur les amendements qu'il avait proposés (E/AC.6/L.506).

30. Le représentant du Royaume-Uni a demandé un vote enregistré sur les amendements proposés par la Trinité-et-Tobago (E/AC.6/L.505) et acceptés par les auteurs du projet de résolution.

31. Toujours à la 624^e séance, le Comité a voté sur les différentes propositions dont il était saisi. Les résultats du vote ont été les suivants :

a) Par 16 voix contre 11, avec 24 abstentions, le premier amendement proposé par le Pakistan dans le document E/AC.6/L.506 a été adopté (le vote n'a pas été enregistré).

b) Par 24 voix contre 7, avec 20 abstentions, le deuxième amendement proposé par le Pakistan dans le document E/AC.6/L.506, tel qu'il avait été révisé, a été adopté. Les résultats du vote ont été les suivants :

Ont voté pour : Algérie, Argentine, Barbade, Bolivie, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Colombie, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, Guinée, Madagascar, Mali, Niger, Pakistan, Pérou, Roumanie, Sri Lanka, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Yougoslavie, Zaïre.

Ont voté contre : Haïti, Inde, Indonésie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines.

Se sont abstenus : Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Ghana, Hongrie, Italie, Kenya, Malaisie, Mongolie, Ouganda, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Soudan, Suède, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

c) Par 17 voix contre 15, avec 19 abstentions, le troisième amendement proposé par le Pakistan dans le document E/AC.6/L.506 a été rejeté. Les résultats du vote ont été les suivants :

Ont voté pour : Argentine, Brésil, Chili, Chine, Egypte, Mali, Mongolie, Niger, Ouganda, Pakistan, Pérou, Roumanie, Soudan, Sri Lanka, Turquie.

Ont voté contre : Barbade, Etats-Unis d'Amérique, France, Ghana, Haïti, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Kenya, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Trinité-et-Tobago, Venezuela, Yougoslavie.

Se sont abstenus : Algérie, Belgique, Bolivie, Burundi, Canada, Colombie, Danemark, Espagne, Finlande, Guinée, Hongrie, Madagascar, Malaisie, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Suède, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zaïre.

d) Par 35 voix contre 3, avec 13 abstentions, le sous-alinéa ii de l'alinéa i du paragraphe 1 du projet de résolution E/AC.6/L.486/Rev.2 a été maintenu. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Algérie, Argentine, Barbade, Bolivie, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Colombie, Egypte, Ghana, Haïti, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Kenya, Madagascar, Malaisie, Niger, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Soudan, Sri Lanka, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre.

Ont voté contre : Canada, Guinée, Mali.

Se sont abstenus : Belgique, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Hongrie, Mongolie, Pérou, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Suède, Union des Républiques socialistes soviétiques.

e) Par 29 voix contre 6, avec 16 abstentions, la dernière partie de l'alinéa l du paragraphe 1, figurant après les mots "l'organe directeur du fonds", a été maintenue. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Algérie, Argentine, Barbade, Bolivie, Burundi, Chili, Chine, Colombie, Ghana, Haïti, Inde, Indonésie, Japon, Kenya, Madagascar, Malaisie, Niger,

Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Soudan, Sri Lanka, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre.

Ont voté contre : Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Se sont abstenus : Belgique, Brésil, Danemark, Egypte, Espagne, Finlande, Guinée, Hongrie, Mali, Mongolie, Pérou, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Suède, Union des Républiques socialistes soviétiques.

f) Par 31 voix contre 6, avec 14 abstentions, les termes "les dispositions institutionnelles ainsi que" ont été maintenus à l'alinéa o du paragraphe 1. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Algérie, Argentine, Barbade, Bolivie, Burundi, Chili, Chine, Colombie, Egypte, Ghana, Haïti, Inde, Indonésie, Japon, Kenya, Madagascar, Malaisie, Mali, Niger, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Soudan, Sri Lanka, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre

Ont voté contre : Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Se sont abstenus : Belgique, Brésil, Danemark, Espagne, Finlande, Guinée, Hongrie, Mongolie, Pérou, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Suède, Union des Républiques socialistes soviétiques.

g) Par 33 voix contre une, avec 16 abstentions, le paragraphe 2 a été adopté. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Algérie, Argentine, Barbade, Bolivie, Burundi, Chili, Chine, Colombie, Egypte, France, Ghana, Haïti, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Kenya, Madagascar, Malaisie, Niger, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Roumanie, Soudan, Sri Lanka, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Yougoslavie, Zaïre.

Ont voté contre : Canada.

Se sont abstenus : Belgique, Brésil, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, Hongrie, Mali, Mongolie, Pérou, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

h) Par 33 voix contre 2, avec 16 abstentions, l'amendement proposé par la Trinité-et-Tobago dans le document E/AC.6/L.505, tel qu'il avait été révisé oralement et accepté par les auteurs, a été adopté. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Argentine, Barbade, Bolivie, Burundi, Chine, Colombie, Egypte, Espagne, France, Ghana, Guinée, Haïti, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Kenya, Madagascar, Malaisie, Mali, Niger, Ouganda, Pays-Bas, Philippines, Roumanie, Soudan, Sri Lanka, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre.

Ont voté contre : Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Se sont abstenus : Algérie, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Danemark, Finlande, Hongrie, Mongolie, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pérou, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Suède, Union des Républiques socialistes soviétiques.

i) Par 34 voix contre zéro, avec 17 abstentions, l'ensemble du projet de résolution E/AC.6/L.486/

Rev.2, tel qu'il avait été révisé oralement et modifié, a été adopté. [Pour le texte, voir par. 33 ci-dessous, projet de résolution II.] Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Argentine, Barbade, Bolivie, Burundi, Chine, Colombie, Egypte, Espagne, France, Ghana, Guinée, Haïti, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Kenya, Madagascar, Malaisie, Niger, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Roumanie, Soudan, Sri Lanka, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre.

Ont voté contre : néant.

Se sont abstenus : Algérie, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, Hongrie, Mali, Mongolie, Pérou, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Union des Républiques socialistes soviétiques.

32. A la 624^e séance également, le représentant de l'Egypte a retiré, au nom des auteurs, le projet de résolution E/AC.6/L.487, en raison de l'adoption du projet de résolution E/AC.6/L.486/Rev.2.

Recommandations au Conseil

33. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter les projets de résolution I et II ci-après :

I

RAPPORT DU COMITÉ DES RESSOURCES NATURELLES

A

Coordination des programmes

Le Conseil économique et social,

Tenant compte des délibérations du Comité des ressources naturelles à sa troisième session (E/5247, chap. II) et des vues exprimées à ce sujet par le Comité du programme et de la coordination à sa treizième session (E/5273, par. 42 à 49),

Ayant présente à l'esprit la responsabilité qui lui incombe, aux termes de l'Article 63 de la Charte des Nations Unies, pour ce qui est de la coordination des activités des institutions spécialisées, y compris les activités dans le domaine des ressources naturelles,

Fait siennes les conclusions figurant au paragraphe 34 du rapport du Comité des ressources naturelles sur sa troisième session (E/5247) et en particulier :

a) Considère qu'il est de la plus haute importance que le Secrétaire général, agissant en coopération, le cas échéant, avec les autres membres du Comité administratif de coordination, le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement, le Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ainsi que les commissions économiques régionales et le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth, établisse une répartition adéquate et pratique des responsabilités au sein des Nations Unies en ce qui concerne les activités relatives aux ressources naturelles pour lesquelles une telle répartition n'a pas encore pu être réalisée;

b) Appelle tout spécialement l'attention des organes intergouvernementaux compétents des différents organismes des Nations Unies sur les conclusions dégagées par le Comité des ressources naturelles en ce qui concerne la coordination interorganisations et prie ces

organes de présenter leurs vues au Conseil sur ces questions;

c) *Prie* le Secrétaire général d'établir tous les deux ans, en tenant compte des vues exprimées par les Etats Membres à la troisième session du Comité des ressources naturelles et à la cinquante-quatrième session du Conseil économique et social et des recommandations présentées par ces organes, en consultation avec le Comité administratif de coordination, un plan d'action global pour la mise en valeur des ressources naturelles mettant tout particulièrement l'accent sur les besoins et les intérêts des pays en voie de développement conformément à leurs priorités nationales en matière de développement et portant sur l'ensemble des programmes de travail coordonnés de tous les organismes des Nations Unies en donnant, pour chaque programme, une estimation de ses incidences budgétaires;

d) *Demande* au Comité administratif de coordination de faire des recommandations au Conseil quant aux moyens de renforcer les arrangements existant au sein des Nations Unies, en vue de la fourniture de conseils, sur demande, concernant l'utilisation, la planification et la mise en valeur intégrées des ressources en eau, et en particulier les incidences générales de l'utilisation de l'eau, compte tenu des autres utilisations possibles secondaires de l'eau;

e) *Demande en outre* au Comité administratif de coordination de rendre compte pleinement, dans son rapport annuel de 1974 au Conseil, des progrès accomplis dans l'exécution des tâches décrites ci-dessus et énoncées au paragraphe 34 susmentionné.

B

Projections des réserves, des disponibilités et de la demande en ressources naturelles

Le Conseil économique et social,

Tenant compte de l'examen auquel le Comité des ressources naturelles a procédé à ce sujet à sa troisième session (E/5247, chap. III), ainsi que des vues exprimées à la cinquante-quatrième session du Conseil économique et social,

Prenant note des recommandations des Etats Membres figurant à l'annexe II du rapport du Comité des ressources naturelles sur sa troisième session,

Reconnaissant l'importance fondamentale des projections pour la planification et la gestion de la mise en valeur des ressources naturelles,

Se félicitant de ce que le Comité se soit préoccupé des projections des réserves naturelles et qu'il ait estimé que cette question devait être inscrite régulièrement à son ordre du jour,

Prie le Secrétaire général :

a) D'établir, en consultation avec les institutions spécialisées, un rapport sur les activités de toutes les organisations, rattachées ou non au système des Nations Unies, qui établissent des projections à moyen et à long terme des disponibilités et de la demande en ressources énergétiques, minérales et hydrauliques, en indiquant les méthodes, les définitions et les variables utilisées par chacune d'entre elles, et de présenter ce rapport au Comité des ressources naturelles lors de sa quatrième session, suffisamment tôt pour permettre au Comité de faire des recommandations au Secrétaire général, par l'intermédiaire du Conseil, quant aux méthodes acceptables qu'il conviendrait de normaliser aux fins de l'établissement de telles projections sur une base qui permette la comparaison à l'échelon international;

b) De présenter au Comité des ressources naturelles régulièrement tous les deux ans des études sur les projections à moyen et à long terme, fondées sur les données disponibles, des disponibilités et de la demande en ressources énergétiques, minérales et hydrauliques à l'échelle globale, régionale et nationale;

c) De prendre les mesures voulues, dans les limites du budget, en vue d'améliorer et de renforcer les services des Nations Unies existants d'analyse, d'évaluation et de diffusion des données mondiales concernant les ressources naturelles;

d) De présenter régulièrement au Comité des ressources naturelles une évaluation des techniques qui pourraient aider les gouvernements à évaluer, compte tenu de leurs besoins, les disponibilités et la demande en ressources énergétiques, minérales et hydrauliques;

e) De présenter régulièrement au Comité des ressources naturelles une évaluation des techniques établies et nouvelles spécialement conçues pour répondre aux besoins à moyen et à long terme des pays en voie de développement dans le domaine des ressources énergétiques, minérales et hydrauliques.

C

Conférence des Nations Unies sur les ressources en eau

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 1572 D (L) du 18 mai 1971 et 1673 E (LII) du 2 juin 1972,

Tenant compte des délibérations et des recommandations du Comité des ressources naturelles à sa troisième session (E/5247, chap. VI, sect. A), ainsi que du rapport du Groupe intergouvernemental de spécialistes⁷, contenant un projet d'ordre du jour détaillé pour une conférence des Nations Unies sur les ressources en eau, et du rapport du Secrétaire général⁸ donnant des précisions supplémentaires sur les aspects touchant l'organisation et les aspects financiers de cette conférence, également établis conformément à la résolution 1673 E (LII),

Se félicitant de l'invitation du Gouvernement argentin d'accueillir à Buenos Aires la conférence des Nations Unies sur les ressources en eau envisagée,

1. *Approuve* la convocation d'une conférence des Nations Unies sur les ressources en eau sur la base de l'ordre du jour provisoire proposé par le Groupe intergouvernemental de spécialistes;

2. *Décide* que la conférence sera convoquée en 1977 de manière à lui permettre de tenir compte :

a) Des résultats des diverses réunions internationales déjà prévues au cours desquelles on examinera les divers aspects de la mise en valeur des ressources hydrauliques, telles que le Congrès sur l'irrigation, la Conférence sur le programme à long terme de coopération internationale dans le domaine de l'hydrologie et le Congrès météorologique mondial;

b) De préférence également et si possible, selon qu'il conviendra, des résultats de la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'environnement projetée;

3. *Prie* le Secrétaire général de consulter les Etats Membres sur les moyens qu'ils jugent opportun d'adopter pour les préparatifs de la conférence, y compris la participation intergouvernementale à ces préparatifs, et de présenter un rapport à ce sujet au Conseil économique et social, lors de sa cinquante-sixième session;

⁷ E/C.7/31.

⁸ E/C.7/39.

4. *Accepte avec reconnaissance* l'offre du Gouvernement argentin d'accueillir la conférence à Buenos Aires, sous réserve des conditions prévues par l'Assemblée générale dans sa résolution 2609 (XXIV) du 16 décembre 1969;

5. *Prie* le Secrétaire général :

a) De prendre les mesures nécessaires pour préparer la conférence des Nations Unies sur les ressources en eau, en tenant compte des vues des Etats Membres concernant le coût estimatif de la conférence, ainsi que des nouvelles directives que le Conseil pourrait donner à la lumière du rapport mentionné au paragraphe 3 ci-dessus;

b) D'étudier, compte tenu des considérations qui précèdent et dans le cadre du processus de préparation de la conférence, la possibilité de réunir des conférences ou séminaires régionaux sous les auspices des commissions économiques régionales et de faire rapport à ce sujet au Conseil économique et social lors de sa cinquante-cinquième session;

c) D'établir une liaison étroite entre le Secrétaire au Siège et les commissions économiques régionales, le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, en vue de coordonner les apports des divers organismes des Nations Unies et d'éviter les chevauchements et les doubles emplois.

D

Exploration et mise en valeur des eaux souterraines

Le Conseil économique et social,

Tenant compte des vues exprimées au Comité des ressources naturelles lors de sa troisième session en ce qui concerne en particulier l'exploration et la mise en valeur des eaux souterraines ainsi que les notions relatives aux techniques de l'énergie et des minéraux (E/5247, chap. VI, sect. B, F et G),

1. *Prend acte* de la note du Secrétaire général sur l'exploration et la mise en valeur des eaux souterraines⁹;

2. *Recommande* à l'Organisation des Nations Unies, au Programme des Nations Unies pour le développement et aux institutions spécialisées intéressées d'améliorer la qualité et l'efficacité de leur assistance aux programmes de mise en valeur des eaux souterraines des pays en voie de développement, en tenant compte, à la lumière des priorités des pays intéressés, non seulement des possibilités techniques qu'offrent les réserves en eaux souterraines, mais aussi des problèmes relatifs aux bilans hydrogéologiques et à la qualité de l'eau;

3. *Prie* le Secrétaire général de suivre l'évolution du coût de la mise en valeur des eaux souterraines dans les pays en voie de développement.

E

Mise en valeur des bassins fluviaux internationaux

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné les délibérations du Comité des ressources naturelles à sa troisième session sur la question de la mise en valeur des bassins fluviaux internationaux (E/5247, chap. VI, sect. C),

⁹ E/C.7/34.

1. *Prend acte* de la note préliminaire du Secrétaire général sur les aspects techniques et économiques de la mise en valeur des bassins fluviaux internationaux¹⁰, ainsi que des opinions exprimées par les membres du Comité quant aux recommandations qui y figurent;

2. *Prie* le Secrétaire général d'établir une version révisée et plus complète de ce document, ainsi qu'un rapport sur l'état d'avancement des travaux connexes, pour la quatrième session du Comité des ressources naturelles.

F

Les ressources naturelles et l'environnement

Le Conseil économique et social,

Tenant compte des vues pertinentes du Comité des ressources naturelles à sa troisième session (E/5247, chap. VI, sect. D),

Conscient des liens existant entre une gestion rationnelle des ressources naturelles et les aspects touchant l'environnement ainsi que de la nécessité d'utiliser au maximum les mécanismes existants des Nations Unies et de préciser les responsabilités,

1. *Décide* de transmettre au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement à sa première session, pour information, les rapports du Comité des ressources naturelles sur ses deuxième¹¹ et troisième (E/5247) sessions;

2. *Décide en outre* d'examiner et de définir à sa cinquante-septième session les rôles respectifs du Comité des ressources naturelles et du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement, ainsi que les modalités de leur coopération.

G

Sessions du Comité des ressources naturelles

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 1535 (XLIX) du 27 juillet 1970, 1572 (L) du 18 mai 1971 et 1673 (LII) du 2 juin 1972,

Ayant examiné le rapport du Comité des ressources naturelles sur sa troisième session (E/5247) sous ses divers aspects,

Remerciant le Gouvernement indien des excellentes installations qu'il a mises à la disposition du Comité pour sa troisième session, qui s'est tenue à New Delhi,

Se félicitant des nouveaux progrès que le Comité a accomplis lors de sa troisième session,

1. *Prend acte* du rapport du Comité des ressources naturelles sur sa troisième session;

2. *Décide* que, sous réserve d'une date et d'un lieu précis à fixer en même temps que le calendrier des conférences, la quatrième session du Comité des ressources naturelles sera convoquée en 1975;

3. *Prie* le Secrétaire général d'établir, en consultation avec le bureau du Comité des ressources naturelles, un projet d'ordre du jour pour la quatrième session et de le distribuer avant la fin de 1973 aux membres du Comité pour qu'ils présentent leurs observations, et de distribuer ensuite un ordre du jour provisoire au début de 1974.

¹⁰ E/C.7/35.

¹¹ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-deuxième session, Supplément n° 5 (E/5097 et Corr.1).

II

QUESTION DE LA CRÉATION D'UN FONDS DE ROULEMENT DES NATIONS UNIES POUR L'EXPLORATION DES RESSOURCES NATURELLES

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 1572 C (L) du 18 mai 1971, 1673 F (LII) du 2 juin 1972 et 1711 (LIII) du 28 juillet 1972,

Prenant acte des rapports du Groupe de travail intergouvernemental sur le fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles¹², du rapport du Président du Groupe (voir E/AC.6/L.485) et de la note du Secrétaire général (E/5270),

Appuyant une fois de plus les principes "d'auto-assistance", qui se dégagent de ce concept, pour le bien mutuel des pays en voie de développement,

Tenant compte des délibérations et des décisions du Comité des ressources naturelles à ses première, deuxième et troisième sessions,

1. *Recommande* que l'Assemblée générale, à sa vingt-huitième session, décide d'établir un fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles, fondé sur les principes et objectifs suivants :

a) Le fonds sera établi en tant que fonds d'affectation spéciale, commis à la garde du Secrétaire général et administré en son nom par le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement;

b) L'objet du fonds est de permettre d'élargir et d'intensifier les activités du système des Nations Unies pour le développement relatives à l'exploration des ressources naturelles dans les pays en voie de développement, en se concentrant sur le genre de projets qui sont généralement connus pour avoir un effet catalyseur sur le développement socio-économique du pays considéré;

c) La principale caractéristique du fonds est qu'il s'agit d'un fonds de roulement, le problème du financement de l'exploration des ressources naturelles devant être résolu par des méthodes spécifiques; le fonds sera géré de manière à lui assurer le caractère d'un fonds de roulement;

d) Le fonds offrira une assistance aux Etats participants bénéficiaires pour l'exploration des ressources minérales, hydrauliques et énergétiques se trouvant sous leur juridiction nationale, en utilisant pour ce faire des contributions volontaires et des fonds provenant de la production desdites ressources découvertes ou mises en valeur avec l'assistance du fonds;

e) Dans l'allocation des ressources du fonds, on prendra en considération l'objectif d'une répartition équitable entre les pays en voie de développement participants;

f) Le fonds sera guidé par les principes de la Charte des Nations Unies, compte dûment tenu du principe de la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles;

g) La participation au fonds sera ouverte à tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ou membre d'une des institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique;

h) Les ressources financières du fonds se composeront des éléments suivants :

i) Des contributions volontaires au fonds versées par les gouvernements;

ii) Des versements des Etats participants bénéficiaires dont le montant équivaudra à un pourcentage de la valeur des ressources naturelles qui seront produites dans le cadre de projets bénéficiant de l'assistance du fonds;

iii) Des dons et des avances en espèces ou en nature émanant d'institutions intergouvernementales et non gouvernementales qui soient compatibles avec les politiques, les buts et les activités de l'Organisation des Nations Unies et du fonds;

i) Le taux de remboursement, la durée de la période de remboursement et le montant total de la somme à rembourser seront décidés d'un commun accord par le fonds et l'Etat bénéficiaire; le taux de remboursement et la durée de la période de remboursement devront être déterminés sur la base des propositions pertinentes contenues dans la note du Secrétaire général (E/5270); lorsqu'on déterminera le montant total de la somme à rembourser, on devra aussi prendre dûment en considération le type du projet et la nécessité d'une relation étroite entre le montant total du remboursement et le montant initial du prêt, compte tenu de la nécessité d'assurer au fonds le caractère d'un fonds de roulement;

j) i) L'assistance fournie prendra la forme de financement de projets formulés pour le Programme des Nations Unies pour le développement ou, lorsque le fonds en aura la capacité, de projets non formulés pour le Programme des Nations Unies pour le développement;

ii) L'assistance fournie par le fonds aux Etats participants viendra s'ajouter à celle qui leur est fournie conformément aux chiffres indicatifs de planification du Programme des Nations Unies pour le développement;

iii) L'assistance sera négociée par les gouvernements bénéficiaires et le fonds et sera mutuellement acceptable par eux;

iv) Lors de la formulation et de l'évaluation des projets, le représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement assurera la coordination sur place avec la programmation du pays;

k) Le fonds pourra fournir une assistance à toutes les phases de l'exploration, y compris éventuellement :

i) L'établissement des demandes d'assistance adressées au fonds;

ii) La prospection des ressources naturelles;

iii) Les études de préinvestissement, y compris, éventuellement, les études de faisabilité;

l) Le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement présentera à l'organe directeur, pour approbation, les projets qui doivent être financés par l'intermédiaire du fonds;

m) Etant donné qu'il s'écoulera un certain délai avant que l'accroissement des ressources du fonds et l'importance de ses opérations rendent son administration par un organe intergouvernemental nécessaire, le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement sera l'organe directeur du fonds pendant les quatre premières années et la question sera réexaminée par le Conseil économique et social, en consultation avec le Comité des ressources naturelles et le Programme des Nations Unies pour le développement;

n) Le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement, en plein accord avec le Secré-

¹² E/C.7/24, E/C.7/29.

taire général, désignera le directeur du fonds lorsqu'il sera nécessaire; le directeur sera nommé pour une durée de trois ans; sa nomination devra être confirmée par l'organe directeur;

o) Le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement présentera au Conseil économique et social un rapport annuel sur les réalisations et le fonctionnement du fonds ainsi que les observations du Comité des ressources naturelles et de l'organe directeur;

p) Le Conseil économique et social réexaminera, compte tenu de l'expérience acquise, les fonctions et les dispositions institutionnelles ainsi que le système de remboursement du fonds en vue de recommander à

l'Assemblée générale les modifications et améliorations nécessaires, en tenant pleinement compte des observations de l'organe directeur et du Comité des ressources naturelles; il sera procédé au premier de ces réexamens quatre ans après que le fonds aura commencé à fonctionner;

2. *Recommande* que l'Assemblée générale, à sa vingt-huitième session, prie le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour la création du fonds;

3. *Prie* le Secrétaire général d'examiner quelles sont les sources possibles — gouvernementales, non gouvernementales et intergouvernementales — d'assistance financière au fonds.

DECISIONS PRISES PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1857^e séance, le 18 mai 1973, le Conseil s'est prononcé sur les deux projets de résolution présentés par le Comité économique (E/5346/Rev.1, par. 33); le projet I a été adopté sans opposition après avoir été amendé de façon que, à l'alinéa *b* du paragraphe 5 de la section C, les mots "cinquante-cinquième session" soient remplacés par les mots "cinquante-sixième session"; le projet II a été adopté par 17 voix contre zéro, avec 9 abstentions. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1*, résolutions 1761 (LIV) et 1762 (LIV).

REPERTOIRE DES DOCUMENTS

NOTE. — Le présent répertoire comprend les documents mentionnés au cours de l'examen du point 5 de l'ordre du jour qui ne sont pas reproduits dans le fascicule.

<i>Cote des documents</i>	<i>Titre</i>	<i>Observations et références</i>
E/5247	Rapport du Comité des ressources naturelles sur sa troisième session (6-17 février 1973)	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 4.</i>
E/5270	Question de la création d'un fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles: note du Secrétaire général	Miméographié.
E/5273	Rapport du Comité du programme et de la coordination sur sa treizième session (11 janvier et 2-12 avril 1973)	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 7.</i>
E/5301	Incidences administratives et financières des propositions figurant dans le rapport du Comité des ressources naturelles (E/5247), relatives à la convocation d'une conférence internationale sur les ressources en eau: note du Secrétaire général	Miméographié.
E/L.1541	Note du Secrétaire général transmettant un extrait du rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement sur les travaux de sa quinzième session	<i>Idem.</i>
E/AC.6/ L.485	Lettre, en date du 11 octobre 1972, adressée au Président du Conseil économique et social par le Président du Groupe de travail intergouvernemental sur le fonds de roulement des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles	<i>Idem.</i>
E/AC.6/ L.486	Japon: projet de résolution	Remplacé par E/AC.6/ L.486/Rev.1.
E/AC.6/ L.486/Rev.1	Ghana, Indonésie, Japon, Kenya, Malaisie, Pays-Bas, Philippines et Turquie: projet de résolution révisé	Remplacé par E/AC.6/ L.486/Rev.2.
E/AC.6/ L.486/Rev.2	——— [mêmes auteurs], Inde et Ouganda: projet de résolution révisé	Pour le texte, voir E/5346/Rev.1, par. 21.
E/AC.6/L.487	Argentine, Brésil, Egypte et Philippines: projet de résolution	Miméographié.
E/AC.6/L.496	Haïti, Japon, Kenya, Madagascar, Mali, Ouganda, Pays-Bas et Philippines: projet de résolution	Remplacé par E/AC.6/ L.496/Rev.1.

<i>Cote des documents</i>	<i>Titre</i>	<i>Observations et références</i>
E/AC.6/ L.496/Rev.1	—— [mêmes auteurs], Argentine : projet de résolution révisé	Pour le texte, voir E/5346/Rev.1, par. 7.
E/AC.6/ L.496/Rev.2	—— [mêmes auteurs] : projet de résolution révisé	<i>Idem</i> , par. 33.
E/AC.6/L.499	Soudan, Venezuela et Yémen : amendement au document E/AC.6/ L.496	Miméographié.
E/AC.6/L.501	Chili : amendements au document E/AC.6/L.486/Rev.1	Pour le texte, voir E/5346/Rev.1, par. 20.
E/AC.6/L.502	Brésil : amendements au document E/AC.6/L.496	Miméographié.
E/AC.6/L.503	Pérou : amendements au document E/AC.6/L.486/Rev.1	<i>Idem</i> .
E/AC.6/L.505	Trinité-et-Tobago : amendement au document E/AC.6/L.486/Rev.2	Pour le texte, voir E/5346/Rev.1, par. 23.
E/AC.6/L.506	Pakistan : amendements au document E/AC.6/L.486/Rev.2	<i>Idem</i> , par 25.



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

ANNEXES

CINQUANTE-QUATRIEME SESSION

NEW YORK, 1973

Point 6 de l'ordre du jour. — Questions fiscales et financières* :

- a) Promotion des investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement;
- b) Transfert des techniques d'exploitation entre les entreprises;
- c) Conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement.

TABLE DES MATIERES

Cote des documents	Titre	Pages
E/349	Rapport du Comité économique	23
Décisions prises par le Conseil économique et social		25

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1858^e séance; voir également les comptes rendus des 620^e, 622^e, 628^e et 632^e séances du Comité économique (E/AC.6/SR.620, 622, 628 et 632).

DOCUMENT E/5349

Rapport du Comité économique

[Original : anglais]
[17 mai 1973]

1. Le Comité a examiné le point 6 de l'ordre du jour, sous la présidence de M. John Vivian Scott (Nouvelle-Zélande), vice-président du Conseil, à ses 620^e, 622^e, 628^e et 632^e séances, tenues les 8, 9, 14 et 16 mai 1973. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi des documents suivants :

Un rapport du Secrétaire général sur la promotion des investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement (E/5114);

Un rapport du Secrétaire général sur la première réunion du Groupe interrégional d'experts sur le transfert des techniques d'exploitation au niveau de l'entreprise (E/5152);

Deux rapports du Secrétaire général sur les troisième et quatrième sessions du Groupe spécial d'experts des conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement (E/5123 et E/5258).

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS PRIVÉS ÉTRANGERS
DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

3. A la 620^e séance, le représentant de Madagascar a présenté le projet de résolution E/AC.6/L.497/Rev.1, dont les délégations suivantes étaient également les auteurs : Burundi, Colombie, Japon, Kenya, Malaisie, Mali, Niger, Philippines, Trinité-et-Tobago, Tunisie et Zaïre, et qu'il a, en outre, modifié oralement en supprimant le quatrième alinéa du préambule et en remplaçant, au cinquième alinéa du préambule, les mots "ces pays" par les mots "les pays en voie de développement".

4. A la 632^e séance, le représentant de Madagascar, au nom des auteurs, a présenté le projet de résolution E/AC.6/L.497/Rev.2, dans lequel étaient incorporées des modifications faites à la lumière des suggestions de plusieurs délégations lors de l'examen du projet initial.

5. A la même séance, le Secrétaire du Comité a donné lecture du texte d'une note du Secrétaire général (E/AC.6/L.513) qui contenait l'état des incidences financières du projet de résolution.

6. A la même séance, le projet de résolution E/AC.6/L.497/Rev.2 a été adopté sans opposition. [Pour le texte, voir par. 13 ci-dessous, projet de résolution I.]

TRANSFERT DES TECHNIQUES D'EXPLOITATION
ENTRE LES ENTREPRISES

7. A la 632^e séance, le représentant de l'Inde a présenté le projet de décision E/AC.6/L.508, dont les délégations malaisienne et yougoslave étaient également les auteurs, qui se lisait comme suit :

"Le Conseil économique et social décide de renvoyer à sa cinquante-cinquième session l'examen du point 6, b, de l'ordre du jour intitulé "Questions fiscales et financières : transfert des techniques pratiques entre les entreprises", ainsi que la documentation pertinente";

en introduisant le projet, le représentant de l'Inde l'a révisé oralement.

8. A la même séance, le Comité a adopté sans opposition le projet de décision tel qu'il avait été révisé. [Pour le texte, voir par. 13 ci-dessous, projet de décision.]

CONVENTIONS FISCALES ENTRE PAYS DÉVELOPPÉS ET PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

9. A la 620^e séance, le représentant de la Trinité-et-Tobago a présenté le projet de résolution E/AC.6/L.495, dont les délégations suivantes étaient également les auteurs : Philippines, Soudan et Tunisie. Par la suite, les délégations des Etats-Unis d'Amérique, du Japon, de Madagascar, de la Malaisie, de Sri Lanka et de la Turquie se sont jointes aux auteurs.

10. A la même séance, le représentant de la Trinité-et-Tobago a modifié oralement le projet en remplaçant, au paragraphe 2, les mots "de réunir le Groupe suivant que de besoin" par les mots "de prendre les dispositions nécessaires pour réunir le Groupe".

11. A la 632^e séance, le représentant de la Trinité-et-Tobago, au nom des auteurs, a en outre, à la lumière des suggestions faites au Comité, modifié oralement le projet de résolution de la manière suivante :

a) Au paragraphe 1, les mots "notamment en ce qui concerne" ont été remplacés par les mots "dans des domaines tels que";

b) Le paragraphe 2 a été remanié pour se lire :

"2. *Prie* le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires pour réunir le Groupe à intervalles réguliers".

12. A la même séance, le Comité a adopté sans opposition le projet de résolution ainsi modifié. [Pour le texte, voir par. 13 ci-dessous, projet de résolution II.]

Recommandations au Conseil

13. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter les projets de résolution I et II et le projet de décision ci-après :

I

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS PRIVÉS ÉTRANGERS DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Le Conseil économique et social,

Rappelant la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement¹ et, en particulier, le paragraphe 50 relatif aux investissements étrangers, qui stipule notamment que les capitaux privés étrangers dans les pays en voie de développement devront être investis d'une manière compatible avec les objectifs de développement et les priorités établies dans les plans nationaux de ces pays,

Rappelant ses résolutions 1451 (XLVII) du 8 août 1969 et 1629 (LI) du 30 juillet 1971, relatives aux investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement,

Prenant acte avec intérêt du rapport du Secrétaire général sur la promotion des investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement (E/5114),

Notant avec satisfaction que le Secrétaire général, agissant conformément à la résolution 1629 (LI), a organisé un Groupe d'étude des investissements étrangers dans les pays en voie de développement, qui s'est réuni à Tokyo du 29 novembre au 2 décembre 1971,

¹ Résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale.

Conscient de l'apport important de capitaux et de techniques d'exploitation que peuvent représenter dans les pays en voie de développement les investissements privés étrangers conformes aux objectifs et priorités de ces pays,

Soulignant que la négociation des accords relatifs à ces investissements requiert chez les pays en voie de développement des cadres avertis, informés des alternatives et susceptibles de servir au mieux les intérêts de leur pays,

1. *Invite* le Secrétaire général à poursuivre, en coopération avec les commissions économiques régionales et les institutions spécialisées intéressées, l'organisation de groupes d'études mondiaux ou régionaux sur les investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement, en tenant dûment compte des politiques et principes pertinents arrêtés dans ce domaine par les organismes des Nations Unies;

2. *Recommande* au Secrétaire général d'organiser sur les plans national, régional et mondial, en coopération avec les commissions économiques régionales et les gouvernements des pays intéressés, des groupes de formation et séminaires de façon à parfaire la formation de négociateurs en matière d'investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement;

3. *Prie* le Secrétaire général de soumettre au Conseil économique et social, lors de l'une de ses sessions de 1975, un rapport sur les progrès accomplis dans ces domaines.

II

CONVENTIONS FISCALES ENTRE PAYS DÉVELOPPÉS ET PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 1273 (XLIII) du 4 août 1967, 1430 (XLVI) du 6 juin 1969 et 1541 (XLIX) du 30 juillet 1970, relatives aux conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement,

Ayant examiné avec satisfaction les rapports d'activité du Secrétaire général sur les troisième et quatrième réunions du Groupe spécial d'experts des conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement (E/5123 et E/5258),

Considérant que des progrès importants ont été faits par le Groupe spécial dans la mise au point de directives pour les conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement,

Notant que les travaux du Groupe spécial ont été utiles à la négociation et à la conclusion de conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement,

Notant en outre que le Secrétaire général recommande que le Groupe poursuive ses travaux,

1. *Prie* le Groupe spécial d'experts des conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement de poursuivre ses travaux concernant des directives pour les conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement et d'étu-

dier l'application des conventions fiscales, dans des domaines tels que l'attribution des revenus, la fraude et l'évasion fiscales internationales et les stimulants fiscaux;

2. *Prie* le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires pour réunir le Groupe spécial à intervalles réguliers;

3. *Invite* le Secrétaire général à rendre compte au Conseil économique et social des résultats des réunions futures du Groupe spécial.

Projet de décision

TRANSFERT DES TECHNIQUES D'EXPLOITATION ENTRE LES ENTREPRISES

Le Conseil économique et social, ayant examiné avec intérêt les documents relatifs au point 6, *b*, de l'ordre du jour intitulé "Transfert des techniques d'exploitation entre les entreprises", décide de renvoyer la question à sa cinquante-cinquième session, au cours de laquelle elle sera examinée dans le cadre de la question relative à la science et à la technique.

DECISIONS PRISES PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1858^e séance, le 18 mai 1973, le Conseil a adopté sans opposition les projets de résolution I et II et le projet de décision présentés par le Comité économique (E/5349, par. 13). Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1*, résolutions 1764 (LIV) et 1765 (LIV), et "Décisions".



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

ANNEXES

CINQUANTE-QUATRIEME SESSION

NEW YORK, 1973

Point 7 de l'ordre du jour. — Sécurité économique collective : examen préliminaire du système, de sa portée et de ses conséquences pratiques possibles*.

DOCUMENT E/5344

Rapport du Comité économique

[Original : anglais]
[16 mai 1973]

1. Le Comité a examiné le point 7 de l'ordre du jour, sous la présidence de M. John Vivian Scott, (Nouvelle-Zélande), vice-président du Conseil, à ses 610^e, 612^e, 613^e, 621^e, 628^e et 631^e séances, tenues entre le 30 avril et le 15 mai 1973. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi d'une note du Secrétaire général sur la question (E/5263).

3. A la 631^e séance, le représentant de l'Espagne a présenté un projet de décision (E/AC.6/L.512) au

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1857^e séance; voir également les comptes rendus des 610^e, 612^e, 613^e, 621^e, 628^e et 631^e séances du Comité économique (E/AC.6/SR.610, 612, 613, 621, 628 et 631).

nom également des délégations du Chili, des Philippines et du Soudan.

4. A la même séance, le Comité a adopté le projet de décision à l'unanimité. [Pour le texte, voir par. 5 ci-dessous.]

Recommandation au Conseil

5. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter le projet de décision ci-après :

Le Conseil économique et social, ayant examiné la note du Secrétaire général (E/5263), prie celui-ci de préparer un nouveau rapport sur le système de sécurité économique collective en vue de la discussion que le Conseil consacrera à la question à sa cinquante-cinquième session, en tenant compte des vues exprimées lors de l'examen préliminaire qui a eu lieu à la cinquante-quatrième session.

DECISION PRISE PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1857^e séance, le 18 mai 1973, le Conseil a adopté sans opposition le projet de décision recommandé par le Comité (E/5344, par. 5). Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1, "Décisions"*.



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

ANNEXES

CINQUANTE-QUATRIEME SESSION

NEW YORK, 1973

Point 8 de l'ordre du jour. — Les effets des sociétés multinationales sur le processus de développement et sur les relations internationales*.

DOCUMENT E/5351**Rapport du Comité économique**

[Original : anglais]
[17 mai 1973]

1. Le Comité a examiné le point 8 de l'ordre du jour, sous la présidence de M. John Vivian Scott (Nouvelle-Zélande), vice-président du Conseil, à ses 630^e, 631^e et 632^e séances, les 15 et 16 mai 1973. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi d'un rapport d'activité du Secrétaire général (E/5334 et Corr.1) et d'une déclaration présentée par le Conseil international de l'action sociale (E/C.2/763).

3. A la 632^e séance, le Président a proposé un projet de décision sur la question.

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1858^e séance; voir également les comptes rendus des 630^e, 631^e et 632^e séances du Comité économique (E/AC.6/SR.630, 631 et 632).

4. A la même séance, le Comité a adopté sans opposition le projet de décision après avoir accepté une suggestion du représentant de la Pologne tendant à ajouter les mots "ainsi que des observations formulées à ce sujet" à la fin du projet. [Pour le texte, voir par. 5 ci-dessous.]

Recommandation au Conseil

5. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter le projet de décision ci-après :

Le Conseil économique et social prend acte du rapport d'activité du Secrétaire général (E/5334 et Corr.1) concernant la désignation du Groupe d'étude des effets des sociétés multinationales sur le processus de développement et sur les relations internationales, et les autres dispositions à prendre en vue de l'application de la résolution 1721 (LIII) du Conseil, ainsi que des observations formulées à ce sujet au Comité économique.

DECISION PRISE PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1858^e séance, le 18 mai 1973, le Conseil a adopté sans opposition le projet de décision recommandé par le Comité (E/5351, par. 5) avec un amendement proposé par le Chili et consistant à ajouter à la fin du texte une note de bas de page qui se lit : "Voir les documents E/AC.6/SR.630 et 632". Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1*, "Décisions".



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

ANNEXES

CINQUANTE-QUATRIEME SESSION

NEW YORK, 1973

Point 9 de l'ordre du jour. — Conséquences économiques et sociales du désarmement*.

DOCUMENT E/5307

Rapport du Comité économique

[Original : anglais]
[3 mai 1973]

1. Le Comité a examiné le point 9 de l'ordre du jour à ses 609^e, 610^e et 611^e séances, du 27 avril au 2 mai 1973, sous la présidence de M. Antoni Czarowski (Pologne), vice-président du Comité, pour la première de ces séances, et de M. John Vivian Scott (Nouvelle-Zélande), vice-président du Conseil, pour les deux autres séances. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi d'un rapport du Secrétaire général sur la question (E 5243 et Add.1 et 2).

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1854^e séance; voir également les comptes rendus des 609^e, 610^e et 611^e séances du Comité économique (E/AC.6/SR.609, 610 et 611).

3. A la 611^e séance, le Président a proposé un projet de décision sur la question.

4. A la même séance, le Comité a adopté sans opposition le projet de décision après avoir accepté une suggestion du représentant du Chili tendant à ajouter les mots "avec satisfaction" après les mots "prend acte". [Pour le texte, voir par. 5 ci-dessous.]

Recommandation au Conseil

5. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter le projet de décision ci-après :

Le Conseil économique et social prend acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général (E/5243 et Add.1 et 2) et le transmet à l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session.

DECISION PRISE PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1854^e séance, le 4 mai 1973, le Conseil a adopté sans opposition le projet de décision recommandé par le Comité (E/5307, par. 5). Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1*, "Décisions".



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

ANNEXES

CINQUANTE-QUATRIEME SESSION

NEW YORK, 1973

Point 10 de l'ordre du jour. — Evaluation des déficits alimentaires et des besoins en matière d'assistance alimentaire que l'on peut prévoir pour l'avenir*.

TABLE DES MATIERES

<i>Cote des documents</i>	<i>Titre</i>	<i>Pages</i>
E/5339	Rapport du Comité économique	33
	Décisions prises par le Conseil économique et social	35

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1857^e séance; voir également les comptes rendus des 622^e, 623^e et 627^e séances du Comité économique (E/AC.6/SR.622, 623 et 627).

DOCUMENT E/5339

Rapport du Comité économique

[Original : anglais]
[14 mai 1973]

1. Le Comité a examiné le point 10 de l'ordre du jour, sous la présidence de M. John Vivian Scott (Nouvelle-Zélande), vice-président du Conseil, à ses 622^e, 623^e et 627^e séances, les 9, 10 et 12 mai 1973. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi d'un rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture intitulé "Assistance alimentaire internationale : moyens d'évaluer les besoins et d'assurer l'approvisionnement" (E/5050 et Corr.1 et E/5050/Add.1).

3. A la 622^e séance, le représentant du Pakistan a présenté, au nom également des délégations du Mali, du Niger et du Yémen, un projet de résolution (E/AC.6/L.504).

4. A la 623^e séance, le représentant de l'Algérie a donné lecture du texte d'un autre projet de résolution (E/AC.6/L.507).

5. A la même séance, les délégations de Madagascar, de la Nouvelle-Zélande, du Sénégal et du Soudan se sont jointes aux auteurs du projet de résolution E/AC.6/L.504.

6. A la 627^e séance, le représentant de l'Algérie, parlant également au nom des délégations de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Chili, de l'Egypte, d'Haïti, de Madagascar, du Pakistan, de la Tunisie, du Yémen et de la Yougoslavie, a présenté un projet de résolution révisé (E/AC.6/L.507/Rev.1).

7. A la même séance, les délégations de l'Espagne, du Ghana, du Pérou et du Soudan se sont jointes aux auteurs du projet de résolution E/AC.6/L.507/Rev.1.

8. Le représentant de l'Inde a proposé d'ajouter à la fin du paragraphe 3 du projet de résolution E/AC.6/L.507/Rev.1 le membre de phrase "et prie le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et les organismes intéressés de tenir le Secrétaire général informé des progrès réalisés à cet égard".

9. Le représentant du Pakistan a suggéré de remanier la fin du paragraphe 4 de ce projet de manière qu'il se lise comme suit : "...de répondre aux besoins immédiats des nations touchées en collaboration avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et en tenant compte des mesures recommandées par ce dernier".

10. Le représentant de l'Algérie a accepté, au nom des auteurs du projet de résolution, les propositions formulées par les délégations de l'Inde et du Pakistan.

11. A la même séance, le Comité a adopté à l'unanimité le projet de résolution E/AC.6/L.507/Rev.1, tel qu'il avait été modifié oralement. [Pour le texte, voir par. 14 ci-dessous, projet de résolution I.]

12. Les délégations de l'Algérie, du Burundi, du Chili et du Ghana se sont jointes aux auteurs du projet de résolution E/AC.6/L.504.

13. Toujours à la même séance, le Comité a adopté le projet de résolution E/AC.6/L.504 par 40 voix contre zéro, avec 5 abstentions. [Pour le texte, voir par. 14 ci-dessous, projet de résolution II.]

Recommandations au Conseil

14. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter les projets de résolution I et II ci-après :

I

ASSISTANCE AUX POPULATIONS SOUDANO-SAHÉLIENNES
MENACÉES PAR LA FAMINE

Le Conseil économique et social,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social sur l'assistance en cas de catastrophe naturelle, en particulier les résolutions 2816 (XXVI) et 2959 (XXVII) de l'Assemblée, en date des 14 décembre 1971 et 12 décembre 1972,

Rappelant la résolution 2462 (XXIII) de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1968, relative à l'assistance alimentaire multilatérale,

Notant avec inquiétude la persistance des déficits de production alimentaire dans les pays soudano-sahéliens d'Afrique par suite de la grave sécheresse qui y a sévi ces dernières années,

Tenant compte de la déclaration du Représentant spécial du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture chargé de la question sahélienne, selon laquelle, à défaut de mesures d'urgence, cette situation causera des pertes irréparables, notamment en vies humaines, dans certaines des régions de ces pays,

Tenant compte des importants efforts déployés par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture vis-à-vis des pays donateurs, déjà informés de la situation, en ce qui concerne la nécessité de renforcer d'urgence par des mesures supplémentaires l'action déjà entreprise par cette organisation et par le Programme alimentaire mondial pour prévenir la catastrophe,

Conscient de l'opportunité qui lui est offerte de prévenir la catastrophe,

1. *Exprime sa profonde sympathie* aux populations et aux gouvernements de la région soudano-sahélienne menacée par la famine et les assure qu'il fera tout ce qui est possible, dans le cadre de sa compétence, pour éviter la catastrophe;

2. *Prend note* du fait que les mesures d'urgence consistent dans l'immédiat à fournir des produits alimentaires additionnels, des vaccins, des moyens de transport pour l'acheminement des approvisionnements, des semences, des engrais et des équipements agricoles et hydrauliques;

3. *Lance un appel* aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux organisations internationales pour qu'ils aident à la réalisation rapide des mesures d'urgence préconisées par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et prie ce dernier ainsi que les organismes intéressés de tenir le Secrétaire général informé des progrès réalisés à cet égard;

4. *Prie* le Secrétaire général de demander au Coordonnateur des secours en cas de catastrophe de répondre aux besoins immédiats des nations touchées, en collaboration avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et en tenant compte des mesures recommandées par ce dernier;

5. *Demande* au Secrétaire général d'organiser le plus tôt possible — en collaboration avec les organismes des Nations Unies, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, le Fonds monétaire international et la Commission économique pour l'Afrique, ainsi que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation mondiale de la santé, l'Agence internationale de l'énergie atomique, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Fonds des Nations Unies pour les

activités en matière de population, le Programme alimentaire mondial et l'Organisation internationale du Travail, chacun agissant dans le cadre de son mandat — l'action d'assistance nécessaire pour répondre aux demandes des gouvernements de cette région touchant leurs besoins à moyen et long terme;

6. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport au Conseil économique et social, lors de sa cinquante-cinquième session, sur l'évolution de la situation.

II

EVALUATION DES DÉFICITS ALIMENTAIRES ET DES BESOINS EN MATIÈRE D'ASSISTANCE ALIMENTAIRE QUE L'ON PEUT PRÉVOIR POUR L'AVENIR

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 2462 (XXIII) de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1968, sur l'assistance alimentaire multilatérale,

Prenant acte du rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (E/5050 et Corr.1), présenté en application du paragraphe 5 de la résolution 2462 (XXIII) de l'Assemblée,

Prenant acte également du rapport complémentaire du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (E/5050/Add.1), présenté compte tenu de l'évolution de la situation mondiale de l'approvisionnement,

Notant avec inquiétude la situation alimentaire actuelle difficile, les stocks alimentaires mondiaux étant à leur niveau le plus bas depuis vingt ans, les prix des produits alimentaires étant anormalement élevés et la satisfaction des besoins alimentaires de millions de personnes en 1973-1974 dépendant des caprices atmosphériques d'une seule année,

Reconnaissant que les besoins alimentaires d'urgence vont croissant à la suite de mauvaises récoltes fréquentes dans des régions vulnérables comme l'Asie du Sud, l'Amérique centrale et la zone soudano-sahélienne d'Afrique et qu'il faudrait que les stocks alimentaires de base soient géographiquement mieux répartis,

Observant que la communauté internationale n'a pas encore assimilé ou développé de façon concrète la notion d'un niveau minimal de sécurité des stocks alimentaires dans l'ensemble du monde,

Soulignant qu'assurer des disponibilités adéquates de produits alimentaires est une responsabilité commune de la communauté internationale et pourrait contribuer à la sécurité économique collective du monde,

1. *Se félicite* de l'intention du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture de présenter des propositions concrètes visant à appliquer la notion de sécurité alimentaire mondiale minimale pour que le Conseil de cette organisation puisse les examiner en juin 1973 et la Conférence en novembre 1973;

2. *Invite* le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à présenter au Conseil économique et social, lors de sa cinquante-sixième session, un rapport sur les progrès réalisés dans la formulation et l'application de ces propositions.

DECISIONS PRISES PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1857^e séance, le 18 mai 1973, le Conseil s'est prononcé sur les deux projets de résolution présentés par le Comité économique (E/5339, par. 14).

Le Conseil a adopté sans opposition le projet de résolution I tel qu'il avait été modifié. Deux amendements avaient en effet été proposés oralement : un amendement proposé par le représentant du Chili, tendant à remplacer, au quatrième alinéa du préambule, les mots "la déclaration du Représentant spécial... selon laquelle" par les mots "des renseignements fournis à cet égard par le Représentant spécial... selon lesquels"; et un amendement proposé par le représentant de l'Algérie tendant à remplacer, au paragraphe 4 du dispositif, les mots "au Coordonnateur des secours en cas de catastrophe" par les mots "à tous les organismes des Nations Unies".

Par 22 voix contre zéro, avec 4 abstentions, le Conseil a adopté le projet de résolution II, tel qu'il avait été modifié par deux amendements proposés oralement : le premier, proposé par le représentant du Pakistan, consistait à faire mention, au premier alinéa du préambule, de la résolution 2682 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1970; le deuxième amendement, proposé par le représentant de Madagascar, tendait à substituer aux mots "régions vulnérables comme l'Asie du Sud, l'Amérique centrale et la zone soudano-sahélienne d'Afrique", au cinquième alinéa du préambule, les mots "régions vulnérables de l'Asie, de l'Amérique centrale et de la zone soudano-sahélienne d'Afrique".

Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1*, résolutions 1759 (LIV) et 1760 (LIV).



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

ANNEXES

CINQUANTE-QUATRIEME SESSION

NEW YORK, 1973

Point 11 de l'ordre du jour. — Rapport de la Commission de statistique*.

DOCUMENT E/5348**

Rapport du Comité économique

[Original : anglais]
[16 mai 1973]

1. Le Comité a examiné le point 11 de l'ordre du jour à sa 631^e séance, le 15 mai 1973, sous la présidence de M. John Vivian Scott (Nouvelle-Zélande), vice-président du Conseil. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi du rapport de la Commission de statistique sur les travaux de sa dix-septième session, tenue du 13 au 24 novembre 1972 (E/5236¹), et d'une note du Secrétaire général transmettant le rapport (E/L.1540).

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1858^e séance; voir également le compte rendu de la 631^e séance du Comité économique (E/AC.6/SR.631).

** Incorporant le document E/5348/Corr.1.

3. A la 631^e séance, le Comité a adopté sans opposition un projet de décision proposé par le Président. [Pour le texte, voir par. 4 ci-dessous.]

Recommandation au Conseil

4. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter le projet de décision ci-après :

Le Conseil économique et social prend acte avec satisfaction du rapport de la Commission de statistique sur les travaux de sa dix-septième session (E/5236¹) et approuve les objectifs du programme recommandés par la Commission de statistique dans son rapport.

¹ *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 2.*

DECISION PRISE PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1858^e séance, le 18 mai 1973, le Conseil a adopté sans opposition le projet de décision recommandé par le Comité (E/5348, par. 4). Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1, "Décisions"*.



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

ANNEXES

CINQUANTE-QUATRIEME SESSION

NEW YORK, 1973

Point 12 de l'ordre du jour. — Population* :

- a) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
- b) Rapport de la Commission de la population.

TABLE DES MATIERES

Cote des documents	Titre	Pages
E/5347	Rapport du Comité économique	39
	Décisions prises par le Conseil économique et social	42
	Répertoire des documents	43

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1858^e séance; voir également les comptes rendus des 620^e, 623^e, 624^e, 626^e, 629^e et 630^e séances du Comité économique (E/AC.6/SR.620, 623, 624, 626, 629 et 630).

DOCUMENT E/5347

Rapport du Comité économique

[Original : anglais]
[16 mai 1973]

1. Le Comité a examiné le point 12 de l'ordre du jour, sous la présidence de M. John Vivian Scott (Nouvelle-Zélande), vice-président du Conseil, à ses 620^e, 623^e, 624^e, 626^e, 629^e et 630^e séances, du 8 au 15 mai 1973. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi des documents suivants :
Au titre de l'alinéa a :

Rapport établi par le Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population en consultation avec le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement (E/5266);

Au titre de l'alinéa b :

Rapport de la Commission de la population sur sa deuxième session extraordinaire (E/5264);

Lettre, en date du 27 avril 1973, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de la Roumanie, dans laquelle l'Organisation des Nations Unies était invitée à organiser le Congrès mondial de la population, 1974, à Bucarest (E/5297).

RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA POPULATION

3. A la 629^e séance, sur la proposition du Président, le Comité a adopté sans objection un projet de décision relatif à la deuxième session extraordinaire de la Commission de la population et au lieu du Congrès mondial de la population, 1974. [Pour le texte, voir par. 17 ci-dessous.]

FONDS DES NATIONS UNIES POUR LES ACTIVITÉS
EN MATIÈRE DE POPULATION

4. A la 623^e séance, le représentant de la Malaisie a présenté, au nom également des délégations du Ghana, d'Haïti, de l'Indonésie, de Madagascar, du Mali, de

l'Ouganda, des Philippines, de la Roumanie, de Sri Lanka et de la Turquie un projet de résolution (E/AC.6/L.500).

5. A la 626^e séance, le Comité a été saisi d'amendements au projet de résolution proposés par la délégation de la Suède (E/AC.6/L.509).

6. A la même séance, le représentant du Brésil a proposé des amendements (E/AC.6/L.510) au projet de résolution, qui consistaient à remplacer les paragraphes 1 et 2 du dispositif par le texte suivant :

"1. Déclare que, jusqu'à ce qu'une décision définitive soit prise à la lumière des avis du Congrès mondial de la population qui se tiendra en 1974, les buts et objectifs du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population seront les suivants :

"a) Coopérer, selon qu'il conviendra, avec les organisations du système des Nations Unies, à développer les connaissances et la capacité d'assistance nécessaires pour répondre aux besoins dans le domaine de la population, tels qu'ils sont définis par les pays intéressés et les organismes intergouvernementaux appropriés;

"b) Aider à faire mieux comprendre, tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement désireux de bénéficier d'une telle coopération, les différentes incidences des diverses tendances démographiques ainsi que les incidences éventuelles de ces tendances en ce qui concerne les droits de l'homme;

"c) Fournir sur leur demande une aide systématique et suivie aux pays qui souhaitent recevoir une assistance pour répondre à leurs besoins dans le domaine de la population. Cette assistance, y compris, s'il y a lieu, une assistance relative aux stratégies éventuelles, devra être fournie conformément aux demandes de chaque pays;

"d) Jouer, sous la direction de la Commission de la population et du Conseil économique et social, un rôle de premier plan dans le cadre du système des Nations Unies en ce qui concerne les programmes de population et coordonner les projets bénéficiant de l'assistance du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;

"2. *Prie* le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement de faire figurer dans son rapport annuel une section distincte consacrée au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, pour les aspects des activités de ce fonds qui relèvent de la compétence du Conseil d'administration, conformément au paragraphe 2 du dispositif de la résolution 3019 (XXVII) de l'Assemblée générale".

7. A la même séance, la délégation de l'Espagne a proposé des amendements (E/AC.6/L.511) au paragraphe 1 du projet de résolution consistant à :

a) Ajouter les mots "par ordre de priorité" à la fin de la première phrase;

b) Modifier l'ordre des alinéas de sorte que l'alinéa d devienne l'alinéa a et que les alinéas a, b et c deviennent en conséquence les alinéas b, c et d.

8. Par la suite, les auteurs ont fait distribuer une version révisée du projet de résolution (E/AC.6/L.500/Rev.1).

9. A la 629^e séance, le représentant de la Suède a retiré ses amendements (E/AC.6/L.509) étant donné qu'ils avaient été incorporés dans le projet de résolution révisé.

10. A la même séance, le représentant de la Malaisie a présenté, au nom des auteurs, un nouveau projet de résolution révisé (E/AC.6/L.500/Rev.2), qui se lisait comme suit :

"Le Conseil économique et social,

"Rappelant la résolution 2815 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1971, et les demandes qui y sont adressées au Secrétaire général concernant le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population ainsi que la note du Secrétaire général¹ préparée en réponse,

"Se félicitant de la résolution 3019 (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1972, par laquelle l'Assemblée a placé le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population sous l'autorité du Programme des Nations Unies pour le développement comme organe directeur, sous réserve de conditions qui seraient définies par le Conseil économique et social,

"Ayant présente à l'esprit la tâche importante entreprise par les commissions économiques régionales et leurs organes spécialisés traitant des questions de population,

"Exprimant le désir que le Fonds, lors de l'élaboration de ses plans et programmes, tienne compte des résolutions adoptées par les commissions économiques régionales et leurs organes spécialisés traitant des questions de population,

"Réaffirmant l'importance de maintenir l'identité distincte du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population dans le cadre des dispositions générales prévues par la résolution 3019 (XXVII),

"Rappelant la bonne volonté avec laquelle le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et le Directeur du Programme ont assumé leurs responsabilités à l'égard du Fonds,

"Prenant acte du rapport du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (E/5266),

"Prenant acte également des recommandations que le Comité chargé d'examiner le fonctionnement du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population a faites au Secrétaire général et qui figurent en annexe au rapport,

"Exprimant sa satisfaction de l'initiative et de l'autorité qui ont caractérisé le développement du Fonds,

"Conscient de ce qu'en donnant suite à la présente résolution le Conseil se rend pleinement compte du fait que le Congrès mondial de la population constituera une nouvelle étape en ce qui concerne la politique démographique pour la communauté mondiale des nations et pour les activités du système des Nations Unies en matière de population,

"1. Déclare que les buts et objectifs du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population sont les suivants :

"a) Développer sur le plan international les connaissances et la capacité d'assistance nécessaires pour répondre aux besoins nationaux, régionaux, interrégionaux et mondiaux dans les domaines de la population et de la planification de la famille; promouvoir la coordination de la planification et de la programmation; et coopérer avec tous les intéressés;

"b) Favoriser, tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement, une prise de conscience des incidences des problèmes nationaux et internationaux de population dans les domaines social et économique et dans celui de l'environnement, ainsi que des aspects de la planification de la famille liés aux droits de l'homme, et des stratégies qui pourraient être appliquées dans ces domaines, conformément aux plans et priorités de chaque pays;

"c) Fournir sur leur demande une aide systématique et suivie aux pays en voie de développement qui souhaitent bénéficier d'une assistance pour résoudre leurs problèmes de population; cette assistance devra être fournie sous la forme et selon les moyens demandés par les pays bénéficiaires et qui permettront le mieux de répondre aux besoins de chacun d'entre eux;

"d) Jouer dans le cadre du système des Nations Unies un rôle de premier plan dans l'action visant à favoriser l'établissement de programmes démographiques, et coordonner les projets bénéficiant de l'assistance du Fonds;

"2. Prie le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement de faire figurer dans son rapport annuel une section distincte consacrée au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population."

11. A la même séance, le représentant de l'Espagne a retiré son deuxième amendement figurant dans le document E/AC.6/L.511 (voir par. 7 ci-dessus), et il a suggéré oralement de remplacer, dans l'alinéa d du paragraphe 1 du projet de résolution révisé, les mots "de premier plan" par le mot "important" et le mot "coordonner" par les mots "contribuer à coordonner".

¹ A/8899.

12. A la même séance, le représentant de l'Argentine a proposé d'ajouter au préambule un nouveau quatrième alinéa qui serait ainsi libellé :

"Conscient de ce qu'il existe des différences marquées entre les pays sur le plan de la démographie et de la population et qu'il faut donc adopter des conceptions et des solutions différentes pour chaque pays".

13. A la même séance, le représentant de la Malaisie, parlant au nom des auteurs, a apporté de nouvelles modifications au projet de résolution, à la suite de certaines suggestions formulées au cours de la séance, à savoir :

a) Au deuxième alinéa du préambule, les mots "Conseil d'administration du" seraient ajoutés devant les mots "Programme des Nations Unies pour le développement";

b) Il serait ajouté au préambule un nouveau quatrième alinéa comme l'avait suggéré le représentant de l'Argentine;

c) A l'alinéa a du paragraphe 1, les mots "avec l'assistance des organismes compétents des Nations Unies" seraient ajoutés après les mots "sur le plan international", comme l'avait suggéré le représentant de la France;

d) Suivant les suggestions des représentants de l'Inde et du Canada, il serait ajouté au dispositif un nouveau paragraphe 2 ainsi conçu :

"2. Décide que le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population devrait inviter les pays à recourir aux agents d'exécution les plus appropriés pour leurs programmes, en reconnaissant que la responsabilité de l'exécution des programmes incombe au premier chef à ces pays eux-mêmes";

e) Dans le paragraphe 2 actuel, sur la proposition du représentant de l'Égypte, il conviendrait, après les mots "Programme des Nations Unies pour le développement", de remplacer le reste de la phrase par les mots "de présenter annuellement au Conseil économique et social un rapport sur les activités du Fonds".

14. A la même séance, sur la proposition du Président, le Comité a décidé, par 32 voix contre zéro, avec 8 abstentions, de procéder au vote.

15. Plusieurs délégations ont demandé, à la même séance, de mettre aux voix séparément diverses parties du projet de résolution et les amendements y relatifs :

a) La représentante de la Suède a demandé qu'il soit procédé à un vote séparé sur la première partie du paragraphe 1 du dispositif, à partir du premier mot "Déclare" jusqu'aux mots "sont les suivants";

b) Le représentant du Brésil, ayant retiré l'alinéa d proposé dans ses amendements (voir par. 6 ci-dessus), a demandé qu'il soit procédé à un vote séparé sur chacun des trois autres alinéas;

c) Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a demandé des votes séparés sur le dernier alinéa du préambule, sur les mots "et de la planification de la famille" à l'alinéa a du paragraphe 1 et sur l'alinéa d.

16. A la même séance, le Comité a voté sur le projet de résolution E/AC.6/L.500/Rev.2 et sur les divers amendements et les diverses suggestions s'y rapportant de la façon suivante :

a) En ce qui concerne les amendements proposés par le Brésil (E/AC.6/L.510) :

i) Par 20 voix contre 15, avec 7 abstentions, la première partie du nouveau paragraphe 1 a été rejetée;

ii) Par 25 voix contre 8, avec 9 abstentions, l'alinéa a proposé a été rejeté;

iii) Par 26 voix contre 9, avec 8 abstentions, l'alinéa b proposé a été rejeté;

iv) Par 25 voix contre 8, avec 9 abstentions, l'alinéa c proposé a été rejeté;

v) Par 22 voix contre 7, avec 13 abstentions, le paragraphe 2 proposé a été rejeté;

b) En ce qui concerne les amendements proposés par l'Espagne (voir par. 7 et 11 ci-dessus) :

i) Par 25 voix contre 13, avec 4 abstentions, le premier amendement (E/AC.6/L.511) a été rejeté;

ii) Par 23 voix contre 10, avec 9 abstentions, le premier amendement oral a été rejeté;

iii) Par 24 voix contre 11, avec 8 abstentions, le deuxième amendement oral a été rejeté;

c) Par 36 voix contre 5, avec 2 abstentions, le dernier alinéa du préambule a été maintenu;

d) Par 30 voix contre 6, avec 7 abstentions, les mots "et de la planification de la famille", à l'alinéa a du paragraphe 1, ont été maintenus;

e) Par 30 voix contre 6, avec 7 abstentions, l'alinéa d du paragraphe 1 a été maintenu;

f) Par 35 voix contre zéro, avec 8 abstentions, l'ensemble du projet de résolution, tel qu'il avait été révisé oralement, a été adopté. [Pour le texte, voir par. 17 ci-dessous.]

Recommandations au Conseil

17. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter le projet de résolution et le projet de décision ci-après :

Projet de résolution

FONDS DES NATIONS UNIES POUR LES ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE POPULATION

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 2815 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1971, et les demandes y adressées au Secrétaire général concernant le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population ainsi que la note du Secrétaire général² préparée en réponse,

Se félicitant de la résolution 3019 (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1972, par laquelle l'Assemblée a placé le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population sous l'autorité du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement comme organe directeur, sous réserve de conditions qui seraient définies par le Conseil économique et social,

Ayant présente à l'esprit la tâche importante entreprise par les commissions économiques régionales et leurs organes spécialisés traitant des questions de population,

² Ibid.

Conscient de ce qu'il existe des différences marquées entre les pays sur le plan de la démographie et de la population et qu'il faut donc adopter des conceptions et des solutions différentes pour chaque pays,

Exprimant le désir que le Fonds, lors de l'élaboration de ses plans et programmes, tienne compte des résolutions adoptées par les commissions économiques régionales et leurs organes spécialisés traitant des questions de population,

Réaffirmant l'importance de maintenir l'identité distincte du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population dans le cadre des dispositions générales prévues par la résolution 3019 (XXVII),

Rappelant la bonne volonté avec laquelle le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et le Directeur du Programme ont assumé leurs responsabilités à l'égard du Fonds,

Prenant acte du rapport du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (E/5266),

Prenant acte également des recommandations que le Comité chargé d'examiner le fonctionnement du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population a faites au Secrétaire général et qui figurent en annexe au rapport,

Exprimant sa satisfaction de l'initiative et de l'autorité qui ont caractérisé le développement du Fonds,

Conscient de ce qu'en donnant suite à la présente résolution le Conseil se rend pleinement compte du fait que le Congrès mondial de la population constituera une nouvelle étape en ce qui concerne la politique démographique pour la communauté mondiale des nations et pour les activités du système des Nations Unies en matière de population,

1. *Déclare* que les buts et objectifs du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population sont les suivants :

a) Développer sur le plan international, avec l'assistance des organismes compétents des Nations Unies, les connaissances et la capacité d'assistance nécessaires pour répondre aux besoins nationaux, régionaux, inter-régionaux et mondiaux dans les domaines de la population et de la planification de la famille; promouvoir la coordination de la planification et de la programmation; et coopérer avec tous les intéressés;

b) Favoriser, tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement, une prise de conscience des incidences des problèmes nationaux et internationaux de population dans les domaines social et économique et dans celui de l'environnement, ainsi que des aspects de la planification de la famille liés aux droits de l'homme, et des stratégies qui pourraient être appliquées dans ces domaines, conformément aux plans et priorités de chaque pays;

c) Fournir sur leur demande une aide systématique et suivie aux pays en voie de développement qui souhaitent bénéficier d'une assistance pour résoudre leurs problèmes de population; cette assistance devra être fournie sous la forme et selon les moyens demandés par les pays bénéficiaires et qui permettront le mieux de répondre aux besoins de chacun d'entre eux;

d) Jouer dans le cadre du système des Nations Unies un rôle de premier plan dans l'action visant à favoriser l'établissement de programmes démographiques, et coordonner les projets bénéficiant de l'assistance du Fonds;

2. *Décide* que le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population devrait inviter les pays à recourir aux agents d'exécution les plus appropriés pour leurs programmes, en reconnaissant que la responsabilité de l'exécution des programmes incombe au premier chef à ces pays eux-mêmes;

3. *Prie* le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement de présenter annuellement au Conseil économique et social un rapport sur les activités du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

Projet de décision

Le Conseil économique et social prend acte du rapport de la Commission de la population sur sa deuxième session extraordinaire (E/5264) ainsi que de la déclaration faite par le Secrétaire général du Congrès mondial de la population, 1974, à la 620^e séance du Comité économique, et décide d'accepter, avec une profonde reconnaissance, l'invitation faite par le Gouvernement roumain, dans la lettre du 27 avril 1973 adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de la Roumanie auprès de l'Organisation des Nations Unies (E/5297), d'organiser le Congrès mondial de la population à Bucarest en août 1974.

DECISIONS PRISES PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1858^e séance, le 18 mai 1973, le Conseil s'est prononcé sur le projet de résolution et sur le projet de décision recommandés par le Comité économique (E/5347, par. 17).

Par 17 voix contre 5, avec 5 abstentions, le Conseil a adopté l'alinéa *d* du paragraphe 1 du dispositif du projet par un vote séparé auquel il a été procédé à la demande du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Par 22 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le Conseil a adopté l'ensemble du projet de résolution, un vote enregistré ayant été demandé par le représentant de la Malaisie.

Le projet de décision a été adopté sans opposition.

Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1, résolution 1763 (LIV) et "Décisions"*.

REPERTOIRE DES DOCUMENTS

NOTE. — Le présent répertoire comprend les documents mentionnés au cours de l'examen du point 12 de l'ordre du jour qui ne sont pas reproduits dans le fascicule.

<i>Cote des documents</i>	<i>Titre</i>	<i>Observations et références</i>
E/5264	Rapport de la Commission de la population sur sa deuxième session extraordinaire (19-30 mars 1973)	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 8.</i>
E/5266	Rapport établi par le Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population en consultation avec le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement	Miméographié.
E/5297	Lettre, en date du 27 avril 1973, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de la Roumanie	<i>Idem.</i>
E/AC.6/L.500	Ghana, Haïti, Indonésie, Madagascar, Malaisie, Mali, Ouganda, Philippines, Roumanie, Sri Lanka et Turquie : projet de résolution	Remplacé par E/AC.6/L.500/Rev.1.
E/AC.6/L.500/Rev.1	———— [mêmes auteurs] : projet de résolution révisé	Remplacé par E/AC.6/L.500/Rev.2.
E/AC.6/L.500/Rev.2	———— [mêmes auteurs] : projet de résolution révisé	Pour le texte, voir E/5347, par. 10.
E/AC.6/L.509	Suède : amendements au document E/AC.6/L.500	Miméographié.
E/AC.6/L.510	Brésil : amendements au document E/AC.6/L.500	Pour le texte, voir E/5347, par. 6.
E/AC.6/L.511	Espagne : amendements au document E/AC.6/L.500	<i>Idem</i> , par. 7.



Point 13 de l'ordre du jour. — Peine capitale*.

TABLE DES MATIERES

Cote des documents	Titre	Pages
E/5298	Rapport du Comité social	45
	Décision prise par le Conseil économique et social	47

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1855^e séance; voir également les comptes rendus des 703^e à 707^e séances du Comité social (E/AC.7/SR.703 à 707).

DOCUMENT E/5298

Rapport du Comité social

[Original : anglais]
[24 avril 1973]

1. Le Comité a examiné le point 13 de l'ordre du jour de sa 703^e à sa 707^e séance, du 17 au 20 avril 1973, sous la présidence de M. B. Rabetafika (Madagascar), vice-président du Conseil. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi d'un rapport du Secrétaire général (E/5242 et Add.1).

3. A la 704^e séance, le représentant de l'Italie a, au nom également des délégations de l'Autriche, de la Finlande, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Suède et du Venezuela, présenté un projet de résolution (E/AC.7/L.624), dont le texte se lisait comme suit :

"Le Conseil économique et social,

"Rappelant l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui affirme que tout individu a droit à la vie,

"Rappelant ses résolutions 934 (XXXV), 1574 (L) et 1656 (LII), ainsi que les résolutions 1396 (XIV), 2393 (XXIII), 2857 (XXVI) et 3011 (XXVII) de l'Assemblée générale, qui témoignent de l'intérêt constant que l'Organisation des Nations Unies porte à l'étude de la question de la peine capitale et de son désir de promouvoir, dans ce domaine également, le respect intégral de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

"Ayant examiné le troisième rapport du Secrétaire général sur la peine capitale (E/5242 et Add.1),

"Notant avec satisfaction qu'un grand nombre d'Etats Membres ont récemment fourni au Secrétaire général les renseignements demandés dans la résolution 2393 (XXIII) de l'Assemblée générale¹,

"Notant cependant qu'il est difficile, en dépit des renseignements actuellement disponibles, de dresser un tableau complet de la situation, des tendances et des garanties actuelles concernant la peine capitale,

"Convaincu que des études fondées sur des bases scientifiques sont nécessaires pour améliorer la connaissance et la compréhension actuelles de la peine capitale et pour déterminer quels autres travaux l'Organisation des Nations Unies pourrait réaliser dans ce domaine,

"1. Réaffirme que le principal objectif à poursuivre consiste à réduire progressivement le nombre de crimes passibles de la peine de mort, l'objectif souhaitable étant l'abolition totale de cette peine dans tous les pays;

"2. Note avec satisfaction que, depuis la publication du deuxième rapport (1965), la peine capitale a été abolie dans six pays;

"3. Considère comme d'autres signes positifs sur la voie de l'abolition de la peine capitale : a) le fait que, dans les pays où elle existe encore, elle est généralement considérée comme une mesure exceptionnelle qui, dans la plupart des cas, n'est pas appliquée depuis longtemps; b) la réduction progressive, dans ces pays, des crimes de droit commun pour lesquels cette peine est ou peut être imposée;

"4. Se déclare profondément préoccupé par le fait que, à l'occasion, des méthodes d'exécution plus sévères ont été introduites comme moyen de dissuasion supplémentaire;

"5. Regrette que l'on ait tendance à développer le recours à la peine capitale comme réaction devant certains types de crimes nouveaux;

"6. Invite les Etats Membres à informer le Secrétaire général : a) de toute autre modification de la situation actuelle en ce qui concerne la peine capitale et les garanties accordées à cet égard, pour qu'il puisse présenter tous les cinq ans au Conseil économique et social, à partir de 1975, un rapport analytique périodique à jour; b) de toute nouvelle recherche réalisée par des institutions nationales qualifiées ainsi que de toute mesure prise par les gouvernements en vue de promouvoir la recherche

¹ E/INF.118 et Add. 1 et 2.

dans ce domaine, de manière que les futurs rapports quinquennaux puissent être fondés sur tous les renseignements disponibles;

"7. *Prie* le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance et l'Institut de recherche des Nations Unies sur la défense sociale d'examiner le troisième rapport et de présenter au Conseil économique et social, à sa cinquante-sixième session, des observations et des suggestions sur les types de recherches qui pourraient être entreprises à l'échelon international et stimulées à l'échelon national pour mieux comprendre les problèmes que pose actuellement la peine capitale;

"8. *Prie* le Secrétaire général d'examiner la possibilité d'organiser, dans le cadre des mécanismes existant en matière de coopération technique, un séminaire international auquel participeraient des criminologues, des sociologues et des juristes éminents, qui devraient être choisis de manière à refléter la grande diversité d'opinions qui existent à ce sujet."

4. Egalement à la 704^e séance, le représentant du Chili a oralement proposé des amendements au paragraphe 8 du projet de résolution.

5. Les amendements proposés par le représentant du Chili ont été acceptés par les auteurs.

6. A la même séance, la représentante de la Trinité-et-Tobago a oralement proposé des amendements, publiés ensuite sous la cote E/AC.7/L.625, qui tendaient à ajouter un nouveau texte à la fin du paragraphe 7 du dispositif et à remplacer le paragraphe 8 par un texte nouveau.

7. Toujours à la même séance, le représentant du Ghana a également proposé des amendements, publiés ensuite sous la cote E/AC.7/L.626, tendant à remplacer les paragraphes 4 et 5 du dispositif par un nouveau texte et à supprimer le paragraphe 8.

8. A la 706^e séance, le représentant de l'Italie, tenant compte des suggestions faites aux 704^e et 705^e séances du Comité, a présenté au nom des auteurs, auxquels s'était joint le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, un texte révisé du projet de résolution (E/AC.7/L.624/Rev.1) comprenant les modifications ci-après :

a) Le paragraphe 5 du projet de résolution E/AC.7/L.624 était supprimé;

b) Le paragraphe 6, auquel il a apporté de nouvelles modifications en le présentant, et le paragraphe 7 du projet E/AC.7/L.624 étaient remaniés et devenaient les paragraphes 5 et 6 du projet révisé;

c) Le paragraphe 8 du dispositif, qui devenait le paragraphe 7 du projet révisé, était remanié.

9. A la même séance, la représentante de la Trinité-et-Tobago a oralement proposé d'ajouter, au paragraphe 6 du projet de résolution révisé E/AC.7/L.624/Rev.1, après les mots "la défense sociale", le membre de phrase "et aux instituts régionaux de défense sociale", proposition qui a été acceptée par les auteurs.

10. La représentante de la Trinité-et-Tobago a retiré son deuxième amendement, qui avait trait au paragraphe 8 du projet de résolution E/AC.7/L.624 (voir par. 6 ci-dessus), et, à la suite d'une suggestion du représentant du Royaume-Uni, a accepté que son premier amendement soit ajouté au sixième alinéa du préambule du projet de résolution révisé.

11. A la même séance, le représentant du Ghana, parlant au nom des auteurs, a retiré les amendements aux paragraphes 4 et 5 du projet de résolution E/AC.7/L.624 parus sous la cote E/AC.7/L.626.

12. A la même séance, le représentant des Pays-Bas a, au nom des auteurs, remanié oralement le paragraphe 4 du projet de résolution E/AC.7/L.624/Rev.1 en ajoutant les mots "en violation de l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme".

13. A la 707^e séance, le représentant du Royaume-Uni a, au nom des auteurs, présenté une deuxième version révisée du projet de résolution (E/AC.7/L.624/Rev.2) dont il a remanié oralement le paragraphe 4 du dispositif comme suit :

"4. *Se déclare* profondément préoccupé par le fait que des méthodes d'exécution plus sévères aient été occasionnellement adoptées, faisant appel par exemple à la torture ou aux coups, quels que soient le lieu ou les circonstances dans lesquels ces méthodes ont été appliquées".

14. A la même séance, le Comité était saisi d'un amendement révisé (E/AC.7/L.626/Rev.1) présenté par les délégations de l'Algérie, du Ghana, de la Guinée et du Mali, demandant que le paragraphe 8 du projet de résolution révisé (E/AC.7/L.624/Rev.2) soit supprimé.

15. A la même séance, la représentante de l'Indonésie a oralement proposé que les mots "dans tous les pays" soient supprimés au paragraphe 1 du projet de résolution révisé.

16. Le Comité a ensuite voté sur le projet de résolution E/AC.7/L.624/Rev.2 et les amendements y relatifs comme suit :

a) L'amendement contenu dans le document E/AC.7/L.626/Rev.1 a été adopté par 26 voix contre 11, avec 5 abstentions;

b) Dans le cadre d'un vote séparé demandé par la représentante de l'Indonésie, le Comité a décidé, par 25 voix contre 10, avec 7 abstentions, de supprimer les mots "dans tous les pays" au paragraphe 1;

c) L'ensemble du projet de résolution révisé, tel qu'il avait été modifié oralement, a été adopté par 23 voix contre zéro, avec 20 abstentions. [*Pour le texte, voir par. 17 ci-après.*] Il a été procédé à un vote enregistré à la demande du représentant de la Nouvelle-Zélande et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Argentine, Barbade, Belgique, Brésil, Burundi, Danemark, Espagne, Finlande, France, Ghana, Guinée, Inde, Italie, Madagascar, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Trinité-et-Tobago, Venezuela, Yougoslavie.

Ont voté contre : néant.

Se sont abstenus : Algérie, Canada, Chili, Chine, Etats-Unis d'Amérique, Hongrie, Indonésie, Japon, Kenya, Malaisie, Mali, Mongolie, Ouganda, Pérou, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zaïre.

Recommandation au Conseil

17. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter le projet de résolution ci-après :

Le Conseil économique et social,

Rappelant l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui affirme que tout individu a droit à la vie,

Rappelant ses résolutions 934 (XXXV) du 9 avril 1963, 1574 (L) du 20 mai 1971 et 1656 (LII) du 1^{er} juin 1972, ainsi que les résolutions 1396 (XIV), 2393 (XXIII), 2857 (XXVI) et 3011 (XXVII) de l'Assemblée générale en date des 20 novembre 1959, 26 novembre 1968, 20 décembre 1971 et 18 décembre 1972, qui témoignent de l'intérêt constant que l'Organisation des Nations Unies porte à l'étude de la question de la peine capitale et de son désir de promouvoir, dans ce domaine également, le respect intégral de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Ayant examiné le troisième rapport du Secrétaire général sur la peine capitale (E/5242 et Add.1),

Notant avec satisfaction qu'un grand nombre d'Etats Membres ont récemment fourni au Secrétaire général les renseignements demandés dans la résolution 2393 (XXIII) de l'Assemblée générale²,

Notant cependant qu'il est difficile, en dépit des renseignements actuellement disponibles, de dresser un tableau complet de la situation, des tendances et des garanties actuelles concernant la peine capitale,

Convaincu que des études fondées sur des bases scientifiques sont nécessaires pour améliorer la connaissance et la compréhension actuelles de la peine capitale et pour déterminer quels autres travaux l'Organisation des Nations Unies pourrait accomplir dans ce domaine, y compris des études englobant : une nouvelle définition des crimes passibles de la peine capitale; la restriction des catégories et des formes de crimes passibles de la peine capitale; la promotion à l'échelon interrégional d'études portant sur des groupes de pays ayant des systèmes juridique, social et économique similaires et un niveau de développement économique et social comparable; la promotion d'études par pays en vue de déterminer la situation financière et sociale et le niveau d'instruction des personnes exécutées et de celles qui ont été condamnées mais non exécutées au cours des deux dernières décennies dans les Etats où la peine capitale n'a pas été abolie,

1. *Réaffirme* que le principal objectif à poursuivre consiste à réduire progressivement le nombre de crimes passibles de la peine de mort, l'objectif souhaitable étant l'abolition de cette peine;

² *Ibid.*

2. *Note avec satisfaction* que, depuis la publication du deuxième rapport du Secrétaire général³, la peine capitale a été abolie dans six pays;

3. *Considère* comme d'autres signes positifs sur la voie de l'abolition de la peine capitale le fait que, dans les pays où elle existe encore, elle est généralement considérée comme une mesure exceptionnelle qui, dans la plupart des cas, n'a pas été appliquée depuis longtemps, et la réduction progressive, dans ces pays, des crimes de droit commun pour lesquels cette peine est ou peut être imposée;

4. *Se déclare profondément préoccupé* par le fait que des méthodes d'exécution plus sévères aient été occasionnellement adoptées, faisant appel par exemple à la torture ou aux coups, quels que soient le lieu ou les circonstances dans lesquels ces méthodes ont été appliquées;

5. *Invite* le Secrétaire général à présenter tous les cinq ans au Conseil économique et social, à partir de 1975, un rapport analytique périodique à jour;

6. *Invite* les Etats Membres, de manière que les futurs rapports quinquennaux puissent être fondés sur tous les renseignements disponibles :

a) A inclure dans les rapports périodiques qu'ils présentent en application de la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil économique et social, en date du 28 juillet 1968, toute autre modification de la situation actuelle en ce qui concerne la peine capitale et les garanties accordées à cet égard;

b) A informer le Secrétaire général de toute nouvelle recherche réalisée par des institutions nationales qualifiées ainsi que de toute mesure prise par les gouvernements en vue de promouvoir la recherche dans ce domaine;

7. *Invite* le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance à examiner le troisième rapport du Secrétaire général, en faisant appel également à l'Institut de recherche des Nations Unies sur la défense sociale et aux instituts régionaux de défense sociale, et à présenter au Conseil économique et social, à sa cinquante-huitième session, par l'intermédiaire des commissions techniques pertinentes, des observations et des recommandations afin d'encourager, à l'échelon international et national, une meilleure compréhension des problèmes que pose actuellement la peine capitale.

³ Voir *La peine capitale* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.67.IV.15), partie II : "Faits nouveaux de 1961 à 1965".

DECISION PRISE PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1855^e séance, le 16 mai 1973, le Conseil a adopté, par 13 voix contre zéro, avec 12 abstentions, le projet de résolution présenté par le Comité social (E/5298, par. 17). Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1, résolution 1745 (LIV)*.



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

ANNEXES

CINQUANTE-QUATRIEME SESSION

NEW YORK, 1973

**Point 14 de l'ordre du jour. — Rapport du Comité du Conseil chargé
des organisations non gouvernementales*.**

TABLE DES MATIERES

<i>Cote des documents</i>	<i>Titre</i>	<i>Pages</i>
F/5300	Rapport du Comité social	49
	Décisions prises par le Conseil économique et social	51

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1854^e séance; voir également les comptes rendus des 707^e et 708^e séances du Comité social (E/AC.7/SR.707 et 708).

DOCUMENT E/5300

Rapport du Comité social

[Original : anglais]
[30 avril 1973]

1. Le Comité a examiné le point 14 de l'ordre du jour à ses 707^e et 708^e séances, les 20 et 24 avril 1973, sous la présidence de M. B. Rabetafika (Madagascar), vice-président du Conseil. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi du rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales (E/5257 et Add.1).

3. A la 707^e séance, le représentant du Ghana, parlant également au nom des délégations de l'Inde, du Kenya, du Pakistan et des Philippines, a présenté un projet de résolution (E/AC.7/L.627) intitulé "Amélioration de la contribution des organisations non gouvernementales à la réalisation des buts et objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement".

4. L'Indonésie, Madagascar, le Mali, l'Ouganda, les Pays-Bas, la Tunisie et le Zaïre se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

5. A la même séance, à la suite d'une proposition du représentant de l'Italie tendant à supprimer les mots "et de faire rapport dès que possible au Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales", au paragraphe 5 du dispositif, le représentant du Ghana a modifié oralement ce membre de phrase en le remplaçant par les mots "et à fournir dès que possible les renseignements voulus au Conseil économique et social".

6. A la même séance, le Comité a adopté sans opposition le projet de résolution E/AC.7/L.627 tel qu'il avait été modifié oralement. [Pour le texte, voir par. 13 ci-dessous, projet de résolution I.]

7. Egalement à la 707^e séance, le représentant du Ghana, parlant également au nom des délégations de l'Inde, du Kenya, du Pakistan et des Philippines, a présenté le projet de résolution E/AC.7/L.628 intitulé

"Contribution des organisations non gouvernementales à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux".

8. La Barbade, l'Indonésie, Madagascar, le Mali, l'Ouganda, la Tunisie et le Zaïre se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

9. A la même séance, le Comité a adopté le projet de résolution E/AC.7/L.628 par 36 voix contre zéro, avec 7 abstentions. [Pour le texte, voir par. 13 ci-dessous, projet de résolution II.]

10. A la même séance, le Comité a pris acte du rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales (E/5257 et Add.1) et approuvé les recommandations figurant au paragraphe 7 dudit rapport, à l'exception de celles concernant deux organisations (voir par. 11 et 12 ci-après). [Pour le texte, voir par. 13 ci-dessous, projet de décision.]

11. A la 708^e séance, le Comité, à la suite d'une proposition formulée par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à la 707^e séance, a décidé de classer l'Internationale des résistants à la guerre dans la catégorie II des organisations dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social.

12. A la même séance, sur une suggestion de l'observateur de l'Irak¹, le Comité a accepté de classer The Federation of Arab Economists dans la catégorie II des organisations dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social.

Recommandations au Conseil

13. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter les projets de résolution I et II et le projet de décision ci-après :

¹ Conformément à l'article 76 du règlement intérieur du Conseil.

Projet de résolution I

AMÉLIORATION DE LA CONTRIBUTION DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES À LA RÉALISATION DES BUTS ET OBJECTIFS DE LA STRATÉGIE INTERNATIONALE DU DÉVELOPPEMENT POUR LA DEUXIÈME DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1580 (L) du 20 mai 1971, dans laquelle il a prié le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales de présenter des recommandations sur la façon d'améliorer la contribution des organisations non gouvernementales à la réalisation des buts et objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement²,

Conscient du rôle important que les organisations non gouvernementales pourraient jouer dans la mise en œuvre de la Stratégie internationale du développement,

1. *Approuve* les recommandations figurant aux paragraphes 14 à 22 du rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales (E/5257 et Add.1) concernant, entre autres, la coordination et la liaison au sein du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et des organismes des Nations Unies et l'importance qu'il y a à développer des relations à l'échelon régional et national, y compris en ce qui concerne les activités opérationnelles et la mobilisation de l'opinion publique et des volontés politiques, en faveur des efforts des Nations Unies;

2. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures appropriées indiquées aux paragraphes 15 à 17 du rapport et note que le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales sera saisi d'un rapport intérimaire à la réunion qu'il tiendra pendant la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social et d'un rapport complet à sa prochaine session ordinaire;

3. *Prie* le Secrétaire général de prendre immédiatement les mesures prévues à l'alinéa 4 du paragraphe 16 du rapport, où il est demandé que les dispositions voulues soient prises pour que le Conseil économique et social, par l'intermédiaire du Comité de l'examen et de l'évaluation, reçoive les contributions importantes que certaines organisations non gouvernementales sont en mesure d'apporter au processus de développement;

4. *Invite* les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les autres organismes des Nations Unies à coopérer pleinement avec le Secrétaire général à l'examen prévu dans le rapport afin que le Secrétaire général soit en mesure de faire état de progrès réels, comme il est demandé au paragraphe 17 du rapport;

5. *Invite* le Conseil d'administration et le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement à tenir compte dans leurs activités des recommandations pertinentes concernant les projets opérationnels et à fournir dès que possible les renseignements voulus au Conseil économique et social;

6. *Signale à l'attention* des gouvernements qu'il serait

bon qu'ils tiennent compte des contributions pratiques ainsi que de l'expérience et des connaissances spécialisées de leurs organisations non gouvernementales nationales, lorsqu'ils établissent leurs programmes nationaux de développement économique et social et leurs propositions relatives aux projets pour lesquels ils souhaitent l'assistance des organismes des Nations Unies;

7. *Prie* le Secrétaire général de porter la présente résolution et le rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales à l'attention des gouvernements et des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil, et demande à ceux-ci d'apporter toute l'aide possible au Secrétaire général pour l'étude de cette question.

Projet de résolution II

CONTRIBUTION DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES À L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1651 (LI) du 29 octobre 1971, dans laquelle il a prié le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales d'étudier les moyens d'associer davantage les organisations non gouvernementales à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Ayant examiné le rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales (E/5257 et Add.1),

1. *Approuve* les recommandations contenues dans le paragraphe 25 dudit rapport;

2. *Prie* le Secrétaire général d'étudier cette question selon les lignes directrices indiquées au paragraphe 25 du rapport et note que le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales sera saisi d'un rapport intérimaire à la réunion qu'il tiendra pendant la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social et d'un rapport complet à sa prochaine session ordinaire;

3. *Invite* les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et les autres organisations non gouvernementales particulièrement intéressées à coopérer avec le Secrétaire général dans cette importante étude;

4. *Note* avec satisfaction la collaboration qui s'est établie entre le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales dans cette entreprise et recommande que cette collaboration soit renforcée;

5. *Prie* le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales de demeurer saisi de la question et de continuer à étudier les moyens de faire participer activement les organisations non gouvernementales à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et de faire rapport au Conseil économique et social selon que de besoin.

² Résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale.

Projet de décision

Le Conseil économique et social a pris acte du rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales (E/5257 et Add.1) et a approuvé les recommandations figurant au paragraphe 7 dudit rapport, à l'exception de celles qui concernent les or-

ganisations non gouvernementales suivantes, qu'il a décidé de classer dans la catégorie II des organisations dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social :

The Federation of Arab Economists;

L'Internationale des résistants à la guerre.

DECISIONS PRISES PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1854^e séance, le 4 mai 1973, le Conseil s'est prononcé sur les projets de résolution et le projet de décision présentés par le Comité social (E/5300, par. 13). Le projet de résolution I a été adopté sans opposition; le projet de résolution II a été adopté par 24 voix contre zéro, avec 3 abstentions; le projet de décision a été adopté sans opposition. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1*, résolutions 1739 (LIV) et 1740 (LIV), et "Décisions".



Point 15 de l'ordre du jour. — Coopération internationale intercommunale*.

TABLE DES MATIERES

Cote des documents	Titre	Pages
E/5290	Rapport du Comité social	53
	Décision prise par le Conseil économique et social	54

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1854^e séance; voir également les comptes rendus des 705^e et 706^e séances du Comité social (E/AC.7/SR.705 et 706).

DOCUMENT E/5290

Rapport du Comité social

[Original : anglais]
[30 avril 1973]

1. Le Comité a examiné le point 15 de l'ordre du jour à ses 705^e et 706^e séances, les 18 et 19 avril 1973, sous la présidence de M. B. Rabetafika (Madagascar), vice-président du Conseil. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi d'un rapport du Secrétaire général (E/5244) ainsi que d'un exposé présenté par l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux (E/C.2/764), organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (catégorie I).

3. A la 705^e séance, la représentante de la Nouvelle-Zélande, parlant également au nom de la délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, a présenté un projet de résolution (E/AC.7/L.629).

4. A la 706^e séance, le représentant de la France a proposé un amendement (E/AC.7/L.630) tendant à ajouter un nouveau paragraphe 4 au dispositif du projet de résolution E/AC.7/L.629.

5. A la même séance, le représentant du Pakistan a proposé d'ajouter les mots "ainsi que des mesures destinées à promouvoir la coopération internationale intercommunale entre les pays en voie de développement et les pays développés" à la fin du paragraphe 2 du dispositif et cette proposition a été acceptée par les auteurs du projet.

6. A la même séance, la représentante du Royaume-Uni a apporté oralement une nouvelle modification au paragraphe 2 du dispositif consistant à insérer les mots "dans la mesure où il le leur est demandé" après les mots "à continuer".

7. A la même séance, la représentante de la Nouvelle-Zélande a révisé oralement le préambule du projet de résolution, en supprimant les mots "établi en appli-

cation de la résolution 2861 (XXVI) de l'Assemblée générale" et en les remplaçant par "(E/5244)". En outre, elle a également modifié le paragraphe 2 du dispositif en remplaçant les mots "Prie instamment" par le mot "Invite".

8. A la même séance, le Comité a voté comme suit sur le projet de résolution :

a) Par 31 voix contre une, avec 10 abstentions, l'amendement proposé par le représentant de la France a été rejeté;

b) L'ensemble du projet de résolution, tel qu'il avait été révisé oralement, a été adopté à l'unanimité. [Pour le texte, voir par. 9 ci-après.]

Recommandation au Conseil

9. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter le projet de résolution ci-après :

Le Conseil économique et social,

Prenant acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général intitulé "Coopération internationale intercommunale" (E/5244),

1. *Exprime* son appui à la coopération internationale intercommunale;

2. *Invite* les organismes des Nations Unies à continuer, dans la mesure où il le leur est demandé, à faire figurer dans leurs programmes des mesures visant à favoriser le développement communal, surtout dans les pays en voie de développement, ainsi que des mesures destinées à promouvoir la coopération internationale intercommunale entre les pays en voie de développement et les pays développés;

3. *Recommande* aux organismes des Nations Unies de continuer à collaborer avec les organisations non gouvernementales qui s'occupent de promouvoir la coopération intercommunale.

DECISION PRISE PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1854^e séance, le 4 mai 1973, le Conseil a adopté sans opposition le projet de résolution présenté par le Comité social (E/5290, par. 9). Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1*, résolution 1738 (LIV).



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

ANNEXES

CINQUANTE-QUATRIEME SESSION

NEW YORK, 1973

Point 16 de l'ordre du jour. — Stupéfiants* :

- a) Rapport de la Commission des stupéfiants;
- b) Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants;
- c) Activités du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues.

TABLE DES MATIERES

Cote des documents	Titre	Pages
E/5331	Rapport du Comité social	55
Décisions prises par le Conseil économique et social		59

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1858^e séance; voir également les comptes rendus des 713^e à 716^e séances du Comité social (E/AC.7/SR.713 à 716).

DOCUMENT E/5331

Rapport du Comité social

[Original : anglais]
[14 mai 1973]

1. Le Comité a examiné le point 16 de l'ordre du jour de sa 713^e à sa 716^e séance, du 2 au 7 mai 1973. Les 713^e à 715^e séances ont été présidées par M. N. P. Jain (Inde), vice-président du Comité, et la dernière séance par M. B. Rabetafika (Madagascar), vice-président du Conseil. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi des documents suivants :

- a) Rapport de la Commission des stupéfiants sur sa vingt-cinquième session (E/5248¹);
- b) Résumé du rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 1972 (E/5260);
- c) Un rapport intérimaire du Secrétaire général (E/5255).

3. Au chapitre XII du rapport de la Commission des stupéfiants (E/5248¹) figuraient sept projets de résolution que la Commission recommandait au Conseil économique et social d'adopter, à savoir :

- A. — Rapport de la Commission des stupéfiants;
- B. — Convention sur les substances psychotropes de 1971 : ratifications et adhésions;
- C. — Convention unique sur les stupéfiants de 1961 et Protocole de 1972 portant amendement de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 : ratifications et adhésions;
- D. — Maintien en vigueur des dispositions administratives destinées à assurer la pleine indépendance technique de l'Organe international de contrôle des stupéfiants;
- E. — Trafic illicite;

F. — Coordination des activités des organes et organismes internationaux dans la lutte contre l'abus des drogues;

G. — Périodicité des sessions de la Commission des stupéfiants.

4. Le Comité était également saisi d'une note du Secrétaire général (E/5304) contenant les incidences financières des décisions prises par la Commission.

5. Le Comité a examiné les projets de résolution que la Commission des stupéfiants recommandait au Conseil d'adopter, ainsi que les amendements à ces projets et les résultats de cet examen ont été les suivants :

PROJET DE RÉSOLUTION A

6. A la 716^e séance, le Comité a adopté le projet de résolution B à l'unanimité. [Pour le texte, voir par. 26 ci-dessous, projet de résolution II.]

PROJET DE RÉSOLUTION B

7. A la même séance, le Comité a adopté le projet de résolution B à l'unanimité. [Pour le texte, voir par. 26 ci-dessous, projet de résolution II.]

PROJET DE RÉSOLUTION C

8. A la même séance, le Comité a mis aux voix le projet de résolution C et les résultats du vote ont été les suivants :

a) A la suite d'un vote par division demandé par le représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine, l'alinéa a du dispositif a été adopté à l'unanimité;

b) A la suite d'un vote par division demandé par le représentant de la Turquie, l'alinéa b du dispositif

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 3.

a été adopté par 35 voix contre zéro, avec 6 abstentions;

c) Le projet de résolution C a été adopté par 39 voix contre zéro, avec 5 abstentions. *[Pour le texte, voir par. 26 ci-dessous, projet de résolution III.]*

PROJET DE RÉSOLUTION D

9. A la même séance, le projet de résolution D a été adopté par 39 voix contre zéro, avec 5 abstentions. *[Pour le texte, voir par. 26 ci-dessous, projet de résolution IV.]*

PROJET DE RÉSOLUTION E

10. A la même séance, le représentant de la Turquie a présenté un amendement (E/AC.7/L.645) au projet de résolution E tendant à ajouter au dispositif un nouveau paragraphe 2, que le Président a proposé de modifier en ajoutant les mots "et de ses groupes de travail" après le mot "sous-commission".

11. L'amendement proposé par la Turquie, tel qu'il avait été modifié oralement, a été adopté par 40 voix contre zéro, avec 5 abstentions.

12. Le projet de résolution E, tel qu'il avait été modifié, a été adopté par 39 voix contre 5, avec une abstention. *[Pour le texte, voir par. 26 ci-dessous, projet de résolution V.]*

PROJET DE RÉSOLUTION F

13. A la même séance, le représentant du Danemark a proposé oralement d'ajouter, au dispositif du projet de résolution F, après les mots "qui précèdent", les mots "et des vues exprimées à la vingt-cinquième session de la Commission des stupéfiants ainsi qu'à la cinquante-quatrième session du Conseil économique et social", ce que le Comité a accepté sans opposition.

14. Le projet de résolution F, tel qu'il avait été modifié oralement, a été adopté par 39 voix contre zéro, avec cinq abstentions. *[Pour le texte, voir par. 26 ci-dessous, projet de résolution VI.]*

PROJET DE RÉSOLUTION G

15. A la même séance, le Comité a adopté sans opposition la proposition du Président tendant à ajouter au dispositif du projet de résolution G un nouveau paragraphe ainsi conçu :

"2. *Recommande* que la session extraordinaire soit convoquée à Genève à un moment où elle ne coïncidera pas avec d'autres réunions, afin de réduire au maximum les coûts qu'elle entraînera".

16. Le projet de résolution G, tel qu'il avait été modifié oralement, a été adopté par 37 voix contre 5, avec 4 abstentions. *[Pour le texte, voir par. 26, projet de résolution VII.]*

* * *

17. A la 713^e séance, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a présenté un projet de résolution (E/AC.7/L.643/Rev.1) dont les délégations suivantes étaient également auteurs : Brésil, Canada, Danemark, Egypte, France, Indonésie, Japon, Philippines, Suède, Turquie et Venezuela.

18. L'Argentine, Madagascar et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

19. A la 716^e séance, le projet de résolution E/AC.7/L.643/Rev.1 a été adopté à l'unanimité.

[Pour le texte, voir par. 26 ci-dessous projet de résolution VIII.]

20. A la 714^e séance, l'observateur de l'Australie² a présenté un projet de résolution (E/AC.7/L.644/Rev.1) dont les délégations suivantes étaient également auteurs : Etats-Unis d'Amérique, Indonésie et Japon.

21. La Thaïlande² s'est jointe aux auteurs du projet de résolution.

22. A la 716^e séance, le projet de résolution E/AC.7/L.644/Rev.1 a été adopté par 40 voix contre 5, avec une abstention. *[Pour le texte, voir par. 26 ci-dessous, projet de résolution IX.]*

23. A la 714^e séance, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a présenté un projet de résolution (E/AC.7/L.642) au nom des délégations suivantes : Argentine, Brésil, Canada, Danemark, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Indonésie, Japon, Philippines, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Turquie et Venezuela.

24. L'Italie, Madagascar et la Yougoslavie se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

25. A la 716^e séance, le projet de résolution E/AC.7/L.642 a été adopté par 41 voix contre zéro, avec 5 abstentions. *[Pour le texte, voir par. 26 ci-dessous, projet de résolution X.]*

Recommandations au Conseil

26. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter les projets de résolution I à X ci-après :

I

RAPPORT DE LA COMMISSION DES STUPÉFIANTS

Le Conseil économique et social

Prend acte du rapport de la Commission des stupéfiants sur sa vingt-cinquième session (E/5248).

II

CONVENTION SUR LES SUBSTANCES PSYCHOTROPES DE 1971 : RATIFICATIONS ET ADHÉSIONS

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 1658 (LII) et 1665 (LII) du 1^{er} juin 1972 ainsi que la résolution 3013 (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1972, et notamment l'alinéa c de cette résolution,

Convaincu qu'une action contre le trafic illicite et l'abus de la drogue (stupéfiants et substances psychotropes) sera plus efficace quand le système de contrôle des stupéfiants aura été complété par des mesures appropriées dans le domaine des substances psychotropes,

Recommande aux gouvernements qui ne sont pas encore Parties à la Convention sur les substances psychotropes de 1971 de la ratifier ou d'y adhérer.

III

CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS DE 1961 ET PROTOCOLE DE 1972 PORTANT AMENDEMENT DE LA CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS DE 1961 : RATIFICATIONS ET ADHÉSIONS

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 3013 (XXVII) de l'Assem-

² Conformément à l'article 76 du règlement intérieur du Conseil.

blée générale, en date du 18 décembre 1972, notamment les alinéas *a* et *b* du dispositif de cette résolution,

Profondément préoccupé par la menace à la dignité humaine et à la société que constitue l'abus persistant des stupéfiants,

Reconnaissant que la Convention unique sur les stupéfiants de 1961³ établit le cadre juridique international nécessaire à la lutte contre l'abus des stupéfiants,

Reconnaissant en outre que le Protocole de 1972, portant amendement de la Convention unique de 1961, est destiné à renforcer ce cadre juridique,

Recommande aux gouvernements qui ne l'ont pas encore fait :

a) De ratifier la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 ou d'y adhérer;

b) De ratifier le Protocole de 1972 portant amendement de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 ou d'y adhérer.

IV

MAINTIEN EN VIGUEUR DES DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES DESTINÉES À ASSURER LA PLEINE INDÉPENDANCE TECHNIQUE DE L'ORGANE INTERNATIONAL DE CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS

Le Conseil économique et social,

Tenant compte des termes du paragraphe 2 de l'article 9 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, selon lesquels le Conseil est tenu de prendre, en consultation avec l'Organe international de contrôle des stupéfiants, toutes les dispositions nécessaires pour assurer la pleine indépendance technique de l'Organe dans l'exercice de ses fonctions,

Rappelant sa résolution 1196 (XLII) du 16 mai 1967, par laquelle il a approuvé les dispositions administratives proposées par le Secrétaire général en consultation avec l'Organe en vue de garantir la pleine indépendance technique de l'Organe, dispositions qui restent en vigueur jusqu'au 1^{er} mars 1974,

Tenant compte du fait que le Secrétaire général et l'Organe sont convenus que ces dispositions devraient continuer d'être appliquées,

Tenant compte en outre de la résolution I⁴ de la Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les amendements à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, selon laquelle les dispositions actuellement appliquées ont donné satisfaction aux Etats parties à la Convention unique et aux conventions précédentes encore en vigueur et où il est recommandé qu'elles soient maintenues,

1. *Décide* que les dispositions administratives figurant en annexe à sa résolution 1196 (XLII) continueront d'être appliquées jusqu'à ce que le Conseil en décide autrement, conformément à la procédure prévue au paragraphe 20 de cette annexe;

2. *Prie* le Secrétaire général de continuer à mettre ces dispositions à exécution en tenant compte du caractère des fonctions de l'Organe et du fait qu'il est important que celui-ci jouisse d'une pleine indépendance technique dans l'exercice de ses fonctions.

³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 520, p. 151.

⁴ Voir E/CONF.63/9.

V

TRAFIC ILLICITE

Le Conseil économique et social,

Prenant note de la décision prise par la Commission des stupéfiants, dans sa résolution 6 (XXV), de créer une sous-commission du trafic illicite et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient (voir E/5248, par. 487),

Tenant compte de l'article 66 du règlement intérieur de ses commissions techniques,

1. *Autorise* la création de ladite sous-commission;

2. *Décide* que les représentants des membres de la sous-commission et de ses groupes de travail seront désignés par leurs gouvernements, en consultation avec le Secrétaire général, leur désignation devant être confirmée ensuite par le Conseil.

VI

COORDINATION DES ACTIVITÉS DES ORGANES ET ORGANISMES INTERNATIONAUX DANS LA LUTTE CONTRE L'ABUS DES DROGUES

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 3014 (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1972,

Considérant que, notamment à la suite des efforts des Nations Unies, les gouvernements et l'opinion publique portent à présent dans l'ensemble un intérêt à la lutte contre l'abus des drogues,

Considérant que, néanmoins, ce fléau social continue à s'accroître et à gagner un plus grand nombre de pays,

Considérant que les gouvernements, les organes et les organismes internationaux doivent agir simultanément sur tous les plans : prévention de la toxicomanie, répression du trafic illicite, contrôle de la production, de la fabrication, de la distribution et de la consommation, développement de la formation et de l'éducation, recherche scientifique, thérapeutique et réadaptation,

Considérant que cette action multidisciplinaire implique une meilleure coordination de tous les efforts, afin d'éviter des doubles emplois, des dépenses inutiles et des chevauchements pouvant nuire à l'efficacité de la lutte contre ce fléau social,

Considérant que cette coordination n'a pu être suffisamment réalisée au cours des deux dernières années, comme le prouve la multiplication des réunions internationales sur ce sujet, parfois aux mêmes dates,

Tenant compte de la nécessité urgente d'améliorer la coordination des mesures prises dans ce domaine de telle sorte que les connaissances et l'expérience acquises puissent être largement diffusées et mises à profit au mieux de l'intérêt général,

Prie le Secrétaire général d'étudier ce problème de coordination pour essayer de le résoudre dans le sens des considérations qui précèdent et des vues exprimées à la vingt-cinquième session de la Commission des stupéfiants ainsi qu'à la cinquante-quatrième session du Conseil économique et social, et de faire rapport à ce sujet.

VII

PÉRIODICITÉ DES SESSIONS DE LA COMMISSION
DES STUPÉFIANTS

Le Conseil économique et social,

Constatant avec inquiétude la gravité du problème de la drogue sous ses multiples manifestations,

Tenant compte des obligations que la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 confère à la Commission des stupéfiants et à l'Organe international de contrôle des stupéfiants,

Tenant compte également de ce que les sessions bisannuelles ne permettent pas à la Commission de s'acquitter de certaines de ses responsabilités,

Tenant compte en outre des questions urgentes évoquées sous le titre "Programme de travail et ordre de priorité" dans le rapport de la Commission sur sa vingt-cinquième session (E/5248, chap. X),

Rappelant sa résolution 1156 (XLI) du 5 août 1966, concernant l'examen et la réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil économique et social, par laquelle il a été décidé que les commissions techniques se réuniraient tous les deux ans,

1. *Décide* que la Commission des stupéfiants, en attendant qu'elle ait examiné plus avant la question de l'organisation de sessions ordinaires annuelles pour pouvoir s'acquitter plus efficacement de ses fonctions et responsabilités, tiendra, outre sa session prévue pour 1975, une session extraordinaire en 1974, si possible après février;

2. *Recommande* que la session extraordinaire soit convoquée à Genève à un moment où elle ne coïncidera pas avec d'autres réunions, afin de réduire au maximum les coûts qu'entraînera la session extraordinaire.

VIII

RAPPORT DE L'ORGANE INTERNATIONAL DE CONTRÔLE
DES STUPÉFIANTS

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné le rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants sur ses activités en 1972⁵,

Rappelant sa résolution 1662 (LII) du 1^{er} juin 1972,

Notant avec inquiétude la conclusion de l'Organe selon laquelle l'abus des stupéfiants et des substances psychotropes continue de s'accroître en volume et en extension géographique, et la mise en garde qu'il a lancée quant à la gravité du problème de la polytoxicomanie,

Notant avec satisfaction que l'Organe a estimé que le concours qu'il recevait de la part des administrations nationales s'était sensiblement accru,

Notant en outre que l'Organe a envoyé des missions dans plusieurs pays en 1972 et projeté des missions analogues dans d'autres pays en 1973,

1. *Invite instamment* les gouvernements à continuer à collaborer avec l'Organe international de contrôle des stupéfiants et entre eux en vue de soumettre à un contrôle la production, la fabrication, la distribution et le trafic illicites des stupéfiants et des substances psychotropes;

⁵ E/INCB/17 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.XI.5).

2. *Prie* les gouvernements, en particulier ceux qui sont mentionnés dans le rapport de l'Organe, de porter ce rapport à l'attention des autorités compétentes de leur administration pour leur information et pour que soient prises les mesures correctives qui peuvent être recommandées;

3. *Attire l'attention* sur l'offre de l'Organe d'aider les gouvernements qui le demandent à réunir les renseignements qu'ils sont tenus de communiquer à l'Organe en vertu des traités internationaux;

4. *Félicite* l'Organe de son rapport extrêmement utile et constructif et de la contribution qu'il a apportée en 1972 au contrôle international des stupéfiants.

IX

COMITÉ SPÉCIAL DE LA COMMISSION DES STUPÉFIANTS
POUR LA RÉGION DE L'EXTRÊME-ORIENT

Le Conseil économique et social,

Conscient de l'importance de la coopération régionale dans la lutte contre la production et le trafic illicites des drogues,

Prenant note de la résolution 8 (XXV) de la Commission des stupéfiants (voir E/5248, par. 497), par laquelle la Commission a constitué un Comité spécial pour la région de l'Extrême-Orient,

Se félicitant de la création du Comité spécial,

Rappelant qu'une réunion du Comité spécial a déjà été convoquée à Genève en 1973, pendant la vingt-cinquième session de la Commission des stupéfiants, pour examiner les questions d'organisation,

Autorise le Comité spécial pour la région de l'Extrême-Orient à faire en 1973, avec l'accord des gouvernements intéressés, un voyage d'études dans les pays de la région, et, si besoin est, de tenir une deuxième réunion à Genève immédiatement avant la session suivante de la Commission des stupéfiants afin de pouvoir rassembler et mettre au point ses conclusions et recommandations à la Commission.

X

RECHERCHES SCIENTIFIQUES EN MATIÈRE
DE TOXICOMANIE

Le Conseil économique et social,

Prenant acte de la résolution 10 (XXV) de la Commission des stupéfiants, relative à l'abus des drogues (voir E/5248, par. 582),

Faisant sienne l'opinion exprimée par la Commission dans cette résolution, selon laquelle une étude par des spécialistes de l'information et des recherches scientifiques en matière de toxicomanie, faite avant ses sessions, permettrait à la Commission de s'acquitter plus efficacement de ses fonctions dans ce domaine,

1. *Invite* l'Organisation mondiale de la santé, en tant qu'institution spécialisée compétente, à prêter son concours à la Commission des stupéfiants en établissant en temps utile des rapports analytiques à l'usage de la Commission sur les caractéristiques épidémiologiques de l'abus des drogues;

2. *Prie* le Secrétaire général de communiquer périodiquement à l'Organisation mondiale de la santé tous les renseignements pertinents dont il peut disposer concernant l'abus des drogues.

DECISIONS PRISES PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1858^e séance, le 18 mai 1973, le Conseil s'est prononcé sur les projets de résolution I à X présentés par le Comité social (E/5331, par. 26).

Les projets de résolution I et II ont été adoptés sans opposition; les projets III et IV ont été adoptés respectivement par 22 voix contre zéro, avec 4 abstentions; le projet V a été adopté par 23 voix contre 3; le projet VI par 22 voix contre zéro, avec 4 abstentions; le projet VII par 23 voix contre 4; le projet VIII sans opposition; le projet IX par 23 voix contre 4, et le projet X par 23 voix contre zéro, avec 4 abstentions.

Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1*, résolutions 1772 (LIV) à 1781 (LIV).



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

ANNEXES

CINQUANTE-QUATRIEME SESSION

NEW YORK, 1973

Point 17 de l'ordre du jour. — Développement social* :

- a) Rapport de la Commission du développement social;
- b) Promotion du mouvement coopératif pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

TABLE DES MATIERES

Cote des documents	Titre	Pages
E/5328	Rapport du Comité social	61
	Décisions prises par le Conseil économique et social	69

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1855^e séance; voir également les comptes rendus des 708^e à 713^e et 715^e séances du Comité social (E/AC.7/SR.708 à 713 et 715).

DOCUMENT E/5328

Rapport du Comité social

[Original : anglais]
[9 mai 1973]

1. Le Comité a examiné le point 17 de l'ordre du jour de sa 708^e à sa 713^e séance, tenues du 24 au 27 avril et le 2 mai 1973, sous la présidence de M. B. Rabetafika (Madagascar), vice-président du Conseil, ainsi que sous la présidence de M. N. P. Jain (Inde), vice-président du Comité, à la dernière partie de sa 713^e séance et à sa 715^e séance, tenues les 2 et 4 mai. Cette question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi des documents ci-après :

a) Rapport de la Commission du développement social sur sa vingt-troisième session (E/5252¹);

b) Rapport intérimaire du Secrétaire général sur la promotion du mouvement coopératif pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (E/5246 et Corr.1).

3. Le Comité a examiné comme suit les projets de résolution figurant au chapitre XIII du rapport de la Commission du développement social, dont l'adoption était recommandée au Conseil économique et social :

PROJETS DE RÉSOLUTION I ET II

4. A la 712^e séance, le Comité était saisi d'amendements présentés par le Pakistan (E/AC.7/L.631) au projet de résolution I, intitulé "Rapport sur l'expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social", amendements que l'auteur a retirés au cours de la même séance.

5. Le Comité était également saisi d'amendements présentés par le Pakistan (E/AC.7/L.632), auquel s'était jointe la Guinée, ainsi que d'amendements présentés par la Nouvelle-Zélande (E/AC.7/L.637), au

projet de résolution II, intitulé "Expérience des Etats quant à la réalisation de transformations fondamentales, sociales et économiques, de caractère démocratique, aux fins du progrès social", que les auteurs ont également retirés.

6. A la même séance, le représentant du Pakistan a, au nom également des délégations de l'Egypte, du Ghana, de la Guinée, d'Haïti, de Madagascar, du Pérou, des Philippines, de la Trinité-et-Tobago et de la Yougoslavie, présenté un projet de résolution (E/AC.7/L.641).

7. A la 713^e séance, à la suite d'une proposition faite par la représentante de la Trinité-et-Tobago, le Comité a accepté de remplacer les projets de résolution I et II (voir par. 4 et 5 ci-dessus) par le texte du projet de résolution E/AC.7/L.641 (voir par. 6 ci-dessus), dont le Chili était également devenu l'un des auteurs.

8. A la 715^e séance, le représentant du Pakistan a, au nom des auteurs, présenté un projet de résolution révisé (E/AC.7/L.641/Rev.1) intitulé "Expérience des Etats quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social" et a oralement modifié le paragraphe 5 de ce projet de résolution en supprimant les mots "à long terme" après le mot "travail".

9. Le projet de résolution révisé se lisait comme suit :

[Texte identique à celui du projet de résolution I figurant au paragraphe 24 ci-dessous, à l'exception des huitième et dixième alinéas du préambule, amendés comme il est exposé au paragraphe 10 ci-dessous.]

10. A la même séance, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a proposé que le mot "notamment" soit ajouté après le mot "fondés", au huitième alinéa du préambule du projet de résolu-

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 5.

tion révisé et que les mots "qualitatives et structurelles" soient remplacés par les mots "structurelles et sociales progressives" au deuxième alinéa du préambule; les auteurs ont accepté ces propositions.

11. A la même séance le Comité a voté, à la demande du représentant des Etats-Unis d'Amérique, sur le projet de résolution E/AC.7/L.641/Rev.1, tel qu'il avait été oralement modifié, et l'a adopté par 40 voix contre zéro avec 2 abstentions. [Pour le texte, voir par. 24 ci-dessous, projet de résolution.]

PROJET DE RÉSOLUTION III

12. A la 712^e séance, le Comité s'est prononcé comme suit sur le projet de résolution III intitulé "Conception unifiée de l'analyse et de la planification du développement" et sur les amendements y relatifs présentés par le Pakistan (E/AC.7/L.633) :

a) A la suite d'un vote séparé, demandé par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le cinquième alinéa du préambule a été adopté par 30 voix contre zéro, avec 15 abstentions;

b) Le premier amendement du Pakistan (E/AC.7/L.633), tendant à supprimer les mots "des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies" à la première ligne du paragraphe 4 du dispositif, a été adopté par 32 voix contre zéro, avec 13 abstentions;

c) Le deuxième amendement du Pakistan, tendant à remplacer l'alinéa d du paragraphe 4 par un texte nouveau, a été adopté par 30 voix contre 3, avec 12 abstentions;

d) Le troisième amendement du Pakistan, tendant à ajouter un nouvel alinéa f à la fin du paragraphe 4, a été adopté à l'unanimité;

e) Le projet de résolution III, tel qu'il avait été modifié, a été adopté par 45 voix contre zéro, avec une abstention. [Pour le texte, voir par. 24 ci-dessous, projet de résolution II.]

PROJET DE RÉSOLUTION IV

13. A la 711^e séance, le représentant des Pays-Bas a présenté des amendements (E/AC.7/L.639) au projet de résolution IV intitulé "Examen et évaluation de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement", tendant à ajouter deux nouveaux paragraphes à la fin du dispositif du projet de résolution. Le Comité était en outre saisi d'un amendement proposé par le Pakistan (E/AC.7/L.634).

14. A la 712^e séance, le Comité s'est prononcé comme suit sur le projet de résolution IV et sur les amendements y relatifs :

a) L'amendement du Pakistan (E/AC.7/L.634), tendant à remplacer le paragraphe 2 du dispositif par un nouveau texte, a été adopté par 41 voix contre 2, avec 3 abstentions;

b) Le premier amendement des Pays-Bas (E/AC.7/L.639), tendant à ajouter un nouveau paragraphe 3 au dispositif, a été adopté par 42 voix contre zéro, avec 4 abstentions;

c) Le deuxième amendement des Pays-Bas (E/AC.7/L.639), tendant à ajouter un nouveau paragraphe 4 au dispositif, a été adopté par 42 voix contre 4;

d) Le projet de résolution IV, tel qu'il avait été modifié, a été adopté à l'unanimité. [Pour le texte, voir par. 24 ci-dessous, projet de résolution III.]

PROJET DE RÉSOLUTION V

15. A la 712^e séance, le Comité s'est prononcé comme suit sur le projet de résolution V intitulé "Travailleurs migrants" et sur les amendements y relatifs :

a) Un amendement présenté par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (E/AC.7/L.636), tendant à remanier le deuxième alinéa du préambule, a été adopté par 36 voix contre zéro, avec 8 abstentions;

b) Un amendement présenté par la Tunisie, la Turquie et la Yougoslavie (E/AC.7/L.640), tendant à ajouter les mots "et les exigences du respect des droits de l'homme et de la dignité humaine" à la fin du paragraphe 1 du dispositif, a été adopté à l'unanimité;

c) Le projet de résolution V, tel qu'il avait été modifié, a été adopté par 45 voix contre zéro, avec une abstention. [Pour le texte, voir par. 24 ci-dessous, projet de résolution IV.]

PROJET DE RÉSOLUTION VI

16. A la 712^e séance, le projet de résolution VI intitulé "Organisation d'une conférence des Nations Unies pour une convention internationale sur la législation en matière d'adoption" a été adopté par 37 voix contre zéro, avec 9 abstentions. [Pour le texte, voir par. 24 ci-dessous, projet de résolution V.]

PROJET DE RÉSOLUTION VII

17. A la même séance, le projet de résolution VII intitulé "Les personnes âgées et la sécurité sociale" a été adopté à l'unanimité. [Pour le texte, voir par. 24 ci-dessous, projet de résolution VI.]

PROJET DE RÉSOLUTION VIII

18. A la même séance, le Comité s'est prononcé comme suit sur le projet de résolution VIII intitulé "Besoins et aspirations des jeunes" et sur les amendements y relatifs présentés par le Pakistan (E/AC.7/L.635) :

a) Les premier, deuxième et troisième amendements du Pakistan, au paragraphe 1 du dispositif, ont été adoptés à l'unanimité;

b) Le quatrième amendement du Pakistan, au paragraphe 3 du dispositif, a été adopté par 40 voix contre zéro, avec 2 abstentions;

c) Le cinquième amendement du Pakistan, au paragraphe 3, a été adopté par 43 voix contre zéro, avec 2 abstentions;

d) Le projet de résolution VIII, tel qu'il avait été modifié, a été adopté par 41 voix contre zéro, avec 4 abstentions. [Pour le texte, voir par. 24 ci-dessous, projet de résolution VII.]

19. A la 709^e séance, le représentant de la Pologne, également au nom de la délégation de la Finlande, a présenté un projet de décision (E/AC.7/L.638) intitulé "Promotion du mouvement coopératif pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement" que le Comité a adopté, sans opposition, à sa 712^e séance. [Pour le texte, voir par. 24 ci-dessous, projet de décision A.]

20. A la 712^e séance, le Président a proposé que le Comité recommande au Conseil de renvoyer au Comité de l'examen et de l'évaluation, à sa deuxième session, la résolution 5 (XXIII) de la Commission du développement social intitulée "Examen et évaluation de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement", qui figurait dans le chapitre XII du rapport de la Commission, et de l'examiner à sa cinquante-cinquième session lorsqu'il aborderait la question de l'examen et de l'évaluation de la Stratégie internationale du développement. Le Comité a adopté cette proposition sans opposition. [Pour le texte, voir par. 24 ci-dessous, projet de décision B.]

21. A la même séance, le Président a également proposé que le Comité recommande au Conseil d'examiner à sa cinquante-sixième session, lorsqu'il étudierait le programme de travail et le budget pour la période biennale 1974-1975 et le plan à moyen terme pour 1974-1977, la résolution 6 (XXIII) de la Commission du développement social intitulée "Objectifs du programme pour le plan à moyen terme 1974-1977". Le Comité a adopté cette proposition sans opposition. [Pour le texte, voir par. 24 ci-dessous, projet de décision C.]

22. A la même séance, le Président a fait savoir aux membres du Comité que, conformément aux paragraphes 7 et 71 du rapport de la Commission du développement social, le Conseil devait confirmer la nomination de sept personnes désignées par la Commission pour faire partie du Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, avec un mandat de quatre ans prenant effet à compter 2 juillet 1973. Etant donné que M. Luis H. Fajardo (Colombie) n'était plus susceptible d'être nommé au Conseil d'administration de l'Institut, le Président de la Commission avait envoyé un télégramme demandant que la nomination du remplaçant de M. Fajardo soit remise à la cinquante-cinquième session du Conseil et que le Comité recommande au Conseil de confirmer la nomination des six autres membres à sa session en cours. Le Comité a adopté cette proposition sans opposition. [Pour le texte, voir par. 24 ci-dessous, projet de décision D.]

23. A la 715^e séance, le Comité a adopté sans opposition un projet de décision dans lequel il a pris acte du rapport de la Commission du développement social sur sa vingt-troisième session. [Pour le texte, voir par. 24 ci-dessous, projet de décision F.]

Recommandations au Conseil

24. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter les projets de résolution I à VII ci-après :

I

EXPÉRIENCE DES PAYS QUANT À LA RÉALISATION DE TRANSFORMATIONS SOCIALES ET ÉCONOMIQUES DE GRANDE PORTÉE AUX FINS DU PROGRÈS SOCIAL

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 1581 A (L) du 21 mai 1971 et 1667 (LII) du 1^{er} juin 1972, dans lesquelles il a reconnu l'importance d'apporter aux structures sociales et économiques les modifications adéquates pour réaliser le progrès et le développement dans le domaine social et, à cette fin, a estimé approprié d'étu-

dier l'expérience que possèdent les divers pays du monde dans ce domaine,

Ayant étudié le rapport du Secrétaire général² établi sur la base des réponses des gouvernements à son questionnaire sur l'expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social,

Notant que des progrès dans le domaine social ont été réalisés grâce aux efforts des gouvernements ainsi qu'à des efforts volontaires et de coopération et que ces transformations sont fondées sur une base démocratique,

Reconnaissant que la grande diversité des niveaux de croissance économique et les différences entre les régimes politiques, les cultures et les aspirations des Etats Membres influent nécessairement sur la mesure dans laquelle il est possible d'utiliser l'expérience acquise par chacun des Etats Membres,

Considérant que les peuples, qui s'efforcent de réaliser les objectifs du progrès social et du relèvement du niveau de vie, placent de plus en plus leurs espoirs dans les mesures prises par les Etats et dans la participation active de la population au processus des transformations sociales de manière à atteindre les objectifs indiqués en faveur de la population tout entière et en particulier des travailleurs,

Partageant l'inquiétude des gouvernements de nombreux pays devant le rythme insuffisant de leur développement économique et social, qui est souvent freiné par les structures économiques et sociales existantes, ainsi que par l'absence de coopération internationale efficace et par les ingérences extérieures dans les affaires intérieures des Etats,

Conscient que le renforcement de l'indépendance nationale et la réalisation des objectifs ultimes du progrès social dépendent essentiellement de transformations internes fondamentales d'ordre social, visant à renforcer l'indépendance nationale, à démocratiser la société et à améliorer les structures sociales et économiques, et de la réaffirmation du principe de l'inadmissibilité de l'ingérence extérieure sous quelque forme que ce soit, y compris l'ingérence de sociétés multinationales,

Rappelant la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social³, dans laquelle il est recommandé que les pays exécutent des transformations et des réformes de structure fondées sur les principes démocratiques et en particulier que, conformément à l'article 2 de cette déclaration, le progrès et le développement dans le domaine social soient fondés notamment sur le respect de la dignité et de la valeur de la personne humaine et sur la reconnaissance et la mise en œuvre effective des droits civils et politiques ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels sans aucune discrimination,

Déplorant la persistance de la misère, de l'analphabétisme, de la maladie, des mauvaises conditions de logement et des inégalités sociales et reconnaissant la responsabilité nationale et internationale que représente l'élimination de ces fléaux,

Considérant que les buts et les objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement⁴ seront atteints si tant les pays développés que les pays

² E/CN.5/478 et Add.1 à 3.

³ Résolution 2542 (XXIV) de l'Assemblée générale.

⁴ Résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale.

en voie de développement réalisent des transformations structurelles et sociales progressives de leurs sociétés respectives,

Considérant en outre que les efforts des pays en voie de développement pour réaliser des transformations de grande portée dans le domaine social et économique exigent des pays développés qu'ils s'acquittent de leurs obligations à l'égard des pays en voie de développement,

1. *Remercie* le Secrétaire général de son rapport, qui reflète les divers moyens d'atteindre le but visé, à savoir réaliser des transformations sociales et économiques de grande portée, aux fins du progrès social;

2. *Souligne* la grande importance de transformations internes fondamentales sociales et économiques, de caractère démocratique, visant à garantir l'indépendance nationale et à relever au plus vite le niveau de vie de la population;

3. *Juge* de son devoir de contribuer à la mise en œuvre des dispositions de l'alinéa b de l'article 18 de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social, tendant à la promotion des réformes sociales et de la réforme des institutions sur une base démocratique et à l'encouragement donné à la volonté de changement, facteurs qui sont essentiels pour éliminer toutes les formes de discrimination et d'exploitation et qui sont de nature à accélérer le progrès social et économique, et appelle l'attention des gouvernements sur cette recommandation;

4. *Recommande* que des mesures appropriées soient prises à tous les niveaux pour que la population entière, y compris les travailleurs, participe plus activement à la production, à l'élaboration et à l'application de politiques et de programmes de développement économique et social en vue de réaliser des transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social, en tenant compte de l'expérience acquise par les autres gouvernements dans ce domaine;

5. *Recommande en outre* que le Secrétaire général poursuive, en consultation avec l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, l'étude de l'expérience qu'ont acquise les divers pays dans la réalisation des transformations fondamentales, sociales et économiques, de caractère démocratique, tendant à assurer le progrès social, qu'il analyse, quant au fond, cette question dans ses rapports sur la situation sociale dans le monde et qu'il l'inscrive au programme de travail de la Commission du développement social;

6. *Décide* d'inscrire cette question à l'ordre du jour de sa cinquante-sixième session et recommande son inscription à l'ordre du jour de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale.

II

CONCEPTION UNIFIÉE DE L'ANALYSE ET DE LA PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT

Le Conseil économique et social,

Ayant présente à l'esprit l'importance vitale de la mise en œuvre des politiques et des objectifs recommandés par l'Assemblée générale dans sa résolution 2626 (XXV) du 24 octobre 1970, contenant la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, ainsi que dans sa résolution 2542 (XXIV) du 11 décembre 1969, contenant la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social,

Tenant compte de la résolution 2681 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1970, et de la résolution 1494 (XLVIII) du Conseil économique et social, en date du 26 mai 1970,

Ayant examiné le rapport préliminaire du Secrétaire général sur une conception unifiée de l'analyse et de la planification du développement⁵,

Notant en particulier l'idée énoncée dans le rapport selon laquelle le développement est un processus dynamique et intégré qui pourrait, dans certains cas, demander des transformations sociales profondes et des modifications structurelles,

Tenant compte du fait que le développement social est lié à un climat politique international favorable et que l'Organisation des Nations Unies, en particulier le Conseil économique et social, devrait jouer un rôle important pour promouvoir le développement social dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale recommandée dans la résolution 2880 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1971,

Faisant sienne l'idée formulée dans le rapport selon laquelle il est nécessaire, en plus des indicateurs de croissance du revenu national, de mettre au point des instruments permettant d'évaluer la répartition du revenu national entre les divers groupes de la population en vue d'étayer les mesures de politique visant à éliminer la pauvreté des masses et le chômage, de façon à assurer une utilisation plus complète des ressources en main-d'œuvre et un accès plus large à l'éducation, à la santé publique et aux autres services sociaux,

Prenant en considération le rapport du Secrétaire général relatif à la réunion du Groupe d'experts sur une conception unifiée de l'analyse et de la planification du développement, qui s'est tenue à Stockholm du 6 au 10 novembre 1972⁶,

Considérant que la planification nationale globale et unifiée constitue une méthode plus efficace que la planification partielle ou sectorielle, qui risque de provoquer un développement déséquilibré,

1. *Estime* qu'il convient de considérer la planification nationale globale et unifiée comme un moyen de réaliser un développement social et économique équilibré;

2. *Est d'avis* que l'application pratique d'une conception globale et unifiée de la planification du développement peut entraîner des changements structurels de caractère social et économique;

3. *Reconnait* qu'un renforcement du secteur public peut être d'une importance vitale pour une planification nationale globale et unifiée;

4. *Recommande* que les gouvernements :

a) Lient étroitement la planification aux objectifs nationaux;

b) Poursuivent une politique qui ait pour objet d'établir l'égalité et la justice sociales et de relever le niveau de vie de l'ensemble de la population;

c) Encouragent une participation et une coopération plus larges de la population au processus de développement — choix des objectifs, mise en œuvre des plans, jouissance des bienfaits du développement;

d) Réalisent les buts et les objectifs et appliquent les mesures que contient la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations

⁵ E/CN.5/477.

⁶ E/CN.5/490.

Unies pour le développement, en tenant compte des recommandations de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social;

e) Examinent leur stratégie du développement, leurs plans et leurs structures nationales du point de vue de leur conformité avec les nécessités d'une conception unifiée et avec les principes du développement social et de la paix dans le monde;

f) Coopèrent les uns avec les autres en vue de réaliser les buts susmentionnés;

5. *Prie* le Secrétaire général :

a) De poursuivre l'étude de la question d'une conception unifiée de l'analyse et de la planification du développement, en tenant compte de la Stratégie internationale du développement et de la nécessité de son application, qui est une condition de la réalisation de la pleine intégration des éléments économiques et sociaux du développement dans chaque pays, particulièrement dans les pays en voie de développement;

b) De tenir compte, lors de l'établissement du rapport final, des vues exprimées par les membres de la Commission du développement social à sa vingt-troisième session (voir E/5252, chap. III) et, tout en procédant à une étude plus approfondie de l'intégration intersectorielle et de la régionalisation de la planification, de veiller à ce que le rapport soit établi de manière à présenter la plus grande utilité pratique possible pour les planificateurs, les responsables politiques et les administrateurs;

c) De présenter les résultats de cette étude et, le cas échéant, des recommandations appropriées au Conseil économique et social, lors de sa cinquante-sixième session, et à la Commission du développement social, lors de sa vingt-quatrième session;

d) De faire le nécessaire pour que le Comité de la planification du développement et le Comité de l'examen et de l'évaluation soient tenus au courant de tous travaux en cours, y compris des résultats de toute étude sur une conception unifiée de l'analyse et de la planification du développement;

e) D'inscrire séparément à l'ordre du jour de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale la question d'une conception unifiée de l'analyse et de la planification du développement.

III

EXAMEN ET ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE INTERNATIONALE DU DÉVELOPPEMENT POUR LA DEUXIÈME DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

Le Conseil économique et social,

Rappelant les résolutions 2681 (XXV) et 2771 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date des 11 décembre 1970 et 22 novembre 1971, et ses propres résolutions 1581 (L) et 1666 (LII), en date des 21 mai 1971 et 1^{er} juin 1972,

1. *Constata* que, faute d'une documentation appropriée, la Commission du développement social, au cours de sa vingt-troisième session, a été empêchée de remplir la tâche qui lui a été assignée pour l'examen et l'évaluation de la mise en œuvre de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, contenue dans la résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 24 octobre 1970;

2. *Demande* au Secrétariat d'établir une documentation appropriée et spécifique et de la soumettre à la Commission du développement social, lors de sa vingt-quatrième session, en vue d'apprécier la réalisation des objectifs sociaux du développement tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement;

3. *Invite* les institutions spécialisées intéressées, les commissions économiques régionales et le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth à coopérer avec le Secrétaire général pour l'établissement des données pertinentes;

4. *Invite* l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social à entreprendre, en priorité, d'autres études sur l'établissement de normes et d'indicateurs sociaux aux fins d'évaluer le progrès et le développement dans le domaine social dans le contexte de la Stratégie internationale du développement, et à présenter les résultats de ces études, par l'intermédiaire du Secrétaire général, à la Commission du développement social en temps voulu pour sa vingt-quatrième session.

IV

TRAVAILLEURS MIGRANTS

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné le rapport de la Commission du développement social sur sa vingt-troisième session (E/5252),

Notant avec satisfaction que la Conférence des ministres européens responsables de la protection sociale, qui s'est tenue à La Haye du 22 au 26 août 1972, a été en mesure d'examiner comme elle le mérite et de façon positive la situation des travailleurs migrants⁷, qui avait été mentionnée aussi au cours du Séminaire interrégional des Nations Unies sur la protection sociale industrielle, tenu à Moscou du 16 octobre au 5 novembre 1971⁸,

Conscient de ce que le problème de la migration de la main-d'œuvre dans le monde entier a pris une ampleur telle que l'Organisation des Nations Unies doit d'urgence l'examiner et prendre des mesures, d'autant plus que la migration est devenue un élément important de la situation sociale et économique d'ensemble et des relations entre les pays,

Notant que les mouvements de migration tiennent généralement aux différences qui existent entre les niveaux de développement et à ce que les résultats des efforts faits sur les plans national et international en vue de réduire l'écart entre pays développés et pays en voie de développement sont peu satisfaisants,

Conscient de ce que l'accroissement de la migration des travailleurs entraîne de graves problèmes, tant pour les pays d'immigration que pour les pays d'émigration, et de ce que ce secteur de la population, tout en bénéficiant de certains avantages matériels, connaît de nombreuses difficultés et adversités,

Considérant la contribution des travailleurs migrants, en particulier des travailleurs qualifiés, au développement économique des pays qui les accueillent et la perte subie du fait de leur migration par leurs pays d'origine, du point de vue du coût de la formation et de l'exode de compétences techniques et professionnelles,

⁷ Voir E/CN.5/479.

⁸ Voir E/CN.5/484.

Notant avec satisfaction que l'Organisation internationale du Travail a déjà entrepris un programme d'action conformément à la résolution III sur l'action visant à promouvoir l'égalité des travailleurs migrants dans toutes les questions sociales et questions de travail, adoptée par la Conférence internationale du Travail à sa cinquante-sixième session, le 22 juin 1971, et que la question des travailleurs migrants a été inscrite à l'ordre du jour de la session de 1974 de la Conférence internationale du Travail, en vue de l'adoption de nouvelles normes internationales relatives à l'égalité de chances et de traitement et à la protection sociale des travailleurs migrants,

1. *Affirme* qu'il est nécessaire que l'Organisation des Nations Unies examine la situation des travailleurs migrants en tenant compte de tous les éléments interdépendants et en liaison avec les facteurs généraux, dont entre autres les facteurs économiques, politiques, sociaux et culturels et les exigences du respect des droits de l'homme et de la dignité humaine;

2. *Invite* les gouvernements des pays d'émigration et des pays d'immigration à accorder l'attention voulue aux problèmes des travailleurs migrants et de leurs familles et à prendre, sur une base permanente, des mesures visant à améliorer leur situation, en les protégeant contre la discrimination et diverses adversités, en créant des possibilités d'emploi dans les pays d'origine, et aussi en accordant l'attention voulue à l'aspect international du problème;

3. *Invite également* les gouvernements des pays d'émigration et des pays d'immigration à assurer aux travailleurs migrants et à leurs familles, au moyen d'accords bilatéraux sur le recrutement de la main-d'œuvre, la protection de la sécurité sociale et des systèmes d'assistance, un logement approprié, la préservation de leur intégrité ethnique et de leur patrimoine culturel, une protection contre les renvois massifs, ainsi que des mesures générales en vue de leur formation;

4. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour de sa cinquante-huitième session la question des travailleurs migrants et prie le Secrétaire général d'inviter l'Organisation internationale du Travail à faire part à la Commission du développement social, lors de sa vingt-quatrième session, ainsi qu'au Conseil, des résultats de son programme d'action concernant les travailleurs migrants, y compris les progrès réalisés en la matière lors de la session de 1974 de la Conférence internationale du Travail;

5. *Invite en outre* le Secrétaire général à présenter à la Commission du développement social, en coopération avec toutes les institutions spécialisées intéressées, un rapport supplémentaire sur la protection des travailleurs migrants et de leurs familles, qui accorde une attention particulière aux besoins de leurs enfants en matière d'enseignement.

V

ORGANISATION D'UNE CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES POUR UNE CONVENTION INTERNATIONALE SUR LA LÉGISLATION EN MATIÈRE D'ADOPTION

Le Conseil économique et social,

Prenant en considération la résolution 3028 (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1972, et la note du Secrétaire général sur la question de l'organisation d'une conférence des Nations Unies pour une convention internationale sur la législation en matière d'adoption⁹,

⁹ E/CN.5/491.

Considérant que l'insuffisance de la législation et les différences entre les législations existantes en matière d'adoption posent des problèmes juridiques et sociaux délicats qui pourraient compromettre, entre autres, les intérêts des personnes à adopter,

Ayant présente à l'esprit la nécessité de promouvoir l'adoption et la pratique du placement familial afin d'offrir aux enfants l'atmosphère familiale indispensable à leur développement et à leur intégration dans la société,

1. *Prie* le Secrétaire général, agissant en consultation avec les organisations internationales, tant gouvernementales que non gouvernementales, qui s'occupent de la protection de l'enfance ou sont spécialisées dans le domaine du droit international :

a) D'obtenir des gouvernements, en leur adressant un questionnaire à cet effet, des renseignements courants sur les politiques, les programmes et les lois concernant la protection des enfants susceptibles d'être adoptés ou d'être placés dans des familles, ainsi que leurs vues sur la question de l'organisation d'une conférence internationale sur la législation en matière d'adoption, notamment sur la portée d'une telle conférence;

b) De mettre à jour l'*Etude comparative des lois relatives à l'adoption*¹⁰, en tenant particulièrement compte des instruments juridiques internationaux conclus en la matière, notamment à l'échelon régional;

2. *Prie en outre* le Secrétaire général d'établir un rapport concis, fondé sur les renseignements visés au paragraphe 1 ci-dessus, qui sera soumis pour examen au Conseil économique et social, lors de sa cinquante-sixième session, et à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-neuvième session.

VI

LES PERSONNES ÂGÉES ET LA SÉCURITÉ SOCIALE

Le Conseil économique et social,

Tenant compte de la résolution 2842 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1971, intitulée "Question des personnes âgées et des vieillards",

Rappelant ses résolutions 1405 (XLVI) et 1406 (XLVI), du 5 juin 1969,

Prenant acte des rapports correspondants du Secrétaire général, notamment celui qui a trait au Séminaire interrégional des Nations Unies sur la protection sociale industrielle¹¹,

Considérant que la sécurité sociale et la protection sociale font partie intégrante du développement économique et social de la société tout entière,

Reconnaissant qu'une sécurité sociale adéquate est de la plus grande importance pour les personnes âgées,

Ayant présent à l'esprit l'alinéa a de l'article 11 de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social¹², qui prévoit d'assurer des systèmes complets de sécurité sociale et des services de protection sociale, de créer et améliorer des régimes de sécurité et d'assurances sociales pour toutes les personnes qui, pour cause de maladie, d'invalidité ou de vieillesse, sont incapables de gagner leur vie de façon temporaire

¹⁰ ST/SOA/30 (publication des Nations Unies, numéro de vente : 56.IV.5).

¹¹ E/CN.5/484.

¹² Résolution 2542 (XXIV) de l'Assemblée générale.

ou permanente, en vue d'assurer à ces personnes, à leur famille et aux personnes à leur charge un niveau de vie adéquat,

Affirmant que les gouvernements ont un rôle important à jouer en ce qui concerne l'élaboration de programmes de sécurité sociale efficaces faisant intervenir un effort concerté des autorités nationales et locales, des organisations compétentes en la matière et de la population elle-même,

Considérant que la protection des personnes âgées est un élément important de tout système général de sécurité sociale et que les systèmes de sécurité sociale doivent faire partie intégrante du développement économique et social de la société dans son ensemble, et considérant par conséquent que l'on ne peut s'occuper de la protection des personnes âgées de façon isolée,

1. *Considère* que la sécurité sociale fait partie intégrante des programmes nationaux visant à améliorer le bien-être de la population, en particulier des personnes âgées, dans le cadre de la planification sociale et économique à long terme par l'État;

2. *Demande* aux gouvernements de prendre en charge la direction et la planification de la sécurité sociale dans tous les secteurs ainsi que l'élaboration d'une législation dans le domaine des programmes de sécurité sociale;

3. *Recommande* aux gouvernements de prendre, autant que le permet la situation nationale, notamment dans les pays développés, les mesures de sécurité sociale nécessaires, dans le cadre de la planification générale, et en particulier :

a) D'essayer de faire en sorte que les personnes âgées, les handicapés et ceux qui ont perdu leur soutien de famille reçoivent des allocations suffisantes de sécurité sociale;

b) D'adopter des régimes de sécurité sociale et d'étendre les régimes existants en tenant particulièrement compte des groupes de travailleurs ayant des besoins particuliers, notamment les femmes;

c) D'améliorer les conditions prévues par les régimes de sécurité sociale en faveur des travailleurs immigrants et de leurs familles;

d) De créer en nombre suffisant des établissements pour la fourniture de soins médicaux aux personnes âgées qui en ont besoin;

e) D'assurer, autant que possible, la formation professionnelle et l'emploi des handicapés;

f) De veiller par tous les moyens à ce que les personnes âgées prises en charge par les programmes de protection sociale puissent participer, dans la mesure de leurs capacités, à des activités créatrices qui leur apporteraient une satisfaction morale;

4. *Demande* la participation de la communauté tout entière, notamment des syndicats dans le domaine de la sécurité sociale et en ce qui concerne l'amélioration du bien-être général de la population;

5. *Prie* le Secrétaire général d'accorder une attention constante à ces problèmes et de s'y référer dans ses rapports sur la situation sociale dans le monde;

6. *Prie* la Commission du développement social de faire figurer dans son programme de travail pour 1974-1977 les questions concernant la place qu'occupe la sécurité sociale dans le système de planification et de développement social et économique et, à ce propos, prie le Secrétaire général de procéder à des consultations avec l'Organisation internationale du Travail au sujet de l'établissement d'une étude comparative des systèmes

de sécurité sociale, de la planification de la sécurité sociale ainsi que du rôle et de la responsabilité de l'État dans ce domaine;

7. *Décide* d'examiner cette question à sa cinquante-sixième session.

VII

BESOINS ET ASPIRATIONS DES JEUNES

Le Conseil économique et social,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur la jeunesse¹³,

Rappelant la résolution 2770 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 22 novembre 1971, sur la jeunesse, ses problèmes et ses besoins, et sa participation au développement social, et la résolution 3022 (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1972, sur les courants de communication avec la jeunesse et les organisations internationales de jeunes, ainsi que la résolution 1727 (LIII) du Conseil, en date du 28 juillet 1972, et la résolution 3018 (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1972, relatives à la pauvreté des masses et au chômage,

Notant que le rapport du Secrétaire général, à juste titre, traite de la jeunesse comme partie intégrante de l'ensemble de la société et par rapport à la situation dans le monde,

Conscient de ce que, bien que faisant partie des différents secteurs sociaux de la population, la jeunesse ressent néanmoins le plus profondément les conséquences des inégalités du développement national, régional et international,

Tenant compte de ce que, par suite de la pauvreté des masses et de la répartition inéquitable des richesses et des services qui existent dans le monde, la plupart des jeunes continuent d'avoir de graves difficultés à réaliser leurs aspirations et à satisfaire leurs besoins fondamentaux sur une base individuelle, sociale et économique, en ce qui concerne surtout la santé, l'éducation, la formation, l'emploi et les possibilités de participer au développement national, régional et international,

Reconnaissant le rôle de plus en plus influent et responsable que joue la jeunesse dans les questions qui ont trait au maintien de la paix dans le monde et à la protection des droits de l'homme,

Reconnaissant la nécessité d'aider la jeunesse à combattre la discrimination, l'*apartheid* et d'autres formes de la politique d'oppression et d'exploitation, qui compromettent gravement l'action destinée à répondre aux besoins et aspirations sociales de la jeunesse,

Soulignant l'importance que présente la pleine participation des jeunes au processus de développement pour la réalisation des objectifs mentionnés dans la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement¹⁴,

Notant avec inquiétude les conclusions du rapport selon lesquelles la plupart des arrangements prévus par les gouvernements et les organismes des Nations Unies pour répondre aux besoins et aux aspirations des jeunes sont inadéquats,

Convaincu de la nécessité de renforcer le rôle des gouvernements et de l'Organisation des Nations Unies pour ce qui est de promouvoir des mesures visant à

¹³ E/CN.5/486 et Corr.1, Add.1 et Add.1/Corr.1.

¹⁴ Résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale.

satisfaire les besoins et les aspirations des jeunes aux échelons national, régional et international,

1. *Réaffirme* le droit inaliénable des jeunes à l'emploi, à l'éducation, au logement et aux soins médicaux ainsi qu'à la satisfaction des autres besoins sociaux et culturels;

2. *Prend acte* des mesures proposées dans le rapport du Secrétaire général et les recommande aux gouvernements, en particulier les propositions qui ont trait à la nécessité pour les gouvernements :

a) De donner pour tâche à leurs politiques et programmes d'enseignement d'assurer de meilleures possibilités d'enseignement et un enseignement plus apte à préparer les jeunes à participer pleinement à tous les aspects de la vie et du développement;

b) De formuler des politiques et exécuter des programmes dans le domaine de la santé, afin d'assurer aux jeunes un état physique leur permettant de profiter des nouvelles possibilités qui leur sont offertes;

c) D'adopter toutes les mesures possibles en vue d'accroître les possibilités d'emploi afin de réduire ou d'éliminer le chômage des jeunes;

d) D'accroître les possibilités pour les jeunes de participer à tous les aspects de la vie nationale et internationale, notamment à la mise en œuvre de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement;

3. *Demande* aux gouvernements et aux organisations internationales, régionales et non gouvernementales, en coopération avec les représentants des jeunes, de réexaminer et d'évaluer leurs politiques et leurs programmes en faveur de la jeunesse compte tenu du rapport du Secrétaire général, en vue de répondre de façon plus satisfaisante aux besoins des jeunes et de leur permettre de contribuer plus activement à promouvoir le développement économique et social et la paix dans le monde;

4. *Prie instamment* les organismes des Nations Unies d'accorder une attention spéciale, au cours de l'examen et de l'évaluation de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, aux questions de la jeunesse dans le contexte du développement, en particulier pour ce qui est de l'éducation, de la formation, de l'emploi et de la participation au processus de décision;

5. *Demande* aux organismes intéressés des Nations Unies de renforcer leurs services consultatifs aux échelons national, régional et international, en consacrant une attention particulière à la participation de la jeunesse au développement économique et social;

6. *Souligne* l'importance de la décision prise par l'Assemblée générale dans sa résolution 3022 (XXVII) de créer un Groupe consultatif spécial pour la jeunesse qui serait chargé de conseiller le Secrétaire général au sujet des activités que l'Organisation des Nations Unies devrait entreprendre en vue de répondre aux besoins et aspirations des jeunes.

25. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter les projets de décision A à E ci-après :

A

Le Conseil économique et social,
Ayant examiné le rapport intérimaire présenté par le Secrétaire général (E/5246 et Corr.1) conformément

à l'alinéa a du paragraphe 6 de sa résolution 1668 (LII) intitulée "Promotion du mouvement coopératif pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement",

1. Prend acte avec satisfaction du rapport intérimaire du Secrétaire général;

2. Communique ledit rapport, ainsi que les observations des gouvernements qui figurent dans les comptes rendus analytiques de ses séances, au Comité de l'examen et de l'évaluation, à sa deuxième session, pour l'aider dans ses travaux.

B

Le Conseil économique et social décide de renvoyer au Comité de l'examen et de l'évaluation à sa deuxième session la résolution 5 (XXIII) intitulée "Examen et évaluation de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement" que la Commission du développement social a adoptée à sa vingt-troisième session (voir E/5252, chap. XII), et, compte tenu des remarques formulées à ce sujet, d'examiner les observations et propositions préliminaires de la Commission figurant dans ladite résolution lorsqu'il abordera, à sa cinquante-cinquième session, la question de l'examen et de l'évaluation de la Stratégie internationale du développement.

C

Le Conseil économique et social décide d'examiner à sa cinquante-cinquième session, lorsqu'il abordera la question du programme de travail et du budget pour la période biennale 1974-1975 et du plan à moyen terme pour 1974-1977, la résolution 6 (XXIII) intitulée "Objectifs du programme pour le plan à moyen terme 1974-1977" que la Commission du développement social a adoptée à sa vingt-troisième session (*ibid.*).

D

Le Conseil économique et social confirme la nomination des six personnes désignées pour faire partie du Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, avec un mandat de quatre ans à compter du 2 juillet 1973, à savoir :

Jacques Delors (France);

Gunnar Karl Myrdal (Suède);

Khaleeq Ahmed Naqvi (Inde);

H. M. A. Onitiri (Nigéria);

Berislav Sefer (Yougoslavie);

Eleanor Bernert Sheldon (Etats-Unis d'Amérique).

Il décide en outre d'attendre sa cinquante-cinquième session pour confirmer la nomination d'un septième membre au Conseil en remplacement de M. Luis H. Fajardo (Colombie), qui avait été désigné.

E

Le Conseil économique et social prend acte du rapport de la Commission du développement social sur sa vingt-troisième session (E/5252).

DECISIONS PRISES PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1855^e séance, le 16 mai 1973, le Conseil s'est prononcé sur les projets de résolution et de décision présentés par le Comité social (E/5328, par. 24 et 25).

Le projet de résolution I a été adopté par 24 voix contre zéro, avec une abstention; le projet II a été adopté par 25 voix contre zéro, avec une abstention; le projet III a été adopté sans opposition et le projet IV à l'unanimité; le projet V a été adopté par 19 voix contre zéro, avec 8 abstentions, le projet VI sans opposition et le projet VII par 22 voix contre zéro, avec 4 abstentions.

Les projets de décision A à E ont été adoptés sans opposition.

Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1, résolutions 1746 (LIV) à 1752 (LIV), et "Décisions"*.



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

ANNEXES

CINQUANTE-QUATRIEME SESSION

NEW YORK, 1973

Point 18 de l'ordre du jour. — Questions relatives aux droits de l'homme* :

- a) Rapport de la Commission des droits de l'homme;
- b) Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux.

TABLE DES MATIERES

Cote des documents	Titre	Pages
E/5345	Rapport du Comité social	71
	Décisions prises par le Conseil économique et social	81
	Répertoire des documents	82

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1858^e séance; voir également les comptes rendus des 716^e à 723^e séances du Comité social (E/AC.7/SR.716 à 723).

DOCUMENT E/5345

Rapport du Comité social

[Original : anglais]
[17 mai 1973]

1. Le Comité a examiné le point 18 de l'ordre du jour de sa 716^e à sa 723^e séance, du 7 au 14 mai 1973, sous la présidence de M. B. Rabetafika (Madagascar), vice-président du Conseil. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi des documents suivants :
Au titre de l'alinéa a :

Rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa vingt-neuvième session (E/5265);

Note du Secrétaire général intitulée "Elimination de la discrimination raciale" (E/5237 et Add.1 et 2), transmettant des renseignements communiqués par des organisations non gouvernementales; Lettre, en date du 9 mai 1973, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de la Grèce auprès de l'Organisation des Nations Unies (E/5333);

Au titre de l'alinéa b :

Rapport du Groupe spécial d'experts de la Commission des droits de l'homme présenté conformément à la résolution 1599 (L) du Conseil (E/5245);

Rapport intérimaire de l'Organisation internationale du Travail (E/5251);

Lettre, en date du 4 mai 1973, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies (E/5325).

3. A la 717^e séance, le Comité a décidé, sur la proposition du Président, d'examiner les 12 projets de résolution et les 7 projets de décision appelant une suite de la part du Conseil économique et social, figurant au chapitre XXI du rapport de la Commission (E/5265), d'après le sujet abordé plutôt que selon l'ordre dans lequel elles apparaissent dans ce chapitre.

4. En outre, des délégations ont présenté trois projets de résolution pendant l'examen de la question par le Comité (E/AC.7/L.646, 647 et 650).

A. — RAPPORT DE LA COMMISSION
DES DROITS DE L'HOMME

ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE

Projet de résolution I : "Activités menées par les organisations non gouvernementales pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale"

5. A la 718^e séance, le représentant de l'Italie a proposé oralement d'ajouter à la fin du paragraphe 2 du dispositif le membre de phrase "et au cours de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale".

6. A la 720^e séance, le Comité a adopté sans opposition l'amendement proposé par le représentant de l'Italie.

7. A la même séance, le Comité a adopté le projet de résolution I, tel qu'il avait été oralement modifié, par 42 voix contre zéro, avec une abstention. [Pour le texte, voir par. 45 ci-dessous, projet de résolution I.]

Projet de résolution E/AC.7/L.647 : "Rôle des organisations non gouvernementales dans le programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale"

8. A la 719^e séance, le représentant du Pakistan a présenté, au nom également des délégations du Ghana et de l'Inde, le projet de résolution E/AC.7/L.647. En présentant le projet, le représentant du Pakistan en a oralement révisé le dispositif en remplaçant les mots "d'examiner ses recommandations" par les mots "d'élaborer des recommandations appropriées".

9. A la 720^e séance, le Comité a adopté à l'unanimité le projet de résolution E/AC.7/L.647 ainsi modifié. [Pour le texte, voir par. 45 ci-dessous, projet de résolution II.]

Projet de résolution X : "Projet de convention sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid"

10. A la 719^e séance, la représentante de la Nouvelle-Zélande a présenté des amendements (E/AC.7/L.648) au projet de résolution X, tendant à ajouter au préambule un troisième alinéa, à ajouter un nouveau paragraphe après le paragraphe 1 et à ajouter un nouveau membre de phrase au paragraphe 1 du dispositif.

11. A la 720^e séance, la représentante de la Nouvelle-Zélande a révisé oralement son deuxième amendement (E/AC.7/L.648) comme suit :

"Prie le Secrétaire général de demander à la Commission du droit international d'examiner d'urgence le projet de convention à sa présente session et de transmettre les observations qu'elle pourrait avoir à formuler sur ce projet à l'Assemblée générale, à temps pour la vingt-huitième session".

12. A la même séance, le Comité a voté sur le projet de résolution et les amendements proposés; les résultats du vote ont été les suivants :

a) Par 20 voix contre 9, avec 15 abstentions, le premier amendement proposé par la Nouvelle-Zélande a été rejeté;

b) Par 30 voix contre 5, avec 9 abstentions, le deuxième amendement proposé par la Nouvelle-Zélande, tel qu'il avait été oralement révisé, a été rejeté;

c) Par 30 voix contre 4, avec 10 abstentions, le troisième amendement de la Nouvelle-Zélande a été rejeté;

d) Par 32 voix contre 2, avec 11 abstentions, le projet de résolution X a été adopté. [Pour le texte, voir par. 45 ci-dessous, projet de résolution III.]

13. A ses 719^e et 720^e séances, le Comité a examiné comme suit les décisions 1, 2 et 4 figurant au chapitre XXI du rapport de la Commission :

Projet de décision 1 : "Projet de programme en vue d'une décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale"

14. A sa 720^e séance, le Comité a recommandé à l'unanimité au Conseil économique et social de soumettre à l'Assemblée générale le projet de programme en vue d'une décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale figurant dans la résolution 1 (XXIX) de la Commission des droits de l'homme. [Pour le texte, voir par. 46 ci-dessous, projet de décision 1.]

Projet de décision 2 : "Poursuite d'études sur la discrimination raciale"

15. A la 720^e séance, le Comité a été informé par le représentant du Secrétaire général des incidences financières révisées qu'aurait le projet de décision 2 si le Comité décidait d'en recommander l'adoption au Conseil.

16. Le Comité a adopté sans opposition la proposition du Président tendant à recommander au Conseil économique et social d'adopter un projet de décision par lequel il demanderait au Rapporteur spécial de

l'étude intitulée *La discrimination raciale*¹ de remettre à jour cette étude en insistant particulièrement sur la discrimination fondée sur la couleur et en tenant compte des opinions et des vues exprimées à la Sous-Commission à sa vingt-cinquième session, à la Commission des droits de l'homme à sa vingt-neuvième session et au Conseil économique et social à sa cinquante-quatrième session, de façon que cette étude remise à jour puisse être examinée par la Sous-Commission à sa vingt-huitième session. [Pour le texte, voir par. 46 ci-dessous, projet de décision 2.]

Projet de décision 4 : "Rapport du Groupe spécial d'experts"

17. A la 719^e séance, la représentante de la Nouvelle-Zélande a proposé oralement de supprimer le mot "the" devant le mot "use" à l'alinéa c de la décision 4 de la version anglaise, ce que le Comité a accepté sans opposition.

18. A la 720^e séance, le Comité a adopté le projet de décision 4, tel qu'il avait été oralement modifié, par 37 voix contre zéro, avec 8 abstentions. [Pour le texte, voir par. 46 ci-dessous, projet de décision 3.]

RAPPORTS ET ÉTUDES DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITÉS

Projet de résolution III : "Projet de principes relatifs à l'égalité dans l'administration de la justice"

19. A sa 721^e séance, le Comité, à la demande du représentant de l'Union soviétique, a voté sur le projet de résolution III, qu'il a adopté par 33 voix contre zéro, avec 4 abstentions. [Pour le texte, voir par. 45 ci-dessous, projet de résolution IV.]

Projet de résolution IV : "Etude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques et projet de principes généraux relatifs à la liberté et à la non-discrimination en matière de droits politiques"

20. A sa 721^e séance, le Comité a adopté sans opposition le projet de résolution IV. [Pour le texte, voir par. 45 ci-dessous, projet de résolution V.]

Projet de résolution V : "Etude des mesures discriminatoires contre les personnes nées hors mariage et non-discrimination à l'égard de ces personnes"

21. A la même séance, le Comité a adopté sans opposition le projet de résolution V. [Pour le texte, voir par. 45 ci-dessous, projet de résolution VI.]

Projet de résolution VII : "Etude des mesures discriminatoires dans le domaine du droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays, et projet de principes relatifs à la liberté et à la non-discrimination en ce qui concerne ce droit"

22. A la 721^e séance, le représentant de l'Italie a présenté, au nom également des délégations du Danemark, de la Suède et de la Trinité-et-Tobago, un amendement (E/AC.7/L.651) tendant à ajouter un paragraphe à la fin du dispositif du projet de résolution.

23. A la même séance, l'amendement a été adopté par 20 voix contre 4, avec 10 abstentions.

¹ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.XIV.2.

24. A la même séance, le Comité a adopté le projet de résolution VII, tel qu'il avait été modifié, par 33 voix contre 4. [Pour le texte, voir par. 45 ci-dessous, projet de résolution VII.]

EXPLOITATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE
PAR UN TRAFIC ILLICITE ET CLANDESTIN

Projet de résolution II

25. A la 721^e séance, le Comité a adopté sans opposition le projet de résolution II. [Pour le texte, voir par. 45 ci-dessous, projet de résolution VIII.]

QUESTION DE LA PROTECTION JURIDIQUE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME DANS LE CAS DE PERSONNES QUI NE SONT PAS RESSORTISSANTS DU PAYS DANS LEQUEL ILS VIVENT

Projet de résolution VI

26. A la même séance, le Comité a adopté par 27 voix contre zéro, avec 8 abstentions, le projet de résolution VI. [Pour le texte, voir par. 45 ci-dessous, projet de résolution IX.]

QUESTION DU CHÂTIMENT DES CRIMINELS DE GUERRE ET DES INDIVIDUS QUI ONT COMMIS DES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

Projet de résolution VIII

27. A sa 721^e séance, le Comité a adopté le projet de résolution VIII, par 26 voix contre zéro, avec 10 abstentions. [Pour le texte, voir par. 45 ci-dessous, projet de résolution X.]

QUESTION DE LA JOUISSANCE DES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS PROCLAMÉS DANS LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME ET DANS LE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS, ET ÉTUDE DES PROBLÈMES PARTICULIERS RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Projet de résolution IX

28. A sa 722^e séance, le Comité a adopté sans opposition le projet de résolution IX. [Pour le texte, voir par. 45 ci-dessous, projet de résolution XI.]

"ANNUAIRE DES DROITS DE L'HOMME"

Projet de résolution XI

29. Le Comité a été saisi d'une note du Secrétaire général (E/AC.7/L.649) qui contenait l'état des incidences administratives et financières du projet de résolution XI.

30. A sa 722^e séance, le Comité a adopté le projet de résolution XI à l'unanimité. [Pour le texte, voir par. 45 ci-dessous, projet de résolution XII.]

AUTRES DECISIONS

Projet de décision 3 : "Enseignement des droits de l'homme dans les universités et élaboration d'une discipline scientifique distincte concernant les droits de l'homme"

31. A sa 722^e séance, le Comité a adopté par 32 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de décision 3. [Pour le texte, voir par. 46 ci-dessous, projet de décision 4.]

Projet de décision 5 : "Périodicité des sessions de la Commission des droits de l'homme et de ses organes subsidiaires"

32. A la même séance, le Comité a adopté par 34 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de décision 5. [Pour le texte, voir par. 46 ci-dessous, projet de décision 5.]

Projet de décision 6 : "Rationalisation et amélioration du système des rapports périodiques sur les droits de l'homme"

33. A la même séance, le Comité a adopté par 35 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le projet de décision 6. [Pour le texte, voir par. 46 ci-dessous, projet de décision 6.]

Projet de décision 7 : "Rapports périodiques sur les droits de l'homme"

34. A la même séance, le Comité a adopté par 32 voix contre zéro, avec 8 abstentions, le projet de décision 7. [Pour le texte, voir par. 46 ci-dessous, projet de décision 7.]

Projet de résolution E/AC.7/L.646 : "Elaboration d'un code international d'éthique policière"

35. A la 722^e séance, la représentante du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a présenté, également au nom des délégations des Pays-Bas et de la Suède, le projet de résolution E/AC.7/L.646.

36. A la même séance, le représentant du Chili a proposé oralement de remplacer les mots "donner des avis", au paragraphe 1 du dispositif, par les mots "transmettre ses recommandations", et, au paragraphe 2 du dispositif, de remplacer le mot "avis" par le mot "recommandations". Les deux amendements ont été acceptés par les auteurs du projet de résolution.

37. A la même séance, le Comité a adopté le projet de résolution E/AC.7/L.646, tel qu'il avait été modifié, par 34 voix contre 5, avec 2 abstentions. [Pour le texte, voir par. 45 ci-dessous, projet de résolution XIII.]

Projet de résolution XII : "Rapport de la Commission des droits de l'homme"

38. A la 723^e séance, le Comité a adopté sans opposition le projet de résolution XII dans lequel il a recommandé au Conseil économique et social de prendre acte du rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa vingt-neuvième session. [Pour le texte, voir par. 45 ci-dessous, projet de résolution XIV.]

B. — PLAINTES RELATIVES A DES ATTEINTES A L'EXERCICE DES DROITS SYNDICAUX

Projet de résolution E/AC.7/L.650 : "Question de l'absence des droits syndicaux et de leur violation"

39. A la 722^e séance, le représentant du Ghana a présenté, également au nom des délégations du Chili, de l'Égypte, du Kenya, du Mali, du Pakistan et du Soudan, le projet de résolution E/AC.7/L.650. Lorsqu'il a présenté le projet, le représentant du Ghana a oralement modifié le paragraphe 13 du dispositif en ajoutant à la fin de ce paragraphe les mots "et du Conseil de sécurité".

40. A la même séance, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a proposé d'ajouter le mot "flagrante" après le mot "violation", au troisième alinéa du préambule, de même que dans le titre, ce qui a été accepté par les auteurs du projet.

41. L'Algérie, Madagascar, le Niger, l'Ouganda et le Zaïre se sont associés aux auteurs du projet de résolution.

42. A la 723^e séance, le Comité, à la demande du représentant de l'Espagne, a mis aux voix le projet de résolution ainsi modifié et l'a adopté par 37 voix contre zéro, avec 4 abstentions. [Pour le texte, voir par. 45 ci-dessous, projet de résolution XV.]

Projet de décision

43. A la 722^e séance, le représentant du Ghana a proposé oralement un projet de décision concernant la lettre adressée au Secrétaire général par le représentant permanent du Portugal (E/5325).

44. A la 723^e séance, à la demande du représentant de l'Espagne, le Comité a mis aux voix le projet de décision et l'a adopté par 36 voix contre zéro, avec 6 abstentions. [Pour le texte, voir par. 46 ci-dessous, projet de décision 8.]

Recommandations au Conseil

45. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter les projets de résolution I à XV ci-après :

I

ACTIVITÉS MENÉES PAR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES POUR LUTTER CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE

Le Conseil économique et social,

Prenant note de la résolution 2 (XXIX) de la Commission des droits de l'homme, en date du 9 mars 1973 (voir E/5265, chap. XX),

Rappelant la résolution 2785 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 6 décembre 1971, et les résolutions 1588 (L) et 1591 (L) du Conseil, en date du 21 mai 1971,

Ayant examiné les rapports présentés par des organisations non gouvernementales conformément à ces résolutions (voir E/5237 et Add.1 et 2),

1. *Note avec intérêt* les diverses activités menées par les organisations non gouvernementales dans la lutte contre le racisme, la discrimination raciale et l'apartheid et dans les domaines connexes;

2. *Invite* les organisations non gouvernementales qui s'intéressent particulièrement à l'élimination du racisme et de la discrimination raciale et qui agissent de bonne foi, sans motivation politique, à intensifier leurs efforts en vue d'atteindre de nouveaux sommets au cours de l'année marquant le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et au cours de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale;

3. *Prie* le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales de tenir compte, dans ses débats, des rapports reçus des organisations non gouvernementales.

II

RÔLE DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DANS LE PROGRAMME POUR LA DÉCENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE

Le Conseil économique et social,

Ayant présentes à l'esprit les délibérations de la Commission des droits de l'homme à la vingt-neuvième session sur les activités des organisations non gouvernementales dans la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (voir E/5265, par. 51 à 56),

Reconnaissant qu'il est important de définir et de formuler le plus tôt possible le rôle des organisations non gouvernementales dans le programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale,

Prie le Conseil chargé des organisations non gouvernementales d'élaborer des recommandations appropriées concernant le rôle des organisations non gouvernementales dans le programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, lors des séances qu'il tiendra au cours de la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social, et de les présenter à l'Assemblée générale lors de sa vingt-huitième session, par l'intermédiaire du Conseil à la reprise de sa cinquante-cinquième session.

III

PROJET DE CONVENTION SUR L'ÉLIMINATION ET LA RÉPRESSION DU CRIME D'"APARTHEID"

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 2922 (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 15 novembre 1972,

Ayant examiné le projet de convention sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid [voir E/5265, chap. XX, résolution 16 (XXIX), annexe],

1. *Approuve* le projet de convention sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid;

2. *Recommande* à l'Assemblée générale d'examiner et d'approuver, lors de sa vingt-huitième session, le projet de convention sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid.

IV

PROJET DE PRINCIPES RELATIFS À L'ÉGALITÉ DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Le Conseil économique et social

Recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

"L'Assemblée générale,

"Prenant note de la résolution 5 (XXIX) de la Commission des droits de l'homme, en date du 20 mars 1973 (voir E/5265, chap. XX), et de la résolution 1785 (LIV) du Conseil économique et social, en date du 18 mai 1973,

"Considérant que les observations reçues des gouvernements² comme suite à la résolution 8 (XXVIII) de la Commission des droits de l'homme montrent que les gouvernements ont des vues très diverses et doivent faire face à des problèmes très variés en ce qui concerne le projet de principes relatifs à l'égalité

² Voir E/CN.4/1112 et Add.1 à 8.

dans l'administration de la justice³ qui figure dans la résolution 3 (XXIII) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

"1. *Exprime sa vive satisfaction* au Rapporteur spécial, M. Abu Rannat, pour l'étude qu'il a faite⁴;

"2. *Invite instamment* les Etats Membres à prendre dûment en considération, lorsqu'ils élaborent des dispositions législatives ou prennent d'autres mesures touchant l'égalité dans l'administration de la justice, le projet de principes mentionné ci-dessus, qui peut être considéré comme énonçant des normes utiles pour aboutir à l'élaboration d'une déclaration ou d'un instrument international approprié."

V

ETUDE DES MESURES DISCRIMINATOIRES DANS LE DOMAINE DES DROITS POLITIQUES ET PROJET DE PRINCIPES GÉNÉRAUX RELATIFS À LA LIBERTÉ ET À LA NON-DISCRIMINATION EN MATIÈRE DE DROITS POLITIQUES

Le Conseil économique et social,

Prenant note de la résolution 6 (XXIX) de la Commission des droits de l'homme, en date du 20 mars 1973 (voir E/5265, chap. XX),

Considérant que l'Etude des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques⁵ et le projet de principes généraux relatifs à la liberté et à la non-discrimination en matière de droits politiques, élaboré par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, qui y est annexé ont fait l'objet d'un examen préliminaire et ont été envoyés aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et membres des institutions spécialisées ainsi qu'aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, pour commentaires et observations,

Considérant que le Rapporteur spécial, M. Hernán Santa Cruz, a présenté son étude à la Commission des droits de l'homme et l'a commentée,

1. *Exprime sa vive satisfaction* au Rapporteur spécial pour l'étude qu'il a faite;

2. *Exprime également sa satisfaction* à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités;

3. *Appelle l'attention* des gouvernements, des organisations intergouvernementales internationales et régionales, des organisations non gouvernementales et des autres institutions et organismes intéressés sur le projet de principes généraux relatifs à la liberté et à la non-discrimination en matière de droits politiques, et exprime l'espoir qu'ils tiendront compte de ce projet ainsi que des dispositions pertinentes du Pacte international relatif aux droits civils et politiques⁶, lorsqu'ils examineront la question de la discrimination en matière de droits politiques;

4. *Prie* le Secrétaire général de porter le projet de principes généraux à l'attention des Etats parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques lors de leur première réunion, en vue de sa transmis-

sion au comité des droits de l'homme qui doit être créé en vertu de ce pacte;

5. *Décide* que la Commission des droits de l'homme devra maintenir la question de la réalisation des droits politiques à son ordre du jour.

VI

ETUDE DES MESURES DISCRIMINATOIRES CONTRE LES PERSONNES NÉES HORS MARIAGE ET PROJET DE PRINCIPES GÉNÉRAUX RELATIFS À L'ÉGALITÉ ET À LA NON-DISCRIMINATION À L'ÉGARD DE CES PERSONNES

Le Conseil économique et social,

Prenant note de la résolution 7 (XXIX) de la Commission des droits de l'homme, en date du 20 mars 1973 (voir E/5265, chap. XX),

Considérant que l'Etude des mesures discriminatoires contre les personnes nées hors mariage⁷ et le projet de principes généraux relatifs à l'égalité et à la non-discrimination à l'égard de ces personnes, élaboré par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, qui y est annexé, sur lesquels porte la résolution ci-dessus, embrassent beaucoup de questions actuellement soumises à l'examen de la Commission du développement social et de la Commission de la condition de la femme,

1. *Exprime sa vive satisfaction* au Rapporteur spécial, M. Voitto Saario, pour l'étude qu'il a faite;

2. *Prie* le Secrétaire général de transmettre le projet de principes généraux relatifs à l'égalité et à la non-discrimination à l'égard des personnes nées hors mariage aux gouvernements, aux institutions spécialisées, aux organisations intergouvernementales régionales et aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, pour qu'ils fassent connaître leurs commentaires et observations;

3. *Invite* la Commission du développement social et la Commission de la condition de la femme à examiner, selon qu'il conviendra, l'Etude des mesures discriminatoires contre les personnes nées hors mariage et le projet de principes généraux y relatifs, en tenant compte des observations qu'aura reçues le Secrétaire général conformément au paragraphe 2 ci-dessus;

4. *Prie* la Commission des droits de l'homme d'examiner à nouveau la question à sa trente et unième session.

VII

ETUDE DES MESURES DISCRIMINATOIRES DANS LE DOMAINE DU DROIT QU'A TOUTE PERSONNE DE QUITTER TOUT PAYS, Y COMPRIS LE SIEN, ET DE REVENIR DANS SON PAYS, ET PROJET DE PRINCIPES RELATIFS À LA LIBERTÉ ET À LA NON-DISCRIMINATION EN CE QUI CONCERNE CE DROIT

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1694 (LII) du 2 juin 1972,

Prenant note de la résolution 12 (XXIX) de la Commission des droits de l'homme, en date du 23 mars 1973 (voir E/5265, chap. XX),

Affirmant l'importance des droits mentionnés à l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont la jouissance est essentielle,

⁷ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.68.XIV.3.

³ Voir E/CN.4/1077.

⁴ Etude sur l'égalité dans l'administration de la justice (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.XIV.3).

⁵ Publication des Nations Unies, numéro de vente : 63.XIV.2.

⁶ Voir résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale, annexe.

1. *Exprime sa vive satisfaction* au Rapporteur spécial, M. José D. Inglés, pour son *Etude des mesures discriminatoires dans le domaine du droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays*⁸;

2. *Affirme* qu'il est nécessaire que les gouvernements, en ce qui concerne la jouissance du droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays, gardent présentes à l'esprit les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, les dispositions de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres dispositions pertinentes de la Déclaration, les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques⁹ et la Charte des Nations Unies;

3. *Appelle l'attention* des gouvernements, des organisations intergouvernementales internationales et régionales, des organisations non gouvernementales et des autres institutions et organismes intéressés sur le projet de principes relatifs à la liberté et à la non-discrimination dans le domaine du droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays, que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a adopté par sa résolution 2 (XV), et exprime l'espoir qu'ils tiendront compte des dispositions pertinentes de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que des décisions pertinentes des Nations Unies et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, lorsqu'ils étudieront des lois ou règlements relatifs à la question de la liberté et de la non-discrimination en ce qui concerne le droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays;

4. *Prie* le Secrétaire général de porter le projet de principes à l'attention des Etats parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques lors de leur première réunion, en vue de sa transmission au Comité des droits de l'homme qui doit être créé en vertu de ce pacte;

5. *Décide* que la Commission des droits de l'homme devra maintenir à son ordre du jour la question du droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays, et l'examiner à des intervalles de trois ans coïncidant avec son examen des rapports périodiques sur les droits civils et politiques.

VIII

EXPLOITATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE PAR UN TRAFIC ILLICITE ET CLANDESTIN

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1706 (LIII) du 28 juillet 1972 et la résolution 2920 (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 15 novembre 1972,

Rappelant les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux termes desquelles chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la Déclaration, sans distinction aucune,

Considérant qu'une action efficace en vue d'empêcher l'exploitation des victimes du trafic illicite de la main-d'œuvre exige un ensemble de mesures destinées

à intensifier la protection des droits de l'homme dans le cas des travailleurs étrangers,

1. *Invite à nouveau instamment* les Etats à ratifier les conventions de l'Organisation internationale du Travail en la matière, notamment la Convention concernant les travailleurs migrants, révisée en 1949¹⁰, et à conclure, en tant que de besoin, des accords bilatéraux relatifs aux travailleurs migrants;

2. *Voit avec satisfaction* les travaux extrêmement utiles entrepris par l'Organisation internationale du Travail en vue de renforcer le mécanisme international pour la protection des travailleurs migrants, ainsi que la décision de son conseil d'administration d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la cinquante-neuvième session de la Conférence internationale du Travail, et exprime l'espoir que la Conférence prendra des décisions menant à l'adoption de mesures qui permettront d'assurer une protection adéquate à tous les travailleurs migrants et autres travailleurs étrangers, ce qui réduira les possibilités d'exploitation de la main-d'œuvre par un trafic illicite ou clandestin;

3. *Prie* la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités d'examiner la question en priorité à sa vingt-sixième session, eu égard aux instruments adoptés par les Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, et de recommander les nouvelles mesures qui pourraient être nécessaires pour assurer, sans discrimination, la protection des droits de l'homme des travailleurs étrangers, compte tenu des discussions auxquelles la question a donné lieu à l'Assemblée générale, au Conseil économique et social et à la Commission des droits de l'homme;

4. *Prie* la Commission de la condition de la femme d'examiner la question de l'exploitation des victimes du trafic clandestin de la main-d'œuvre, en particulier l'exploitation des jeunes femmes, compte tenu de la discussion à laquelle la question a donné lieu à la Commission des droits de l'homme (voir E/5265, chap. V), et de faire rapport au Conseil économique et social;

5. *Prie* les Etats Membres de communiquer au Secrétaire général les données, études et suggestions qu'ils estiment pertinentes, aux fins de transmission à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et à la Commission de la condition de la femme, à leurs prochaines sessions, eu égard aux paragraphes 3 et 4 ci-dessus;

6. *Prie* la Commission des droits de l'homme d'examiner cette question en priorité à sa trentième session.

IX

QUESTION DE LA PROTECTION JURIDIQUE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME DANS LE CAS DE PERSONNES QUI NE SONT PAS RESSORTISSANTS DU PAYS DANS LEQUEL ELLES VIVENT

Le Conseil économique et social,

Réaffirmant les principes de l'égalité souveraine des Etats et de la non-ingérence dans les affaires intérieures,

Soulignant que les non-ressortissants doivent respecter les lois en vigueur dans les Etats où ils résident et, en particulier, ne pas se livrer à des activités préju-

⁸ Publication des Nations Unies, numéro de vente : 64.XIV.2.

⁹ Voir résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale, annexe.

¹⁰ Voir *Conventions et recommandations, 1919-1966* (Bureau international du Travail, Genève, 1966), Convention n° 97, p. 842.

diciables aux intérêts politiques et économiques de ces Etats,

Rappelant les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux termes desquelles chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la Déclaration sans distinction aucune,

Notant, toutefois, qu'en pratique les Etats établissent souvent des distinctions entre leurs ressortissants et les ressortissants d'autres Etats,

Notant en outre que, si ces distinctions font l'objet de dispositions dans certains instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, l'Organisation des Nations Unies n'a pas examiné d'une manière générale la mesure dans laquelle lesdits instruments sont applicables aux personnes qui ne sont pas des ressortissants de l'Etat dans lequel elles vivent,

1. *Prie* la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités d'étudier en priorité, à sa vingt-sixième session, la question de l'applicabilité, aux personnes qui ne sont pas des ressortissants du pays dans lequel elles vivent, des dispositions internationales en vigueur relatives à la protection des droits de l'homme, d'examiner les mesures qu'il serait souhaitable de prendre dans le domaine des droits de l'homme, y compris la possibilité d'adopter une déclaration, et de présenter des recommandations appropriées à la Commission des droits de l'homme, à sa trentième session;

2. *Prie* la Commission des droits de l'homme d'étudier la question en priorité à sa trentième session en se fondant sur le rapport établi par la Sous-Commission à sa vingt-sixième session;

3. *Invite instamment* les Etats, en attendant l'adoption d'autres mesures dans ce domaine, à accorder la plus grande protection possible à toutes les personnes qui ne sont pas leurs ressortissants, mais qui relèvent néanmoins de leur juridiction;

4. *Demande* à tous les Etats de respecter le droit des personnes de communiquer avec les agents consulaires dûment désignés envoyés par l'Etat dont ces personnes sont des ressortissants et, selon qu'il convient, leur droit de se rendre auprès d'eux, conformément aux règles pertinentes du droit international;

5. *Décide* d'examiner cette question à sa cinquante-sixième session.

X

QUESTION DU CHÂTIMENT DES CRIMINELS DE GUERRE ET DES INDIVIDUS QUI ONT COMMIS DES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 2583 (XXIV) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1969, par laquelle l'Assemblée a souligné la nécessité particulière de prendre, sur le plan international, des mesures en vue d'assurer la poursuite et le châtimement des individus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité,

Rappelant aussi la résolution 3020 (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1972, par laquelle l'Assemblée s'est déclarée convaincue que le châtimement effectif des individus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité constitue un élément important de la prévention de tels crimes et de leur élimination, ainsi que d'une meilleure

protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, du développement de la coopération entre les peuples, de la paix et de la sécurité internationales,

1. *Approuve* le projet de principes de la coopération internationale en ce qui concerne le dépistage, l'arrestation, l'extradition et le châtimement des individus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité;

2. *Approuve* l'inscription à l'ordre du jour de la trente et unième session de la Commission des droits de l'homme de la question du châtimement des criminels de guerre et des individus qui ont commis des crimes contre l'humanité;

3. *Recommande* à l'Assemblée générale d'examiner, à sa vingt-huitième session, le projet de principes de la coopération internationale en ce qui concerne le dépistage, l'arrestation, l'extradition et le châtimement des individus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, et d'adopter le projet de résolution suivant :

"L'Assemblée générale,

"Rappelant ses résolutions 2583 (XXIV) du 15 décembre 1969, 2712 (XXV) du 15 décembre 1970, 2840 (XXVI) du 18 décembre 1971 et 3020 (XXVII), du 18 décembre 1972,

"Considérant la nécessité particulière de prendre, sur le plan international, des mesures en vue d'assurer la poursuite et le châtimement des individus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité,

"Ayant examiné le projet de principes de la coopération internationale en ce qui concerne le dépistage, l'arrestation, l'extradition et le châtimement des individus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité,

"Déclare que l'Organisation des Nations Unies, s'inspirant des principes et des buts énoncés dans la Charte des Nations Unies en ce qui concerne le développement de la coopération entre les peuples et le maintien de la paix et de la sécurité internationales, proclame les principes suivants de la coopération internationale concernant le dépistage, l'arrestation, l'extradition et le châtimement des individus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité :

"1. Les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, où qu'ils aient été commis et quel que soit le moment où ils ont été commis, doivent faire l'objet d'une enquête, et les individus contre lesquels il existe des preuves établissant qu'ils ont commis de tels crimes doivent être recherchés, arrêtés, traduits en justice et, s'ils sont reconnus coupables, châtiés.

"2. Les Etats coopèrent sur une base bilatérale et multilatérale en vue d'empêcher et de prévenir les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité et prennent à cette fin les mesures nationales et internationales indispensables.

"3. Les Etats se prêtent mutuellement leur concours en vue de dépistage, de l'arrestation et de la mise en jugement des individus soupçonnés d'avoir commis de tels crimes, ainsi que de leur châtimement s'ils sont reconnus coupables.

"4. Les individus contre lesquels il existe des preuves établissant qu'ils ont commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité doivent

être traduits en justice et, s'ils sont reconnus coupables, châtiés, en règle générale, dans les pays où ils ont commis ces crimes. A cet égard, les Etats coopèrent pour tout ce qui touche à l'extradition de ces individus.

"5. Les Etats coopèrent mutuellement en ce qui concerne la collecte de renseignements, ainsi que de documents se rapportant aux enquêtes, propres à faciliter la mise en jugement des individus visés au paragraphe 4, et se communiquent de tels renseignements.

"6. Conformément à l'article premier de la Déclaration sur l'asile territorial, en date du 14 décembre 1967, les Etats n'accordent pas l'asile à des individus dont on a de sérieuses raisons de penser qu'ils ont commis un crime contre la paix, un crime de guerre ou un crime contre l'humanité¹¹.

"7. Les Etats ne prennent aucune mesure législative ou autre qui pourrait porter atteinte aux obligations internationales qu'ils ont assumées en ce qui concerne le dépistage, l'arrestation, l'extradition et le châtiment des individus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

"8. Lorsqu'ils coopèrent en vue du dépistage, de l'arrestation et de l'extradition d'individus contre lesquels il existe des preuves établissant qu'ils ont commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, ainsi qu'en vue du châtiment de ces individus s'ils sont reconnus coupables, les Etats agissent conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies¹²."

XI

QUESTION DE LA JOUISSANCE DES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS PROCLAMÉS DANS LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME ET DANS LE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS, ET ÉTUDE DES PROBLÈMES PARTICULIERS RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Le Conseil économique et social,

Prenant note de la résolution 14 (XXIX) de la Commission des droits de l'homme, en date du 30 mars 1973 (voir E/5265, chap. XX), et de sa propre résolution 1689 (LII) du 2 juin 1972, en particulier,

Considérant que l'étude du Rapporteur spécial sur la question de la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels¹³ exige un examen attentif des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées avant que la Commission des droits de l'homme puisse à son tour l'étudier de manière approfondie,

Considérant que les renseignements demandés par le Conseil à toutes les commissions économiques régionales ainsi qu'au Comité de l'examen et de l'évaluation et au Comité de la planification du développement au titre des paragraphes 3 et 4 de la résolution 1689 (LII) du Conseil ne seront probablement pas à la disposition

de la Commission des droits de l'homme avant sa trentième session au plus tôt,

Ayant présente à l'esprit la résolution 421 E (V) de l'Assemblée générale, en date du 4 décembre 1950, dans laquelle il est déclaré que l'homme privé des droits économiques, sociaux et culturels ne représente pas cette personne humaine que la Déclaration universelle envisage comme l'idéal de l'homme libre,

Considérant que la situation économique et sociale des pays en voie de développement ne s'est pas suffisamment améliorée, ce qui entrave sérieusement la pleine jouissance des droits économiques, sociaux et culturels et rend nécessaire, parallèlement aux efforts et programmes des Etats intéressés, une meilleure coopération internationale,

1. *Prend acte avec une vive satisfaction* de l'étude du Rapporteur spécial, M. Manouchehr Ganji;

2. *Prie* le Secrétaire général de communiquer l'étude du Rapporteur spécial aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées et aux Etats parties au Statut de la Cour internationale de Justice, pour qu'ils formulent des observations et commentaires d'ici au 1^{er} novembre 1973, afin que la Commission des droits de l'homme puisse en être saisie pour examen à sa trentième session, avec les autres recommandations éventuelles du Rapporteur spécial;

3. *Autorise* le Rapporteur spécial à entreprendre les autres consultations qu'il jugera nécessaires avec les organes intéressés de l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales régionales appropriées;

4. *Prie* le Rapporteur spécial d'achever son étude en prenant en considération les commentaires et observations des gouvernements, des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales, ainsi que des vues exprimées à la vingt-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, et de faire rapport à la Commission à sa trentième session;

5. *Prie* le Secrétaire général d'accorder au Rapporteur spécial l'assistance qu'il conviendra;

6. *Prie en outre* les institutions spécialisées, les commissions économiques régionales et les organes intéressés de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les autres organisations intergouvernementales, de fournir au Rapporteur spécial l'assistance appropriée dont il aura besoin pour mener sa tâche à bien;

7. *Recommande* que la Commission des droits de l'homme examine cette question en priorité à sa trentième session, en vue de prendre une décision définitive au sujet du rapport.

XII

"ANNUAIRE DES DROITS DE L'HOMME"

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 275 C (X) du 17 février 1950, 303 H (XI) du 9 août 1950, 683 D (XXVI) du 21 juillet 1958 et 826 D (XXXII) du 27 juillet 1961,

Rappelant aussi sa résolution 1693 (LII) du 2 juin 1972, par laquelle il a chargé le Comité spécial des rapports périodiques de la Commission des droits de l'homme d'examiner l'efficacité du système actuel de rassemblement et de diffusion des renseignements sur l'application des droits de l'homme, en prêtant particulièrement attention à l'*Annuaire des droits de*

¹¹ Voir résolution 2312 (XXII) de l'Assemblée générale.

¹² Voir résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale, annexe.

¹³ E/CN.4/1108 et Add.1 à 9.

l'homme et à ses relations avec les rapports périodiques sur les droits de l'homme,

1. *Prend acte* du rapport du Comité spécial des rapports périodiques sur sa session spéciale¹⁴;

2. *Décide* de publier dorénavant l'*Annuaire des droits de l'homme* tous les deux ans à compter de l'*Annuaire* pour 1973-1974;

3. *Décide en outre* que l'*Annuaire des droits de l'homme* comprendra trois sections ainsi conçues :

a) Une section relative aux faits nouveaux intervenus pendant la période considérée dans les différents Etats et intéressant les droits de l'homme, tels qu'ils sont définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, et qui consistera en exposés concis des gouvernements sur les faits nouveaux intervenus dans le domaine législatif et dans d'autres domaines, les faits étant classés par sujets;

b) Une section sur les territoires sous tutelle et sur les territoires non autonomes, rédigée conformément à la résolution 275 C (X) du Conseil et dont l'ordonnance sera semblable à celle de la section relative aux faits nouveaux touchant les Etats;

c) Une section relative aux faits nouveaux qui se sont produits sur le plan international et contenant des renseignements sur les accords internationaux ainsi qu'un bref résumé des activités entreprises par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme au cours de la période;

4. *Prie* le Secrétaire général de demander aux gouvernements de présenter :

a) Sous forme narrative, une description concise, par sujet, des faits nouveaux intervenus sur le plan national au cours de la période considérée;

b) Des textes de lois, des décisions de tribunaux et autres documents pertinents, qui seraient conservés pour référence mais non reproduits et dont il serait fait mention dans des notes de bas de page ajoutées aux descriptions ci-dessus;

5. *Prie en outre* le Secrétaire général :

a) De demander instamment aux gouvernements d'envoyer leur contribution à l'*Annuaire* dans le délai fixé et dans une des langues officielles de l'Organisation des Nations Unies;

b) De consulter les gouvernements qui n'auront pas envoyé leur contribution dans le délai fixé sur la possibilité de reproduire les documents pertinents qu'il aura reçus d'eux en réponse à d'autres demandes de renseignements sur des questions touchant les droits de l'homme;

c) De demander instamment aux gouvernements de désigner des correspondants, ainsi qu'il est prévu dans la résolution 303 H (XI) du Conseil;

6. *Prie* le Secrétaire général d'étudier les moyens de faire connaître l'*Annuaire des droits de l'homme* au grand public;

7. *Prie* le Comité spécial des rapports périodiques de maintenir à l'étude les suggestions d'amélioration de l'*Annuaire des droits de l'homme*, en prévoyant le cas échéant une section spécialisée qui contiendrait des renseignements plus détaillés sur les faits nouveaux touchant les droits sur lesquels porte le cycle de rapports périodiques en cours.

¹⁴ E/CN.4/1104.

XIII

ELABORATION D'UN CODE INTERNATIONAL D'ÉTHIQUE POLICIÈRE

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1694 (LII) du 2 juin 1972,

Prenant note de la décision de la Commission des droits de l'homme (voir E/5265, chap. XX) de reporter de sa vingt-neuvième à sa trentième session l'examen des points de son ordre du jour relatifs à la prévention du crime et à la lutte contre la délinquance et à l'élaboration d'un code international d'éthique policière,

Prenant note également du fait que, depuis de nombreuses années, la Commission des droits de l'homme n'a pas été en mesure d'examiner le point de l'ordre du jour relatif à l'élaboration d'un code international d'éthique policière,

Conscient de la nécessité d'assurer une coordination appropriée des aspects des activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la prévention du crime et de la lutte contre la délinquance qui présentent de l'intérêt tant pour la Commission des droits de l'homme que pour le Comité de la prévention du crime et de la lutte contre la délinquance,

1. *Invite* le Comité de la prévention du crime et de la lutte contre la délinquance à examiner la possibilité d'inscrire dans son programme de travail la question de l'élaboration d'un code international d'éthique policière et de transmettre ses recommandations à la Commission des droits de l'homme, lors d'une future session appropriée, sur l'opportunité, la portée et le contenu éventuel d'un code international d'éthique policière;

2. *Prie* la Commission des droits de l'homme d'examiner la question de l'élaboration d'un code international d'éthique policière, lors d'une future session appropriée, compte tenu des recommandations du Comité de la prévention du crime et de la lutte contre la délinquance.

XIV

RAPPORT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Le Conseil économique et social

Prend acte du rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa vingt-neuvième session (E/5265).

XV

QUESTION DE L'ABSENCE DES DROITS SYNDICAUX ET DE LEUR VIOLATION FLAGRANTE

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 1216 (XLII) du 1^{er} juin 1967, 1302 (XLIV) du 28 mai 1968, 1412 (XLVI) du 6 juin 1969, 1509 (XLVIII) du 28 mai 1970 et 1599 (L) du 21 mai 1971,

Ayant examiné le rapport du Groupe spécial d'experts de la Commission des droits de l'homme (E/5245), présenté conformément à la résolution 1599 (L) du Conseil,

Gravement préoccupé par l'absence des droits syndicaux et de leur violation flagrante en Namibie, en Rhodésie du Sud et dans les territoires africains sous domination portugaise,

1. *Exprime sa satisfaction* du travail accompli par le Groupe spécial d'experts et prend note de ses conclusions et recommandations;

I. — Namibie

2. *Condamne énergiquement* la détention sans jugement des grévistes africains dans l'Ovamboland et leur retour forcé aux réserves, et exige leur mise en liberté immédiate et inconditionnelle;

3. *Note avec préoccupation* l'absence continue d'une organisation syndicale en Namibie;

4. *Prie* l'Organisation internationale du Travail d'étudier les moyens par lesquels les droits syndicaux du peuple namibien devraient être assurés;

II. — Rhodésie du Sud

5. *Condamne* l'existence des camps dits de transit servant au recrutement de la main-d'œuvre forcée, la pratique discriminatoire de ségrégation et de réservation en matière d'emploi entre les travailleurs blancs et les travailleurs noirs et l'importation de travailleurs immigrants blancs en Rhodésie du Sud pour leur faire faire des travaux qui pourraient être faits par les habitants du Zimbabwe;

6. *Condamne également* le traitement discriminatoire des travailleurs africains en Rhodésie du Sud, qui accroît de plus en plus le chômage parmi les travailleurs africains;

7. *Note avec une vive préoccupation* la suppression progressive des droits syndicaux limités en Rhodésie du Sud;

8. *Prie* l'Organisation internationale du Travail de continuer à étudier et à examiner les conditions de travail de la main-d'œuvre noire en Rhodésie du Sud;

III. — Territoires africains sous domination portugaise

9. *Note avec une vive préoccupation* l'existence d'une forme de travail forcé ainsi que la hiérarchie discriminatoire des codes du travail en Angola et au Mozambique;

10. *Condamne* l'existence de centres de transit et d'autres centres similaires destinés aux travailleurs africains, ainsi que les conditions qui règnent dans ces camps;

11. *Recommande* que, comme les objectifs des diverses conventions de l'Organisation internationale du Travail n'ont pas été pleinement atteints, cette organisation examine tous les moyens qui permettraient de renforcer l'application par le Portugal des conventions auxquelles il est partie;

* * *

12. *Prie* le Groupe spécial d'experts de continuer à surveiller le système de recrutement des travailleurs africains, ainsi que les inégalités de salaire entre les travailleurs noirs et les travailleurs blancs en Afrique du Sud, en Namibie, en Rhodésie du Sud et dans les territoires africains sous domination portugaise, et de présenter un rapport au Conseil économique et social, lors de sa cinquante-huitième session au plus tard;

13. *Prie* le Secrétaire général de porter la présente résolution et le rapport du Groupe spécial d'experts à l'attention des gouvernements des Etats Membres, du Comité spécial de l'*apartheid*, du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application

de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, du Conseil pour la Namibie, du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et du Conseil de sécurité;

14. *Prie également* le Secrétaire général de transmettre la présente résolution et le rapport du Groupe spécial d'experts à l'Assemblée générale.

46. Le Comité recommande en outre au Conseil d'adopter les projets de décision ci-après :

1. — PROJET DE PROGRAMME POUR LA DÉCENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE

Le Conseil économique et social décide de soumettre à l'Assemblée générale, à sa vingt-huitième session, le projet de programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale qui est exposé dans la résolution 1 (XXIX) de la Commission des droits de l'homme (voir E/5265, chap. XX).

2. — POURSUITE D'ÉTUDES SUR LA DISCRIMINATION RACIALE

Le Conseil économique et social prie le Rapporteur spécial chargé de l'étude intitulée *La discrimination raciale*¹⁵ de mettre à jour cette étude en insistant particulièrement sur la discrimination pour motifs de couleur, compte tenu des avis et des vues exprimés à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à sa vingt-cinquième session, à la Commission des droits de l'homme à sa vingt-neuvième session et au Conseil économique et social à sa cinquante-quatrième session, afin que la Sous-Commission puisse examiner la version révisée de l'étude à sa vingt-huitième session.

3. — RAPPORT DU GROUPE SPÉCIAL D'EXPERTS

Le Conseil économique et social :

a) *Prie* le Secrétaire général, en consultation avec les organes compétents des Nations Unies, d'étudier les moyens de venir en aide aux victimes de la situation évoquée dans la résolution 19 (XXIX) de la Commission des droits de l'homme (voir E/5265, chap. XX), en particulier aux prisonniers politiques et à leurs familles;

b) *Demande* au Secrétaire général et au Conseil des Nations Unies pour la Namibie de tenir compte, dans le cadre de leurs activités relatives à la Namibie, des conclusions et recommandations du Groupe spécial d'experts sur la Namibie¹⁶;

c) *Invite* l'Assemblée générale à informer le Conseil de sécurité des bombardements aériens et de l'emploi de substances chimiques nocives auxquelles le Gouvernement portugais aurait recours dans les régions libérées¹⁷;

d) *Recommande* que des dispositions soient prises pour fournir au Groupe spécial d'experts des ressources financières et des effectifs suffisants pour s'acquitter de son mandat;

e) *Invite* le Secrétaire général à faire diffuser largement le rapport du Groupe spécial d'experts¹⁸;

¹⁵ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.71.XIV.2.

¹⁶ E/CN.4/1111, chap. VI, sect. B.

¹⁷ *Ibid.*, sect. D, 100.

¹⁸ E/CN.4/1111.

f) Prie de nouveau le Comité spécial de l'*apartheid* et la Commission du droit international de faire connaître au plus tôt leurs observations et leurs suggestions sur l'étude que le Groupe spécial d'experts a consacrée à l'*apartheid* du point de vue du droit pénal international¹⁹.

4. — ENSEIGNEMENT DES DROITS DE L'HOMME DANS LES UNIVERSITÉS ET ÉLABORATION D'UNE DISCIPLINE SCIENTIFIQUE DISTINCTE CONCERNANT LES DROITS DE L'HOMME

Le Conseil économique et social prend note de l'avis favorable que la Commission des droits de l'homme a émis, dans sa résolution 17 (XXIX) [voir E/5265, chap. XX], au sujet de la création d'un centre d'enseignement et de recherche dans le domaine des droits de l'homme dans le cadre de l'Université des Nations Unies créée par la résolution 2951 (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1972.

5. — PÉRIODICITÉ DES SESSIONS DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME ET DE SES ORGANES SUBSIDIAIRES

Le Conseil économique et social prend note de la résolution 20 (XXIX) de la Commission des droits de l'homme (voir E/5265, chap. XX) concernant la périodicité des sessions de la Commission et de ses organes subsidiaires.

6. — RATIONALISATION ET AMÉLIORATION DU SYSTÈME DES RAPPORTS PÉRIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Le Conseil économique et social approuve les recommandations de caractère général et les recommandations concernant les rapports périodiques sur les droits de l'homme qui sont formulées dans le rapport du Comité spécial des rapports périodiques sur sa session extraordinaire²⁰ et qui figurent dans l'annexe ci-dessous.

ANNEXE

A. — RECOMMANDATIONS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

1) Le système actuel de rassemblement et de diffusion des renseignements relatifs aux droits de l'homme, en particulier au moyen de rapports périodiques et de l'*Annuaire des droits de l'homme*, doit être maintenu, moyennant les améliorations appropriées.

¹⁹ E/CN.4/1075 et Corr.1.

²⁰ E/CN.4/1104, par. 27 A et B.

2) Il convient de prier les gouvernements de présenter leurs rapports et leurs contributions à l'*Annuaire* dans les délais fixés par le Secrétaire général.

3) Il convient de prier les gouvernements de présenter lesdits rapports et contributions dans l'une des langues officielles de l'Organisation des Nations Unies.

4) Il convient de continuer d'examiner la possibilité d'établir un lien plus étroit entre le système de rapports périodiques et l'*Annuaire des droits de l'homme*.

B. — RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES RAPPORTS PÉRIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

5) Il convient de maintenir le système actuel de rapports périodiques.

6) Le Comité n'a pas souscrit aux modifications préconisées dans la recommandation 10 du Corps commun d'inspection²¹ et recommande que :

a) Les rapports périodiques continuent d'être publiés intégralement en quatre langues;

b) Les résumés analytiques actuellement établis par le Secrétariat continuent d'être reproduits en quatre langues;

c) Les index par sujets et par pays soient également maintenus.

7) La Commission des droits de l'homme et son Comité spécial des rapports périodiques devraient suivre de près la question de la possibilité de perfectionner et d'améliorer le système actuel de rapports périodiques.

7. — RAPPORTS PÉRIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Le Conseil économique et social appelle l'attention de l'Assemblée générale sur l'importance du système des rapports périodiques et invite l'Assemblée à prier instamment les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées de coopérer pleinement en soumettant les rapports qui leur sont demandés en vertu de ce système.

8. — DROITS DE L'HOMME

Le Conseil économique et social, ayant pris note de la lettre, en date du 4 mai 1973, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies (E/5325), en rejette les termes ainsi que les attaques sans fondement qui y sont portées contre les membres du Groupe spécial d'experts et contre la Commission des droits de l'homme.

²¹ Voir A/8319 et Corr.1, partie A, sect. IX.

DECISIONS PRISES PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1858^e séance, le 18 mai 1973, le Conseil s'est prononcé sur les projets de résolution I à XV et sur les projets de décision 1 à 8 présentés par le Comité social (E/5345, par. 45 et 46).

Le projet de résolution I a été adopté par 25 voix contre zéro, avec une abstention; le projet de résolution II a été adopté sans opposition; le projet III a été adopté par 18 voix contre 2, avec 6 abstentions; le projet IV par 22 voix contre zéro, avec 3 abstentions; les projets V et VI ont été adoptés sans opposition; en ce qui concerne le projet VII, un vote séparé ayant été demandé par le représentant de l'URSS sur le paragraphe 5, ce paragraphe a été adopté par 12 voix contre 5, avec 7 abstentions, et l'ensemble du projet a été adopté par 19 voix contre 4, avec 2 abstentions; le projet VIII a été adopté sans opposition; le projet IX, par 20 voix contre zéro, avec 5 abstentions; le projet X par 22 voix contre zéro, avec 3 abstentions; les projets XI et XII ont été adoptés sans opposition; le projet XIII par 21 voix contre 4, avec une abstention; le projet XIV a été adopté sans opposition et le projet XV par 22 voix contre zéro, avec 4 abstentions.

Les projets de décision 1 et 2 ont été adoptés sans opposition; les projets 3, 4 et 5 par 22 voix contre zéro, avec 4 abstentions; le projet 6 par 24 voix contre zéro, avec une abstention; le projet 7 par 20 voix contre zéro, avec 6 abstentions, et le projet 8 par 21 voix contre zéro, avec 5 abstentions.

Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1*, résolutions 1782 (LIV) à 1796 (LIV), et "Décisions".

REPertoire DES DOCUMENTS

NOTE. — Le présent répertoire comprend les documents mentionnés au cours de l'examen du point 18 de l'ordre du jour qui ne sont pas reproduits dans le fascicule.

<i>Cotes des documents</i>	<i>Titre</i>	<i>Observations et références</i>
E/5237 et Add.1 et 2	Elimination de la discrimination raciale. — Renseignements communiqués par des organisations non gouvernementales: note du Secrétaire général	Miméographié.
E/5245	Rapport du Groupe spécial d'experts de la Commission des droits de l'homme présenté conformément à la résolution 1599 (L) du Conseil	<i>Idem.</i>
E/5251	Rapport intérimaire de l'Organisation internationale du Travail	<i>Idem.</i>
E/5265	Rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa vingt-neuvième session (26 février – 6 avril 1973)	<i>Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 6</i>
E/5325	Lettre, en date du 4 mai 1973, adressée au Secrétaire général par le représentant du Portugal	Miméographié.
E/5333	Lettre, en date du 9 mai 1973, adressée au Secrétaire général par le représentant de la Grèce	<i>Idem.</i>
E/L.1549	Incidences administratives et financières de la décision prise par le Comité social à sa 720 ^e séance: note du Secrétaire général	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.646	Pays-Bas et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: projet de résolution	Voir E/5345, par. 35 à 37.
E/AC.7/L.647	Ghana, Inde et Pakistan: projet de résolution	<i>Ibid.</i> , par. 8 et 9.
E/AC.7/L.648	Nouvelle-Zélande: amendements au projet de résolution X contenu dans le document E/5265 (chap. XXI)	Miméographié.
E/AC.7/L.649	Incidences administratives et financières du projet de résolution XI contenu dans le document E/5265 (chap. XXI)	<i>Idem.</i>
E/AC.7/L.650	Algérie, Chili, Egypte, Ghana, Kenya, Madagascar, Mali, Niger, Ouganda, Pakistan, Soudan et Zaïre: projet de résolution	Voir E/5345, par. 39 à 42.
E/AC.7/L.651	Danemark, Italie, Suède et Trinité-et-Tobago: amendement au projet de résolution VII contenu dans le document E/5265 (chap. XXI)	<i>Ibid.</i> , par. 22 et 23.



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

ANNEXES

CINQUANTE-QUATRIEME SESSION

NEW YORK, 1973

Point 19 de l'ordre du jour. — Rapport du Groupe de travail de la rationalisation*.

TABLE DES MATIERES

Cotes des documents	Titre	Pages
E/5352	Rapport du Comité de coordination	83
Décisions prises par le Conseil économique et social		90

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1858^e séance; voir également les comptes rendus des 465^e à 469^e, 471^e et 473^e à 479^e séances du Comité de coordination (E/AC.24/SR.465 à 469, 471 et 473 à 479).

DOCUMENT E/5352

Rapport du Comité de coordination

[Original : anglais]
[17 mai 1973]

1. Le Comité a examiné le point 19 de l'ordre du jour, sous la présidence de M. Wilhelm Breitenstein (Finlande), vice-président du Comité, de sa 465^e à sa 469^e séance et à ses 471^e et 473^e à 479^e séances, du 24 au 30 avril et du 3 au 16 mai 1973. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi du rapport du Groupe de travail de la rationalisation (E/5259), d'une note du Secrétariat concernant les dates auxquelles les documents destinés à la cinquante-quatrième session ont été distribués (E/AC.24/L.436) et du chapitre V du rapport du Comité du programme et de la coordination sur sa treizième session (E/5273¹).

3. A la 465^e séance, le représentant du Pakistan a présenté le projet de résolution E/AC.24/L.441 au nom également des délégations du Brésil, du Chili, de l'Egypte, de l'Inde, du Japon, du Kenya, des Pays-Bas, des Philippines, de la Roumanie, du Soudan et de la Yougoslavie, et le représentant des Philippines a présenté le projet de résolution E/AC.24/L.443 au nom également des délégations du Brésil, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Malaisie, de la Nouvelle-Zélande, du Soudan et du Zaïre.

4. A la 466^e séance, le représentant des Philippines, parlant au nom des auteurs, a apporté oralement des modifications au projet de résolution E/AC.24/L.443 en ajoutant un nouveau paragraphe au dispositif se lisant comme suit :

“2. Prie le Secrétaire général d'informer le Conseil économique et social, lors de sa cinquante-cinquième session, des progrès réalisés dans l'application du paragraphe 3 de la résolution 2847 (XXVI) de l'Assemblée générale”.

A la même séance, la Trinité-et-Tobago s'est jointe aux auteurs de ce projet de résolution.

5. A la 467^e séance, le Comité a adopté à l'unanimité le projet de résolution E/AC.24/L.443 tel qu'il avait été révisé oralement. [Pour le texte, voir par. 25 ci-dessous, projet de résolution I.]

6. A la 469^e séance, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a présenté les projets de résolution et les projets de décision E/AC.24/L.444, E/AC.24/L.445, E/AC.24/L.446, E/AC.24/L.447 et E/AC.24/L.448. A la même séance, le représentant du Ghana s'est joint aux auteurs du projet de résolution E/AC.24/L.441.

7. A la 471^e séance, le représentant du Royaume-Uni a présenté le projet de résolution E/AC.24/L.450 et l'a modifié oralement en ajoutant, au deuxième alinéa du préambule du texte anglais, le mot “both” avant les mots “developed and developing countries” et en ajoutant les mots “qui sera composé de 32 membres qui seront élus à la cinquante-cinquième session du Conseil” après les mots “issue de cette fusion” au paragraphe 2 du dispositif.

8. A la 473^e séance, le représentant des Pays-Bas a présenté le projet de résolution révisé E/AC.24/L.441/Rev.1 au nom également des délégations de la Bolivie, du Brésil, du Chili, de l'Egypte, du Ghana, de l'Inde, de l'Indonésie, du Japon, du Kenya, de la Malaisie, du Pakistan, des Philippines, de la Roumanie, du Soudan et de la Yougoslavie.

9. A la 474^e séance, le représentant des Pays-Bas a présenté le projet de résolution E/AC.24/L.455 au nom également des délégations du Danemark, du Japon, du Kenya et du Pakistan.

10. A la 475^e séance, le représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine a proposé un amendement au projet de décision E/AC.24/L.446 tendant à ajouter les mots “à l'exception des commissions économiques régionales” après les mots “décide que ses organes subsidiaires”.

11. A la 476^e séance, le représentant des Pays-Bas a présenté un nouveau texte révisé du projet de ré-

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 7.

solution (E/AC.24/L.441/Rev.2) au nom également des délégations de la Bolivie, du Brésil, du Chili, de l'Égypte, du Ghana, de l'Inde, de l'Indonésie, du Japon, du Kenya, de la Malaisie, du Pakistan, des Philippines, de la Roumanie, du Soudan et de la Yougoslavie.

12. A la 477^e séance, le représentant du Royaume-Uni a présenté les projets de résolution révisés E/AC.24/L.445/Rev.1 et E/AC.24/L.448/Rev.1. Il a également retiré le projet de décision E/AC.24/L.447 et annoncé que sa délégation n'insisterait pas pour que le Comité vote sur le projet de résolution E/AC.24/L.450 à ce stade. A la même séance, le représentant du Pakistan a proposé un amendement au projet de résolution E/AC.24/L.444 tendant à ajouter les mots "en particulier de celles qui lui auront été renvoyées par le Comité de la science et de la technique au service du développement" après les mots "pour l'examen de questions précises" au paragraphe 1 du dispositif. A la même séance, le représentant de la Nouvelle-Zélande s'est joint aux auteurs du projet de résolution E/AC.24/L.441/Rev.2.

13. A la 478^e séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a retiré un projet de résolution présenté par sa délégation (E/AC.24/L.452).

14. A la 479^e séance, le représentant des Pays-Bas, parlant au nom des auteurs, a révisé oralement le texte du projet de résolution E/AC.24/L.441/Rev.2 en remplaçant le titre de la section V par "L'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique", en ajoutant les mots "et l'AIEA" après les mots "les institutions spécialisées" et en ajoutant, après le mot "opérationnelles", les mots "ainsi que sur les aspects des relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'AIEA qui relèvent de la compétence du Conseil, telle que celle-ci est définie dans la Charte". Il a supprimé également, à l'alinéa a du paragraphe 16, les mots "le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, le Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance".

15. A la même séance, le Comité a adopté par consensus le projet de résolution E/AC.24/L.441/Rev.2, tel qu'il avait été modifié oralement. [Pour le texte, voir par. 25 ci-dessous, projet de résolution II.]

16. A la même séance, le représentant du Royaume-Uni a révisé oralement le projet de résolution E/AC.24/L.444 en remplaçant, au paragraphe 1, le mot "organes" par le mot "organismes", et en acceptant un amendement oral proposé par le représentant du Brésil tendant à remplacer, dans ce même paragraphe, les mots "la possibilité" par les mots "l'opportunité et la possibilité". Il a également accepté l'amendement oral proposé par le représentant du Pakistan à la 477^e séance (voir par. 12 ci-dessus).

17. Par des votes séparés demandés par le représentant du Ghana, le Comité a décidé, au paragraphe 1 du dispositif, de maintenir les mots "y compris l'opportunité et la possibilité" par 18 voix contre 11, avec 13 abstentions, et de maintenir le membre de phrase "et aussi la possibilité d'élargir et d'assouplir la composition du Comité consultatif" par 19 voix contre 10, avec 13 abstentions. L'ensemble du projet de résolution E/AC.24/L.444, tel qu'il avait été modifié oralement, a été adopté par 28 voix contre 7, avec 6 abstentions. [Pour le texte, voir par. 25 ci-dessous, projet de résolution III.]

18. A la même séance, le Comité a adopté par 32 voix contre une, avec 9 abstentions, l'amendement proposé oralement par le représentant de la RSS d'Ukraine (voir par. 10 ci-dessus) au projet de décision E/AC.24/L.446. Par un vote séparé, le Comité a rejeté la proposition tendant à supprimer les mots "ou *ad hoc*" par 14 voix contre 12, avec 14 abstentions. L'ensemble du projet de décision E/AC.24/L.446, tel qu'il avait été modifié, a été adopté par 32 voix contre 2, avec 8 abstentions. [Pour le texte, voir par. 26 ci-dessous, projet de décision A.]

19. A la même séance, le représentant du Royaume-Uni a modifié oralement le projet de résolution E/AC.24/L.448/Rev.1 en ajoutant, au paragraphe 1 du dispositif, après le mot "*Décide*", les mots "sans préjudice de l'article 17 de son règlement intérieur", en remplaçant au paragraphe 2 du dispositif les mots "lui donner satisfaction" par les mots "respecter le délai indiqué"; et en ajoutant après ces mots une nouvelle phrase rédigée comme suit: "dans les cas où l'Assemblée générale l'a prié de présenter un rapport au Conseil, le Secrétaire général informera le Conseil, lors de ses séances d'organisation, de la date à laquelle il pourra présenter la documentation requise". Il a également ajouté, à la fin du paragraphe 2 du dispositif, une nouvelle phrase ainsi conçue: "il fera néanmoins tout son possible pour terminer et présenter ladite documentation et indiquera aux membres de l'organe intéressé la date à laquelle elle sera présentée". Le Comité a alors adopté par consensus le projet de résolution E/AC.24/L.448/Rev.1, tel qu'il avait été modifié oralement. [Pour le texte, voir par. 25 ci-dessous, projet de résolution IV.]

20. A la même séance, le représentant des États-Unis a présenté le projet de décision E/AC.24/L.451/Rev.3 et l'a modifié oralement en remplaçant, à l'alinéa c, les mots "que le Conseil remplacera lui-même" par les mots "et remplacera ce dernier". Le représentant du Pakistan, au nom également des délégations du Danemark, du Japon, du Kenya et des Pays-Bas, a présenté le projet de résolution révisé E/AC.24/L.455/Rev.1. La représentante de la France a alors proposé formellement, conformément à l'article 66 du règlement intérieur du Conseil, de renvoyer à la cinquante-sixième session du Conseil l'examen du projet de décision E/AC.24/L.451/Rev.3 et du projet de résolution E/AC.24/L.455/Rev.1. [Pour le texte des deux projets, voir par. 24 ci-dessous.] La motion de la France a été adoptée par 17 voix contre 11, avec 3 abstentions. [Pour le texte, voir par. 26 ci-dessous, projet de décision C.]

21. A la même séance, le Comité a adopté par consensus le projet de résolution E/AC.24/L.445/Rev.1. [Pour le texte, voir par. 25 ci-dessous, projet de résolution V.]

22. A la même séance, le représentant du Canada a présenté, au nom également de la délégation des États-Unis, le projet de décision E/AC.24/L.453/Rev.1. Le représentant du Kenya a proposé un amendement oral à l'alinéa b, dont le texte serait alors le suivant: "*Prie* le Secrétaire général de faire rapport au Conseil à sa cinquante-sixième session, après avoir procédé à des consultations avec les États Membres sur tous les aspects des relations actuelles entre les deux comités, et de recommander des solutions possibles aux problèmes de chevauchement et de doubles emplois". Cet amendement oral a été accepté par les auteurs. Le Comité a alors adopté le projet de décision

E/AC.24/L.453/Rev.1, tel qu'il avait été modifié oralement, par 35 voix contre zéro, avec 4 abstentions. [Pour le texte, voir par. 26 ci-dessous, projet de décision B.]

23. Le projet de résolution du Royaume-Uni (E/AC.24/L.450) sur lequel le Comité n'a pas voté (voir par. 12 ci-dessus) se lisait comme suit :

"Le Conseil économique et social,

"Soulignant combien il est important pour lui de continuer à renforcer ses efforts en vue d'améliorer la condition politique, sociale et économique de la femme, notamment dans les pays en voie de développement et dans ceux d'entre eux qui sont les moins avancés,

"Préoccupé du fait que les problèmes relatifs à la condition de la femme devraient être examinés dans le contexte de la situation sociale d'ensemble existant dans les pays développés et dans les pays en voie de développement et non pas en tant que question distincte sans rapport avec cette situation,

"Préoccupé du fait que, bien que la Commission de la condition de la femme compte parmi ses membres un nombre élevé de femmes, le nombre de femmes siégeant dans d'autres organismes des Nations Unies s'occupant du développement économique et social est souvent insuffisant,

"Désireux de veiller autant que possible à ce que les activités de l'ONU dans le domaine de la condition de la femme visent à promouvoir une véritable égalité entre les hommes et les femmes dans un contexte aussi large que possible,

"1. Décide de fusionner la Commission du développement social avec la Commission de la condition de la femme;

"2. Décide que la nouvelle Commission issue de cette fusion, qui sera composée de 32 membres qui seront élus à la cinquante-cinquième session du Conseil, servira d'organe préparatoire et consultatif au Conseil économique et social en ce qui concerne la politique de développement social dans son ensemble et formulera des recommandations au Conseil en vue de promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, et en particulier de promouvoir l'égalité des droits entre les hommes et les femmes;

"3. Décide en outre que la nouvelle Commission issue de cette fusion tiendra sa première réunion en 1974;

"4. Décide également que la nouvelle Commission issue de cette fusion sera désignée sous un nouveau nom pour tenir compte de ses fonctions plus étendues, et prie le Secrétaire général, en consultation avec les gouvernements membres intéressés, de présenter un rapport sur une nomenclature et un mandat possibles à la première session de la nouvelle Commission issue de cette fusion pour qu'elle les examine et formule des recommandations au Conseil;

"5. Prie le Secrétaire général de prendre des dispositions, par les moyens appropriés, pour que les objectifs et les possibilités de la nouvelle Commission issue de cette fusion soient portés à l'attention d'un public aussi large que possible, et en particulier à celle des organisations féminines internationales, nationales et locales, de façon que celles-ci puissent jouer intégralement leur rôle dans la promotion des activités de la nouvelle Commission;

"6. Appelle l'attention des gouvernements sur la nécessité de veiller à ce que les femmes participent comme il se doit aux activités des divers organismes des Nations Unies."

24. Le projet de décision E/AC.24/L.451/Rev.3 et le projet de résolution E/AC.24/L.455/Rev.1 que le Comité a proposé au Conseil d'examiner à sa cinquante-sixième session (voir par. 20 ci-dessus) se lisaient comme suit :

"Le Conseil économique et social décide : a) de suspendre les sessions du Comité du programme et de la coordination jusqu'en 1975, à partir de la quatorzième session qui devait s'ouvrir le 22 mai 1973, sans préjudice de l'avenir du Comité; b) qu'un groupe ad hoc, comprenant notamment le bureau du Comité du programme et de la coordination, assistera le Conseil dans l'examen des parties du programme de travail et du budget biennaux pour 1974-1975 et du plan à moyen terme pour 1974-1977 du Secrétaire général se rapportant aux activités économiques, sociales et dans le domaine des droits de l'homme, à sa cinquante-cinquième session; c) que, pendant la durée de cette suspension, le Comité de coordination assurera la continuité des fonctions du Comité du programme et de la coordination et remplacera ce dernier lors des réunions communes avec le Comité administratif de coordination; d) de réexaminer à sa cinquante-neuvième session la nécessité de charger un organe (intergouvernemental) autre que le Comité de coordination du Conseil des fonctions d'établissement du budget des programmes et de leur coordination; et e) prie le Président du Comité du programme et de la coordination et le Président du Comité administratif de coordination d'établir et de faire distribuer un ordre du jour provisoire des réunions communes du Comité de coordination et du Comité administratif de coordination."

* * *

"Le Conseil économique et social,

"Conscient des fonctions qui lui incombent en vertu de la Charte en tant qu'organe principal de l'Organisation des Nations Unies chargé de la coopération économique et sociale sur le plan international,

"Désireux de renforcer l'exercice de ses responsabilités dans les domaines de la formulation et de la coordination des programmes,

"Convaincu que pour s'acquitter de ses fonctions dans ces domaines, le Conseil a besoin de l'assistance d'un organe consultatif permanent possédant la compétence nécessaire,

"Rappelant que la reconstitution du Comité du programme et de la coordination a été fondée sur une directive précise de l'Assemblée générale dans sa résolution 2579 (XXIV),

"1. Décide en principe d'examiner à sa cinquante-sixième session, compte tenu de l'adoption du système de la planification à moyen terme et de l'établissement des budgets par programmes, ainsi que des décisions pertinentes qu'il a prises concernant la programmation et la coordination, en tenant compte des fonctions du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de l'Assemblée générale, la création d'un organe consultatif permanent pour le programme et la coordination formé de membres désignés par les gouvernements et choi-

sis sur la base d'une répartition géographique équitable et de leur compétence et expérience personnelles;

"2. *Prie* le Secrétaire général de rendre compte au Conseil des modalités de la création de cet organe consultatif;

"3. *Décide* que, jusqu'à ce qu'une décision soit prise sur la base des paragraphes 1 et 2 de la présente résolution, le Comité du programme et de la coordination assistera le Conseil dans l'examen des parties du programme de travail et du budget bien-naux du Secrétaire général pour 1974-1975 et du plan à moyen terme pour 1974-1977 qui concernent les activités réalisées dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme;

"4. *Prie* le Comité du programme et de la coordination, en raison des difficultés rencontrées dans la préparation de la documentation nécessaire, d'envisager de créer un groupe de travail spécial parmi ses membres, qui se réunira à une date appropriée pour accomplir la tâche visée au paragraphe 3;

"5. *Décide en outre* que, jusqu'à ce qu'une décision soit prise sur la base des paragraphes 1 et 2 de la présente résolution, les fonctions demeurant celles du Comité du programme de la coordination seront, à titre de mesure temporaire, assumées par le Comité de coordination du Conseil;

"6. *Prie en outre* le Président du Comité du programme et de la coordination et le Président du Comité administratif de coordination de préparer et de faire distribuer un ordre du jour provisoire pour les réunions communes du CPC et du CAC."

Recommandations au Conseil

25. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter les projets de résolution I à V ci-après :

I

AUGMENTATION DU NOMBRE DES MEMBRES DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1621 (LI) du 30 juillet 1971, relative à l'augmentation du nombre des membres du Conseil économique et social,

Rappelant également la résolution 2847 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1971, relative à l'augmentation du nombre des membres du Conseil économique et social,

Sachant que la ratification rapide par les Etats Membres de l'amendement à l'Article 61 de la Charte des Nations Unies, portant le nombre des membres du Conseil à 54, faciliterait l'application de mesures de réforme des procédures et des structures pour la rationalisation des travaux du Conseil,

Notant que, en dépit du temps qui s'est écoulé, de nombreux Etats Membres n'ont pas encore ratifié l'amendement à l'Article 61 de la Charte,

1. *Demande instamment* à tous les Etats Membres qui ne l'ont pas encore fait, en particulier aux membres permanents du Conseil de sécurité, de ratifier l'amendement à une date rapprochée, conformément au paragraphe 3 de la résolution 2847 (XXVI) de l'Assemblée générale, en vue de donner effet à cet amendement si possible avant la réunion de la vingt-huitième session de l'Assemblée;

2. *Prie* le Secrétaire général d'informer le Conseil économique et social, lors de sa cinquante-cinquième session, des progrès réalisés dans l'application du paragraphe 3 de la résolution 2847 (XXVI) de l'Assemblée générale.

II

RATIONALISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL

Le Conseil économique et social,

Conscient de ses responsabilités aux termes de la Charte des Nations Unies en tant qu'organe central pour l'examen des questions relatives à la situation économique et sociale dans le monde et de la formulation de recommandations de politique générale dans ce domaine, ainsi que pour la promotion des droits de l'homme,

Réaffirmant la nécessité pour tous les Etats Membres, indépendamment de leur niveau de développement ou de leur système social ou économique, de renouveler leur engagement en faveur de la coopération mondiale dans le cadre des Nations Unies afin d'apporter les améliorations fondamentales nécessaires à l'ordre économique et social dans le monde et d'œuvrer ainsi à la création dans le monde d'un ordre économique et social plus juste et plus rationnel pour le bien de tous les peuples et de toutes les nations,

Considérant que, dans le cadre des dispositions pertinentes de la Charte, la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement² — surtout complétée, après examen attentif de la part du Conseil économique et social ou de l'Assemblée générale, selon le cas, par certaines notions nouvelles telles que la sécurité économique collective, les rapports entre l'environnement et le développement et les nouvelles normes et méthodes de coopération internationale, et considérée en fonction des faits nouveaux intervenus depuis son adoption dans le domaine politico-économique — constitue un vaste ensemble de principes pour l'orientation des politiques et des programmes de tous les organismes des Nations Unies et des Etats Membres dans leurs activités en matière de coopération économique et sociale,

Convaincu que des mesures à court et à long terme visant à réorganiser et à réorienter ses propres activités et celles de ses organes subsidiaires sont nécessaires pour renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la coopération internationale économique et sociale et, en particulier au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, pour assurer la réalisation des objectifs et l'application des mesures de politique générale de la Stratégie internationale du développement,

Ayant examiné le rapport de son Groupe de travail de la rationalisation (E/5259),

1. *Décide* que, désormais, le Conseil orientera ses délibérations de manière à concentrer son attention sur les grands problèmes et sur les faits nouveaux qui appellent une action en vue de rendre les relations économiques et sociales plus équitables et plus harmonieuses, en particulier en appliquant la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement d'une manière dynamique; à cette fin et en pleine conformité

² Résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale.

des fonctions qui lui incombent en vertu de la Charte, il fera des recommandations de politique générale aux gouvernements des Etats Membres et élaborera des principes et des directives de politique générale appropriés pour les activités des organismes des Nations Unies;

2. *Décide* qu'à cette fin il concentrera son attention un an sur deux alternativement : a) sur l'examen et l'évaluation de la Stratégie internationale du développement, en particulier pendant la session d'été; et b) sur d'autres domaines dans lesquels des directives et des mesures de politique générale sont nécessaires;

3. *Décide en outre* que le Conseil s'acquittera chaque année de ses responsabilités permanentes aux termes de la Charte, particulièrement en ce qui concerne l'étude des questions de programmation et de coordination et les droits de l'homme, l'évaluation de la situation économique et sociale dans le monde, ainsi que l'accomplissement des tâches découlant de décisions prises par des organes compétents des Nations Unies;

I. — Examen et évaluation

4. *Réaffirme* que le processus d'examen et d'évaluation de la Stratégie internationale du développement fournira l'occasion d'étudier, de la manière globale et interdisciplinaire qui s'impose, les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs et l'application des mesures de politique générale énoncés dans la Stratégie, et d'en tirer des conclusions générales qui pourraient donner l'impulsion nécessaire à la coopération internationale dans le domaine économique et social;

5. *Décide* à cet effet que l'examen et l'évaluation seront effectués par chaque organe ayant des responsabilités dans un domaine ou secteur particulier de la Stratégie internationale du développement, que chaque organe examinera tous les renseignements pertinents et : a) évaluera les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs et l'application des mesures de politique générale dans son domaine de compétence, b) identifiera les raisons de toute insuffisance, c) recommandera des mesures conçues pour surmonter les obstacles au progrès, y compris le cas échéant de nouveaux objectifs et de nouvelles mesures de politique générale; les résultats de tous les examens sectoriels ou régionaux seront communiqués au Comité de l'examen et de l'évaluation, conformément aux décisions pertinentes en la matière; conformément à la résolution 2801 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1971, le Comité de la planification du développement soumettra au Comité de l'examen et de l'évaluation des observations techniques sur la base de tous les renseignements et de toutes les données dont il disposera à partir des examens sectoriels et régionaux, en concentrant son attention sur les secteurs interdisciplinaires dans lesquels les responsabilités incombent à plusieurs organes; le Comité de l'examen et de l'évaluation : i) examinera les obstacles et les raisons des insuffisances identifiées dans les divers examens sectoriels et régionaux, et ii) sur cette base et d'après ses propres conclusions, recommandera les mesures propres à surmonter les obstacles et les insuffisances, y compris, selon les besoins, des mesures de politique générale et des objectifs nouveaux ou révisés; en présentant ces recommandations, le Comité de l'examen et de l'évaluation ne devrait pas, en règle générale, rouvrir le débat sur les mesures de politique générale et les objectifs qui ont déjà fait l'objet d'un accord au sein de l'organe

sectoriel intéressé; il soumettra néanmoins ses propositions en vue de résoudre toute contradiction apparente dans les conclusions et/ou les recommandations des examens sectoriels; le rapport du Comité de l'examen et de l'évaluation sera examiné par le Conseil, ainsi que les résultats de tous les examens sectoriels et régionaux; dans ses débats, le Conseil concentrera son attention sur les recommandations formulées à son intention par son Comité de l'examen et de l'évaluation et sur celles figurant dans les examens sectoriels et régionaux, et il s'efforcera de parvenir à un accord sur les mesures nécessaires pour appliquer les dispositions de la Stratégie, ainsi que sur les nouveaux objectifs et les nouvelles mesures de politique générale qu'il jugerait nécessaires; les conclusions et recommandations du Conseil seront communiquées à l'Assemblée générale qui décidera en dernier ressort à leur sujet et, le cas échéant, révisera en conséquence la Stratégie internationale du développement;

6. *Décide* que le Conseil, afin de faire en sorte que tous les pays et tous les peuples appuient les objectifs et les activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement, continuera à prendre toutes les mesures appropriées pour tenir l'opinion publique mondiale de mieux en mieux informée de la réalisation des objectifs et de l'application des mesures de politique générale de la Stratégie internationale du développement, en particulier par l'intermédiaire des activités du Service de l'information et du Centre de l'information économique et sociale, ainsi que par celui des services d'information des organismes des Nations Unies intéressés;

II. — Fonctions du Conseil l'année où il ne sera pas procédé à l'examen et à l'évaluation

7. *Décide* qu'un an sur deux le Conseil concentrera son attention sur l'examen de problèmes et de domaines qui sont importants ou qui pourraient le devenir pour le développement et pour la coopération internationale, y compris en particulier les problèmes ou les concepts nouveaux présentant un caractère global ou interdisciplinaire qui nécessitent une bonne formulation, des mesures politiques ou une coordination appropriée dans l'exécution; ces problèmes et domaines comprendront ceux qui auront été identifiés au cours de l'examen et de l'évaluation de la Stratégie internationale du développement ou ceux qui auront été proposés par : i) les Etats Membres, ii) l'Assemblée générale, iii) d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies et des organismes sectoriels ou régionaux, ou iv) le Secrétaire général; la même année, le Conseil procédera aussi à un examen d'ensemble des orientations des activités opérationnelles dans tout le système des Nations Unies;

III. — Fonctions permanentes du Conseil

A. — Sessions extraordinaires

8. *Rappelle* que le Conseil peut être convoqué à tout moment en session extraordinaire, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article 72 de la Charte et des articles 4 et 5 de son règlement intérieur;

B. — Coordination et programmation

9. *Décide* que l'organe du Conseil auquel seront déléguées les fonctions de programmation et de coordination :

a) Examinera et coordonnera les objectifs des pro-

grammes présentés par les organes subsidiaires du Conseil, compte tenu du système de planification à moyen terme et de budgétisation par programme;

b) Examinera les activités et les programmes des institutions du système des Nations Unies, secteur par secteur, afin de remplir de façon efficace son rôle de coordonnateur du système et d'être à même de veiller à ce que les programmes de travail de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions soient compatibles et mutuellement complémentaires;

c) Fera des recommandations concernant l'adoption des programmes de l'Organisation des Nations Unies, compte tenu des décisions de politique générale pertinentes et de la nécessité d'éviter chevauchements et doubles emplois;

d) Recommandera aux institutions du système des Nations Unies des principes directeurs pour leurs programmes et activités, compte tenu de leurs fonctions et compétences respectives et de la nécessité d'assurer la cohérence et la coordination au sein du système;

10. *Prie* le Comité administratif de coordination, pour pouvoir procéder à un examen efficace des programmes intéressant plusieurs organisations et pour synthétiser et harmoniser les programmes dans tout le système, d'appliquer, dans les limites de sa compétence, la procédure de consultations préalables aux plans à moyen terme de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, en utilisant s'il y a lieu le système de budgétisation par programme;

C. — Droits de l'homme

11. *Réaffirme* que le Conseil, afin de s'acquitter de ses responsabilités aux termes des Articles 55 et 56 de la Charte, à savoir favoriser le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales, examinera les rapports de ses organes techniques chargés du domaine des droits de l'homme et, sur la base de ces rapports : a) adressera à l'Assemblée générale des recommandations appropriées dans ce domaine, et b) examinera et approuvera les programmes de travail de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme;

IV. — Modifications intéressant la structure

12. *Décide* qu'il faudra entreprendre un examen du mandat de ses organes subsidiaires et que cet examen devra se fonder sur l'évaluation et la réorientation de leur rôle, en particulier dans l'application de la Stratégie internationale du développement, en tenant dûment compte des responsabilités des autres organismes et institutions du système des Nations Unies; les organisations autonomes, les commissions économiques régionales et les institutions spécialisées sont également priées d'entreprendre, si nécessaire, le même examen en ce qui concerne leurs organes subsidiaires;

V. — L'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique

13. *Décide* que, compte tenu des profondes modifications qu'a connues la coopération économique mondiale dans le cadre du système des Nations Unies depuis que les accords actuels entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique ont été conclus, le

Conseil examinera ces accords en vue de renforcer la cohérence du système et sa capacité d'atteindre, en particulier, les objectifs de la Stratégie internationale du développement de façon coordonnée et efficace; à cette fin, le Secrétaire général est prié de présenter au Conseil, lors de sa cinquante-septième session, un rapport descriptif et analytique sur les relations qui ont existé et qui existent actuellement entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, en particulier dans le domaine des activités opérationnelles, ainsi que sur les aspects des relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Agence internationale de l'énergie atomique qui relèvent de la compétence du Conseil, telle que celle-ci est définie dans la Charte; les chefs de secrétariat des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique sont également invités à communiquer au Conseil leurs vues sur la question, par l'intermédiaire du Secrétaire général;

VI. — Le Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies

14. *Décide*, compte tenu de la nécessité pour le Département des affaires économiques et sociales d'être doté de la structure, de la capacité de direction et des moyens techniques nécessaires pour aider le Secrétaire général à s'acquitter des fonctions que lui confie le Conseil dans le domaine économique et social, d'inviter le Secrétaire général à présenter au Conseil ses vues et recommandations en vue d'une nouvelle restructuration du Département aussitôt que possible pour permettre au Conseil de les examiner et de présenter des recommandations pertinentes à l'Assemblée générale, qui décidera en dernier ressort;

VII. — Tâche et responsabilités du président du Conseil

15. *Prie* son président, en consultation avec les autres membres du bureau et le Secrétaire général, d'engager, si nécessaires, des consultations avec les Etats Membres et avec les chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies, pendant et avant les sessions ordinaires et les sessions extraordinaires du Conseil, en vue de préparer lesdites sessions et d'établir leur ordre du jour et, plus généralement, de faciliter la tâche du Conseil, compte tenu des consultations susmentionnées;

VIII. — Calendrier des conférences

16. *Décide* que le calendrier des conférences devra être conçu de façon :

a) Que l'organe du Conseil chargé de la coordination, le Comité de la planification du développement, la Commission des droits de l'homme et sa Sous-Commission, et les commissions économiques régionales se réunissent chaque année, à moins que l'un de ces organes, avec l'accord du Conseil, n'en décide ou n'en ait décidé autrement;

b) Que tous les autres organes subsidiaires, groupes d'experts ou organes consultatifs se réunissent tous les deux ans, à moins que le Conseil n'en décide autrement, que les dates de leurs réunions soient fixées de façon que ces organes puissent présenter leurs rapports en temps utile aux sessions pertinentes du Conseil et, le cas échéant, au Comité de l'examen et de l'évaluation, et que ces réunions ne se déroulent pas en même temps

ou à des dates trop rapprochées afin que le programme de travail et le budget qui seront présentés tous les deux ans au Conseil tiennent pleinement compte des objectifs de leur programme;

17. *Prie* les autres organisations et institutions de veiller à ce que les dates des réunions de leurs organes d'examen et d'évaluation soient fixées de façon que les résultats des travaux de ces organes soient disponibles en temps utile pour l'opération d'examen et d'évaluation d'ensemble des progrès réalisés dans le cadre de la Stratégie internationale du développement;

IX. — Niveau de représentation

18. *Estime* que le renforcement souhaité du rôle central du Conseil dans le système d'activités économiques, sociales et humanitaires des Nations Unies pourrait être facilité si les Etats Membres étaient représentés au niveau le plus élevé possible et même, le cas échéant, au niveau ministériel, tant sur le plan politique et diplomatique qu'en ce qui concerne les experts.

III

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'APPLICATION DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Le Conseil économique et social,

Conscient des travaux importants déjà exécutés par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et de l'importance que présente la fourniture au Conseil, et en particulier à son Comité de la science et de la technique au service du développement, de conseils autorisés dans le domaine de la science et de la technique,

Reconnaissant que la contribution unique en son genre et essentielle du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement consiste à offrir au Conseil un fonds de connaissances scientifiques spécialisées dont il ne dispose pas par ailleurs,

Désireux de renforcer davantage le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement pour l'aider à répondre aux exigences croissantes du Conseil et de son Comité de la science et de la technique au service du développement,

Reconnaissant qu'il est difficile de faire en sorte que toute la gamme des disciplines scientifiques soit convenablement représentée en un seul organe officiellement constitué,

1. *Prie* le Secrétaire général de s'enquérir des vues des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées et d'autres organismes intéressés des Nations Unies sur les moyens par lesquels le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement pourrait être renforcé, y compris l'opportunité et la possibilité de créer des sous-comités de session du Comité consultatif chargés de questions précises et aussi la possibilité d'élargir et d'assouplir la composition du Comité consultatif en vue d'accroître les connaissances spécialisées pouvant être utilisées pour l'examen de questions précises, en particulier de celles qui lui auront été renvoyées par le Comité de la science et de la technique au service du développement, à des réunions du Comité consultatif;

2. *Prie* le Secrétaire général de présenter au Comité de la science et de la technique au service du développement, lors de sa deuxième session, un rapport sur les conclusions de ses consultations ainsi que sa propre analyse de la situation et ses propres recommandations.

IV

MESURES VISANT À AMÉLIORER LA DOCUMENTATION DU CONSEIL

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 1623 (LI) et 1624 (LI) du 30 juillet 1971,

Rappelant en outre la décision qu'il a prise à sa 1837^e séance, au cours de sa cinquante-troisième session, en ce qui concerne la présentation de la documentation,

Préoccupé par la présentation tardive de nombre des documents relatifs aux points de l'ordre du jour de sa cinquante-quatrième session,

1. *Décide*, sans préjudice de l'article 17 de son règlement intérieur, que, sauf dans le cas de rapports d'organes subsidiaires et autres sur des réunions qui se sont terminées moins de douze semaines avant l'ouverture de la session du Conseil, les questions figurant à l'ordre du jour du Conseil seront automatiquement renvoyées à la session suivante si la documentation nécessaire n'a pas été mise à la disposition des membres du Conseil six semaines avant l'ouverture de la session;

2. *Décide* que, préalablement à l'adoption de toute résolution ou décision nécessitant l'établissement de documents devant être présentés à des dates précises par le Conseil ou par l'un quelconque de ses organes subsidiaires, le Secrétaire général indiquera audit organe s'il pourra respecter le délai indiqué; dans les cas où l'Assemblée générale l'a prié de présenter un rapport au Conseil, le Secrétaire général informera le Conseil, lors de ses séances d'organisation, de la date à laquelle il pourra présenter la documentation requise; si le Secrétaire général constate par la suite qu'il n'est pas en mesure de présenter la documentation à la date indiquée, il devra en informer immédiatement les membres de l'organe intéressé, en précisant les raisons de cette impossibilité; il fera néanmoins tout son possible pour terminer et présenter ladite documentation et indiquera aux membres de l'organe intéressé la date à laquelle elle sera présentée;

3. *Prie* le Secrétaire général de prendre rapidement des mesures pour améliorer le rythme actuel de production des documents destinés au Conseil et à ses organes subsidiaires;

4. *Prie* le Secrétaire général de prendre des mesures pour assurer que les documents présentés au Conseil, à ses organes subsidiaires et à ses commissions techniques soient absolument conformes aux dispositions du paragraphe 8 de la résolution 1623 (LI) du Conseil.

V

RÉUNIONS COMMUNES DU COMITÉ DU PROGRAMME ET DE LA COORDINATION ET DU COMITÉ ADMINISTRATIF DE COORDINATION

Le Conseil économique et social,

Tenant compte de l'importance qu'il y a à assurer le plus haut degré possible de coordination entre les activités des organismes des Nations Unies,

Désireux de faire en sorte que cette coordination soit aussi efficace que possible à tous les niveaux,

1. *Recommande* que les dialogues formels en groupe qui caractérisent les réunions annuelles actuelles entre le Comité du programme et de la coordination et le Comité administratif de coordination se transforment en un examen pratique plus actif des questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil, en particulier de celles qui ont des incidences à l'échelon du système tout entier et de celles qui ont suscité ou qui paraissent susceptibles de susciter à l'avenir des problèmes de coordination entre les institutions et organismes des Nations Unies;

2. *Invite* les institutions et organismes des Nations Unies à participer plus activement au niveau approprié aux délibérations tant du Conseil que de ses organes subsidiaires, en tenant compte en particulier de la nécessité que les contributions des institutions aux délibérations du Conseil et de ses organes subsidiaires consacrées à la détermination des politiques soient orientées vers l'action et viennent suffisamment tôt dans le processus d'élaboration des politiques;

3. *Décide* d'examiner à sa cinquante-huitième session les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

26. Le Comité recommande en outre au Conseil d'adopter les projets de décision A à C ci-après :

A

Le Conseil économique et social décide que ses organes subsidiaires, à l'exception des commissions économiques régionales, ne pourront pas créer d'organes subsidiaires intersessionnels permanents ou *ad hoc* sans l'approbation préalable du Conseil.

B

Le Conseil économique et social : a) décide d'examiner à sa cinquante-sixième session l'ensemble de la question des relations entre le Comité des ressources naturelles et le Comité de la science et de la technique au service du développement; et b) prie le Secrétaire général de faire rapport au Conseil à sa cinquante-sixième session, après avoir procédé à des consultations avec les Etats Membres sur tous les aspects des relations actuelles entre les deux comités, et de recommander des solutions possibles aux problèmes de chevauchement et de doubles emplois.

C

Le Conseil économique et social décide de reporter à sa cinquante-sixième session l'examen du projet de décision révisé présenté par les Etats-Unis d'Amérique (E/AC.24/L.451/Rev.3) et du projet de résolution révisé présenté par le Danemark, le Japon, le Kenya, le Pakistan et les Pays-Bas (E/AC.24/L.455/Rev.1).

DECISIONS PRISES PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1858^e séance, le 18 mai 1973, le Conseil s'est prononcé sur les projets de résolution I à V et les projets de décision A à C présentés par le Comité de coordination (E/5352, par. 25 et 26). Les projets de résolution I et II ont été adoptés sans opposition; le projet III a été adopté par 23 voix contre 4; les projets IV et V ont été adoptés sans opposition. Le projet de décision A a été adopté par 25 voix contre zéro, avec 2 abstentions, après que les mots "*ou ad hoc*", sur lequel un vote séparé avait été demandé par le représentant du Brésil, eurent été adoptés par 18 voix contre 5, avec 4 abstentions; le projet de décision B a été adopté par 22 voix contre zéro, avec 5 abstentions, et le projet de décision C par 13 voix contre 5, avec 9 abstentions.

Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1, résolutions 1767 (LIV) à 1771 (LIV), et "Décisions"*.



Point 20 de l'ordre du jour. — Etude des structures régionales*.

TABLE DES MATIERES

Cote des documents	Titre	Pages
E/5338	Rapport du Comité de coordination	91
Décisions prises par le Conseil économique et social		93

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1855^e séance; voir également les comptes rendus des 467^e, 469^e à 471^e et 473^e à 476^e séances du Comité de coordination (E/AC.24/SR.467, 469 à 471, 473 à 476).

DOCUMENT E/5338

Rapport du Comité de coordination

[Original : anglais]
[14 mai 1973]

1. Le Comité a examiné le point 20 de l'ordre du jour à ses 467^e, 469^e à 471^e et 473^e à 476^e séances, tenues les 26 et 30 avril ainsi que le 3 mai et du 7 au 11 mai 1973, sous la présidence de M. Wilhelm Breitenstein (Finlande), vice-président du Comité. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi d'un rapport du Secrétaire général (E/5127) et du chapitre VII du rapport du Comité du programme et de la coordination sur sa treizième session (E/5273¹).

3. A la 474^e séance, le représentant de la Suède a présenté le projet de résolution E/AC.24/L.456 au nom également de la délégation de la Finlande et le représentant des Philippines a présenté le projet de résolution E/AC.24/L.457 au nom également des délégations de l'Indonésie et de la Malaisie.

4. A la 475^e séance, le représentant de la Suède a présenté et modifié oralement le projet de résolution révisé E/AC.24/L.456/Rev.1 au nom également de la délégation de la Finlande.

5. A la 476^e séance, le représentant de la Turquie a proposé oralement d'incorporer dans le préambule du projet de résolution E/AC.24/L.456/Rev.1 un nouveau deuxième alinéa rédigé comme suit :

"Rappelant également la résolution 2687 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1970, et la résolution 1442 (XLVII) du Conseil, en date du 31 juillet 1969, sur le rôle des commissions économiques régionales et du Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth dans la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, ainsi que les autres résolutions de l'Assemblée et du Conseil traitant de la décentralisation des activités économiques et sociales des Nations Unies et du renforcement des commissions

économiques régionales, énumérées dans la résolution 1442 (XLVII) du Conseil".

La proposition du représentant de la Turquie a été acceptée par les auteurs. A la même séance, le représentant du Canada a présenté un amendement oral au projet de résolution E/AC.24/L.456/Rev.1 tendant à remanier comme suit l'alinéa a du paragraphe 3 du dispositif :

"a) L'avis exprimé par les Etats membres des commissions économiques régionales et du Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth";

cet amendement a été accepté par les auteurs.

6. Le Comité a alors adopté par consensus le projet de résolution E/AC.24/L.456/Rev.1, tel qu'il avait été modifié oralement. [Pour le texte, voir par. 10 ci-après, projet de résolution I.]

7. A la même séance, le représentant des Philippines a présenté le projet de résolution révisé E/AC.24/L.457/Rev.1 au nom également des délégations de l'Indonésie et de la Malaisie. Le représentant du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord a proposé les amendements suivants, qui ont été acceptés par les auteurs :

a) Supprimer, au quatrième alinéa du préambule, les mots "avec satisfaction";

b) Insérer, au paragraphe 1 du dispositif, après les mots "Prie le Secrétaire général", le membre de phrase "en attendant de présenter le rapport visé au paragraphe 3 du projet de résolution I";

c) Remanier le paragraphe 2 du dispositif comme suit :

"2. Prie en outre le Secrétaire général, agissant en consultation avec les chefs des secrétariats des organismes et des institutions spécialisées de Nations Unies, d'inclure dans le rapport mentionné au paragraphe 1 ci-dessus, qui sera présenté au Conseil économique et social lors de sa cinquante-huitième

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 7.

session, une étude sur l'efficacité des réunions intersecrétariats qui auront pu se tenir en application dudit paragraphe".

A la même séance, le représentant du Brésil a proposé, au paragraphe 1 du dispositif, de remplacer les mots "d'organiser des réunions régionales intersecrétariats chaque fois qu'il est nécessaire" par les mots "d'organiser, chaque fois qu'il est nécessaire et sous l'autorité et le contrôle des organes délibérants des commissions économiques régionales intéressées, des réunions régionales intersecrétariats"; les auteurs du projet n'ont pas pu accepter cet amendement. A la même séance, le Comité a voté, à la demande du représentant du Brésil, sur l'amendement oral proposé par la délégation brésilienne, qui a été adopté par 10 voix contre 4, avec 25 abstentions.

8. Le Comité a adopté l'ensemble du projet de résolution E/AC.24/L.457/Rev.1, tel qu'il avait été oralement révisé et modifié, par 36 voix contre zéro, avec 4 abstentions. [Pour le texte, voir par. 10 ci-dessous, projet de résolution II.]

9. A la 476^e séance également, le représentant de la Turquie a proposé au Comité d'adopter le projet de décision suivant :

"Le Conseil économique et social invite le Secrétaire général à déterminer les besoins financiers et les besoins en personnel de chaque commission économique régionale pour entreprendre et exécuter des programmes opérationnels dans les diverses régions et à présenter au Conseil, à sa cinquante-septième session, un rapport accompagné de ses suggestions concernant la manière de faire en sorte que chacune d'entre elles puisse recevoir les moyens et les ressources qui lui sont nécessaires pour s'acquitter de son rôle dans l'intérêt de ses pays membres et selon leurs désirs."

Le Comité a décidé que, étant donné que la proposition du représentant de la Turquie avait été faite après la date limite pour la présentation de projets de résolution et de décision concernant la question à l'examen, il n'était pas en mesure d'étudier la proposition de cette délégation. Le Comité a toutefois accepté de l'inclure dans son rapport au Conseil.

Recommandations au Conseil

10. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter les projets de résolution I et II ci-après :

I

Le Conseil économique et social,

Rappelant les résolutions 2626 (XXV) et 2688 (XXV) de l'Assemblée générale, en date des 24 octobre et 11 décembre 1970,

Rappelant également la résolution 2687 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1970, et la résolution 1442 (XLVII) du Conseil, en date du 31 juillet 1969, sur le rôle des commissions économiques régionales et du Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth dans la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, ainsi que les autres résolutions de l'Assemblée et du Conseil traitant de la décentralisation des activités économiques et sociales des Nations Unies et du renforcement des commissions économiques régionales, énumérées dans la résolution 1442 (XLVII) du Conseil,

Soulignant qu'il est important d'accroître le rôle et l'utilité pour les Etats membres des bureaux régionaux des organismes des Nations Unies,

Conscient de la nécessité de faciliter l'application d'une conception intégrée,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général intitulé "Coopération régionale : étude des structures régionales" (E/5127);

2. Réaffirme que les commissions économiques régionales sont, dans leurs régions respectives, en matière de développement économique et social, les principaux centres du système des Nations Unies, et invite tous les organismes et institutions du système à s'associer aux commissions économiques régionales en vue d'une collaboration plus étroite, visant à réaliser, à l'échelon régional, les objectifs d'ensemble du développement économique et social;

3. Prie le Secrétaire général, tenant compte de l'étude visée au paragraphe 4 ci-dessous et de toutes recommandations connexes, de présenter au Conseil économique et social, lors de sa cinquante-huitième session, un nouveau rapport sur les structures régionales du système des Nations Unies en vue de leur simplification progressive et de leur adaptation aux réalités, aux besoins et aux aspirations de chaque région, sur la base d'une analyse approfondie des structures régionales du système des Nations Unies ainsi que des mandats des bureaux régionaux respectifs, et prie le Secrétaire général, lors de l'établissement de ce rapport, de prendre également en considération :

a) L'avis exprimé par les Etats membres des commissions économiques régionales et du Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth;

b) Les conclusions des discussions en cours entre le Programme des Nations Unies pour le développement et les commissions économiques régionales;

c) Le point de vue des institutions spécialisées intéressées dont l'avis sera demandé par le Secrétaire général et, dans la mesure du possible, exprimé par leurs conférences régionales respectives;

4. Prie le Corps commun d'inspection d'inscrire pour sa part à son programme de travail une étude approfondie de la question, contenant notamment les recommandations qu'il jugera opportun de faire concernant la réalisation des objectifs susmentionnés.

II

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 2687 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1970, et la résolution 1442 (XLVII) du Conseil, en date du 31 juillet 1969, sur le rôle des commissions économiques régionales et du Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth dans la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, ainsi que les autres résolutions de l'Assemblée et du Conseil traitant de la décentralisation des activités économiques et sociales des Nations Unies et du renforcement des commissions économiques régionales, énumérées dans la résolution 1442 (XLVII) du Conseil,

Sachant que les commissions économiques régionales, depuis leur création par le Conseil économique et social, ont contribué efficacement à la promotion de la coopération régionale et sous-régionale pour le développement économique et social dans leurs régions respectives,

Connaissant les arrangements pris pour la coordination entre les commissions économiques régionales et les institutions spécialisées,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général intitulé "Coopération régionale : étude des structures régionales" (E/5127), établi conformément à la résolution 1553 (XLIX) du Conseil économique et social, en date du 30 juillet 1970, et en particulier des recommandations et des mesures figurant au chapitre VIII de ce rapport,

1. *Prie* le Secrétaire général, en attendant de présenter le rapport visé au paragraphe 3 du projet de résolution I, en coopération avec les chefs des secrétariats des organismes et des institutions spécialisées du système des Nations Unies, d'organiser, chaque fois qu'il est nécessaire et sous l'autorité et le contrôle des organes délibérants des commissions économiques ré-

gionales intéressées, des réunions régionales intersecrétariats, qui se tiendraient sous la présidence des secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales avec la participation des organismes et de toutes les institutions spécialisées intéressés des Nations Unies, en vue d'améliorer, à l'échelon régional, la coopération et la coordination dans l'exécution des activités économiques et sociales approuvées par les organes délibérants compétents;

2. *Prie en outre* le Secrétaire général, agissant en consultation avec les chefs des secrétariats des organismes et des institutions spécialisées des Nations Unies, d'inclure dans le rapport mentionné au paragraphe 1 ci-dessus, qui sera présenté au Conseil économique et social lors de sa cinquante-huitième session, une étude sur l'efficacité des réunions intersecrétariats qui auront pu se tenir en application dudit paragraphe.

DECISIONS PRISES PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1855^e séance, le 16 mai 1973, le Conseil a adopté les deux projets de résolution présentés par le Comité de coordination (E/5338, par. 10). Le projet de résolution I a été adopté sans opposition. En ce qui concerne le projet II, les représentants du Royaume-Uni et des Etats-Unis ont proposé chacun un amendement oral au paragraphe 1 du dispositif, le premier consistant à remplacer le mot "délibérants" par le mot "intergouvernementaux" et le second à supprimer les mots "et le contrôle": après avoir accepté ces amendements, le Conseil a adopté sans opposition le projet de résolution II, tel qu'il avait été amendé. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1*, résolutions 1756 (LIV) et 1757 (LIV).



Point 21 de l'ordre du jour. — Tourisme*.

TABLE DES MATIERES

Cotes des documents	Titre	Pages
E/5337	Rapport du Comité de coordination	95
Décisions prises par le Conseil économique et social		96

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1855^e séance; voir également les comptes rendus des 472^e, 473^e, 475^e et 476^e séances du Comité de coordination (E/AC.24/SR.472, 473, 475 et 476).

DOCUMENT E/5337

Rapport du Comité de coordination

[Original : anglais]
[14 mai 1973]

1. Le Comité a examiné le point 21 de l'ordre du jour, sous la présidence de M. Wilhelm Breitenstein (Finlande), vice-président du Comité, à ses 472^e, 473^e, 475^e et 476^e séances, les 4, 7, 9 et 11 mai 1973. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi des documents suivants :

Un rapport du Secrétaire général sur l'examen des activités des organismes des Nations Unies, de leur planification et de leur coordination (E/5148 et Corr.1);

Un rapport du Secrétaire général sur la coopération et les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la future organisation mondiale du tourisme (E/5167 et Add.1);

Une note du Secrétaire général contenant un exposé des activités de l'Union internationale des organismes officiels de tourisme (UIOOT) [E/L.1535];

Une note du Secrétaire général transmettant au Conseil le texte de la résolution 37 (III) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (E/L.1536);

Le chapitre VIII du rapport du Comité du programme et de la coordination sur sa treizième session (E/5273¹).

3. A la 473^e séance, le Sous-Secrétaire général aux affaires interorganisations a rendu compte oralement au Comité du résultat des discussions qui avaient eu lieu lors de la réunion spéciale interinstitutions sur le tourisme qui s'était tenue au Siège les 26 et 27 avril 1973, ainsi que des mesures prises pour retirer aux représentants de Tchang Kaï-chek la qualité de membre de l'UIOOT et de la future organisation mondiale du tourisme, conformément à la demande formulée par le Comité du programme et de la coordination (voir E/5273, par. 66, al. b et c).

4. A la 473^e séance, le représentant du Kenya a présenté le projet de résolution E/AC.24/L.454 au nom également des délégations de l'Argentine, du Brésil, de Madagascar, de l'Ouganda, des Philippines, de la Trinité-et-Tobago, de la Yougoslavie et du Zaïre.

5. A la 475^e séance, le représentant du Brésil a présenté le projet de résolution révisé E/AC.24/L.454/Rev.1 au nom également des délégations de l'Argentine, de la Barbade, de l'Inde, du Kenya, de Madagascar, de l'Ouganda, des Philippines, de la Trinité-et-Tobago, de la Tunisie, du Venezuela, de la Yougoslavie et du Zaïre.

6. A la 476^e séance, le représentant du Kenya a présenté un nouveau texte révisé du projet de résolution (E/AC.24/L.454/Rev.2), au nom également des délégations de l'Argentine, de la Barbade, du Brésil, de l'Inde, de Madagascar, de l'Ouganda, des Philippines, de la Trinité-et-Tobago, de la Tunisie, du Venezuela, de la Yougoslavie et du Zaïre; à la même séance, le représentant du Pakistan a présenté un projet de décision (E/AC.24/L.458), au nom également des délégations de l'Argentine, du Chili, de la Roumanie et du Soudan.

7. A la même séance, le représentant de l'Inde a révisé oralement, au nom des auteurs, le projet de résolution E/AC.24/L.454/Rev.2 en insérant, au paragraphe 1 du dispositif, les mots "et les autres organismes intéressés" entre les mots "Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement" et "une étude".

8. A la même séance, le Comité a adopté par consensus le projet de résolution E/AC.24/L.454/Rev.2 [pour le texte, voir par. 9 ci-dessous] et le projet de décision E/AC.24/L.458 [pour le texte, voir par. 10 ci-dessous].

Recommandations au Conseil

9. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter le projet de résolution ci-après :

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 7.

Le Conseil économique et social,

Rappelant les résolutions 2529 (XXIV) et 2802 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date des 5 décembre 1969 et 14 décembre 1971,

Faisant siennes les recommandations contenues dans la résolution 37 (III) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, en date du 13 mai 1972, relative au développement du tourisme²,

Considérant le rôle important que le tourisme international pourrait jouer dans le développement de l'économie des pays en voie de développement,

Considérant en outre que les recettes provenant du tourisme international peuvent constituer un élément important de la balance des paiements des pays en voie de développement et avoir en outre des répercussions favorables en créant des emplois et des revenus supplémentaires pour la population de ces pays,

Tenant compte de l'expérience de la décennie écoulée, au cours de laquelle les renseignements disponibles montrent que, si l'on a enregistré une expansion appréciable du tourisme international et des recettes en devises qu'il a procurées à l'ensemble des pays en voie de développement, en revanche, la plus grande partie des recettes provenant du tourisme international est allée aux pays développés,

Conscient de la nécessité de faire mieux comprendre l'importance économique du tourisme, ses ramifications, ses coûts, les avantages qu'il peut avoir pour les pays en voie de développement, ainsi que tous autres aspects pertinents,

1. *Prie* le Secrétaire général d'inviter l'Union internationale des organismes officiels de tourisme, en consultation avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et les autres organismes intéressés, à faire une étude des répercussions du tourisme international sur le développement économique des pays en voie de développement, en mettant particulièrement l'accent sur les revenus réels que ces pays en retirent et sur la part de leur revenu brut ainsi obtenu qui va aux pays développés exportateurs de touristes,

² Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. I: *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.73.II.D.4), annexe I.A.

et à suggérer, pour examen par l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, les mesures nationales et internationales à prendre en vue d'améliorer la position des pays en voie de développement sur le marché du tourisme international;

2. *Invite* le Secrétaire général à présenter l'étude susmentionnée à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-neuvième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, accompagnée de ses recommandations, y compris un rapport sur les mesures prises pour réaliser les objectifs et appliquer les dispositions de la résolution 37 (III) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;

3. *Réitère* l'invitation unanime adressée aux Etats Membres dans la résolution 37 (III) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pour qu'ils prennent dès que possible une décision en ce qui concerne la ratification des statuts de l'Organisation mondiale du tourisme, dont la création a été recommandée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 2529 (XXIV) et 2802 (XXVI), de façon que cette organisation puisse entrer en activité le plus tôt possible et contribuer efficacement au développement du tourisme en général et à son expansion rapide dans les pays en voie de développement en particulier;

4. *Prie* le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-neuvième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport intérimaire sur l'état des statuts de l'Organisation mondiale du tourisme.

10. Le Comité recommande en outre au Conseil d'adopter le projet de décision ci-après :

Le Conseil économique et social prend note de la déclaration faite par le représentant du Secrétaire général à la 472^e séance du Comité de coordination sur la question de l'application par l'Union internationale des organismes officiels de tourisme de la résolution 2758 (XXVI) de l'Assemblée générale et de la réponse reçue du secrétaire général de l'Union. Tout en exprimant sa satisfaction du fait que, jusqu'ici, des décisions aient été prises rapidement en la matière, le Conseil invite l'Assemblée générale de l'UIOOT à faire le nécessaire pour assurer la mise en application de la résolution 2758 (XXVI) de l'Assemblée générale le plus tôt possible.

DECISIONS PRISES PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1855^e séance, le 16 mai 1973, le Conseil a adopté sans opposition le projet de résolution et le projet de décision présentés par le Comité de coordination (E/5337, par. 9 et 10). Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1, résolution 1758 (LIV) et "Décisions"*.



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

ANNEXES

CINQUANTE-QUATRIEME SESSION

NEW YORK, 1973

Point 22 de l'ordre du jour. — Deuxième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques

DOCUMENT E/5294**Rapport du Comité de coordination**

[Original : anglais]
[26 avril 1973]

1. Le Comité a examiné le point 22 de l'ordre du jour à ses 464^e et 465^e séances, les 23 et 24 avril 1973, sous la présidence de M. Wilhelm Breitenstein (Finlande), vice-président du Comité. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi d'un rapport du Secrétaire général (E/5249) et d'une note du Secrétaire général (E/5249/Add.1), présentant un état des incidences administratives et financières des recommandations contenues aux paragraphes 16 et 17 dudit rapport, conformément à l'article 34 du règlement intérieur du Conseil.

3. A la 464^e séance, le Président a présenté oralement un projet de décision au Comité pour examen. A la même séance, sur proposition du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le Comité a décidé de différer l'examen de ce projet de décision jusqu'à sa distribution comme document officiel.

4. A sa 465^e séance, le Comité était saisi du projet de décision présenté par le Président (E/AC.24/L.442). Le représentant des Philippines a proposé oralement que les mots "et des dispositions pertinentes

de la résolution 2609 (XXIV) de l'Assemblée générale" soient ajoutés à la fin de l'alinéa c.

5. A la même séance, le Comité a accepté la proposition orale du représentant des Philippines.

6. Le projet de décision, ainsi modifié, a été adopté à l'unanimité. [Pour le texte, voir par. 7 ci-dessous.]

Recommandation au Conseil

7. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter le projet de décision ci-après :

Le Conseil économique et social :

a) Prend acte du rapport du Secrétaire général sur la deuxième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques (E/5249) et des recommandations de la Conférence qu'il contient;

b) Fait sienne la recommandation de la Conférence tendant à ce que le Groupe spécial d'experts des noms géographiques soit désormais appelé "Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques";

c) Accepte avec reconnaissance l'invitation du Gouvernement grec à tenir la troisième Conférence des Nations Unies sur les noms géographiques à Athènes du 1^{er} au 22 juin 1977, compte tenu des incidences administratives et financières de la tenue d'une telle conférence (E/5249/Add.1) et des dispositions pertinentes de la résolution 2609 (XXIV) de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1969.

DECISION PRISE PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1854^e séance, le 4 mai 1973, le Conseil a adopté sans opposition le projet de décision présenté par le Comité de coordination (E/5294, par. 7). Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1, "Décisions"*.



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

ANNEXES

CINQUANTE-QUATRIEME SESSION

NEW YORK, 1973

**Point 23 de l'ordre du jour.— Assistance aux réfugiés rapatriés
et aux personnes déplacées du Soudan méridional*.**

DOCUMENT E/5302

Rapport du Comité de coordination

[Original : anglais]
[1^{er} mai 1973]

1. A sa 470^e séance, le 30 avril 1973, le Comité, sous la présidence de M. Wilhelm Breitenstein (Finlande), vice-président du Comité, a examiné le point 23 de l'ordre du jour que le Conseil lui avait renvoyé à sa 1852^e séance, tenue le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi d'un rapport intérimaire établi par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sur le sujet (E/5261).

3. A la 470^e séance, le représentant du Danemark a présenté le projet de résolution E/AC.24/L.449, également au nom des pays suivants : Argentine, Egypte, Finlande, France, Ghana, Italie, Japon, Kenya, Liban, Madagascar, Mali, Niger, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tunisie, Turquie, Yémen et Yougoslavie. A la même séance, l'Autriche, le Brésil et les Etats-Unis d'Amérique se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

4. Le projet de résolution E/AC.24/L.449 a été adopté à l'unanimité. [Pour le texte, voir par. 5 ci-dessous.]

Recommandation au Conseil

5. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter le projet de résolution ci-après :

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1655 (LII) du 1^{er} juin 1972

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Document officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, 1854^e séance*; voir également le compte rendu de la 470^e séance du Comité de coordination (E/AC.24/SR.470).

et la résolution 2958 (XXVII) de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1972,

Ayant examiné le rapport intérimaire (E/5261) préparé par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés conformément à la résolution 1705 (LIII) du Conseil, en date du 27 juillet 1972, ainsi que la déclaration faite au nom du Haut Commissaire,

1. *Note avec satisfaction* les efforts continus déployés par le Gouvernement soudanais pour parvenir à un règlement pacifique et durable dans la partie méridionale du pays;

2. *Félicite* le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés de la manière efficace dont il a coordonné les opérations de secours, de réinstallation et de réadaptation au Soudan méridional;

3. *Exprime ses remerciements* aux organismes des Nations Unies, aux organisations non gouvernementales et aux divers gouvernements qui ont répondu aux appels lancés par le Secrétaire général et le Haut Commissaire en fournissant de manière efficace et utile une assistance aux réfugiés rapatriés et aux personnes déplacées du Soudan méridional;

4. *Réaffirme* ses résolutions 1655 (LII) et 1705 (LIII), dans lesquelles il a demandé instamment à la communauté internationale de fournir le maximum d'assistance possible au Gouvernement soudanais dans cette entreprise;

5. *Prie* le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés de faire rapport à nouveau au Conseil économique et social, lors de sa cinquante-cinquième session, sur cette opération de secours, de réadaptation et de réinstallation.

DECISION PRISE PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1854^e séance, le 4 mai 1973, le Conseil a adopté à l'unanimité le projet de résolution présenté par le Comité de coordination (E/5302, par. 5). Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1, résolution 1741 (LIV)*.



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

ANNEXES

CINQUANTE-QUATRIEME SESSION

NEW YORK, 1973

Point 24 de l'ordre du jour. — Questions relatives aux transports* :

- a) Conférence ONU/OMCI sur le transport international par conteneurs;
- b) Transport des marchandises dangereuses.

TABLE DES MATIERES

Cote des documents	Titre	Pages
E/5295	Rapport du Comité de coordination	101
Décisions prises par le Conseil économique et social		103

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1854^e séance; voir également les comptes rendus des 462^e, 463^e et 466^e séances du Comité de coordination (E/AC.24/SR.462, 463 et 466).

DOCUMENT E/5295

Rapport du Comité de coordination

[Original : anglais]
[2 mai 1973]

1. Le Comité a examiné le point 24 de l'ordre du jour à ses 462^e, 463^e et 466^e séances, les 19, 23 et 25 avril 1973, sous la présidence de M. Wilhelm Breitenstein, vice-président du Comité. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi de deux rapports du Secrétaire général, l'un sur la Conférence ONU/OMCI sur le transport international par conteneurs (E/5250) et l'autre sur le transport des marchandises dangereuses (E/5241).

3. A la 463^e séance, le représentant du Brésil a présenté le projet de résolution E/AC.24/L.438, également au nom de la délégation du Canada: le représentant du Canada a présenté le projet de résolution E/AC.24/L.439, également au nom des délégations du Japon, des Etats-Unis d'Amérique et de la Nouvelle-Zélande; le représentant des Etats-Unis d'Amérique a présenté le projet de résolution E/AC.24/L.440, également au nom des délégations de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

4. A la même séance, le représentant de la France a proposé oralement d'ajouter, à la fin du paragraphe 2 du projet E/AC.24/L.438, les mots "ainsi que les incidences financières et administratives qu'aura sa convocation". Les auteurs du projet de résolution ont accepté cet amendement oral.

5. A la 466^e séance, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a révisé verbalement l'alinéa e du paragraphe 3 du projet de résolution E/AC.24/L.440 de la manière suivante :

"e) De publier le glossaire illustré dans les versions anglaise et française approuvées par le Comité, ainsi qu'en espagnol, en russe et en chinois."

6. Le Comité a été informé, au cas où il déciderait de recommander au Conseil l'adoption du projet de

résolution E/AC.24/L.440, tel qu'il avait été révisé verbalement, que les incidences financières correspondantes seraient d'un montant de 9 200 dollars en ce qui concernait l'alinéa a et de 9 000 dollars pour ce qui était de l'alinéa e du paragraphe 3. Les incidences financières seraient donc au total de 18 200 dollars.

7. Le Comité a adopté sans opposition le projet de résolution E/AC.24/L.438, tel qu'il avait été révisé oralement. [Pour le texte, voir par. 10 ci-dessous, projet de résolution I.]

8. Le Comité a adopté sans opposition le projet de résolution E/AC.24/L.439. [Pour le texte, voir par. 10 ci-dessous, projet de résolution II.]

9. Le Comité a adopté sans opposition le projet de résolution E/AC.24/L.440, tel qu'il avait été révisé oralement. [Pour le texte, voir par. 10 ci-dessous, projet de résolution III.]

Recommandations au Conseil

10. Le Comité recommande donc au Conseil l'adoption des projets de résolution I à III ci-après :

I

NORMES RELATIVES AUX CONTENEURS UTILISÉS DANS LES TRANSPORTS INTERNATIONAUX MULTIMODAUX

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné la résolution 4 sur les normes relatives aux conteneurs utilisés dans les transports internationaux multimodaux¹, adoptée à l'unanimité par la Conférence ONU/OMCI sur les transports internationaux par conteneurs, qui s'est tenue à Genève du 13 novembre au 2 décembre 1972,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur ladite Conférence (E/5250),

¹ Voir E/CONF.59/44.

1. *Décide* qu'un groupe intergouvernemental *ad hoc* sera convoqué à la fin de 1975, en coopération, le cas échéant, avec d'autres organismes intéressés des Nations Unies pour évaluer le travail accompli par l'Organisation internationale de normalisation et déterminer les mesures qu'il conviendrait de prendre à l'avenir dans ce domaine, en vue d'examiner s'il serait possible, éventuellement, d'élaborer un accord international sur les normes relatives aux conteneurs;

2. *Prie* le Secrétaire général, agissant en coopération avec d'autres organismes intéressés des Nations Unies, de présenter au Conseil, à sa cinquante-sixième session, un rapport qui contienne des propositions concernant le mandat du groupe et un ordre du jour provisoire pour ses réunions, ainsi que les incidences financières et administratives qu'aura sa convocation.

II

TRANSPORT INTERNATIONAL, IDENTIFICATION ET MARQUAGE DES MARCHANDISES DANGEREUSES

Le Conseil économique et social,

Conscient de la nécessité d'établir des normes de sécurité pour le transport des marchandises, compte tenu surtout de l'introduction généralisée de l'unitarisation et de la conteneurisation des chargements, afin d'intégrer au système mondial de transport les produits qui présentent un danger pour les personnes assurant leur transport et pour l'environnement,

Considérant que les divers systèmes existants d'identification, de classification et d'étiquetage des marchandises dangereuses, dont chacun est apparemment propre à un mode particulier de transport, que ce soit par route, rail, air, mer ou voies d'eau intérieures, ne permettent pas une exploitation efficace d'un système intégré de transport multimodal,

Rappelant les travaux déjà accomplis dans ce domaine par le Conseil économique et social en vertu de sa résolution 1488 (XLVIII) du 22 mai 1970, et leur application au transport maritime par l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime dans sa résolution A.81 (IV),

Rappelant en outre la recommandation 71 du Plan d'action adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement², relative au rejet dans l'environnement de substances toxiques ou dangereuses,

Prenant note avec approbation de la résolution 5 sur le transport multimodal des marchandises dangereuses, leur identification et leur marquage³ adoptée par la Conférence ONU/OMCI sur le transport international par conteneurs, qui s'est tenue à Genève du 13 novembre au 2 décembre 1972,

1. *Invite* les organisations internationales intéressées à favoriser l'adoption d'un système unique d'identification, de classification et d'étiquetage des marchandises dangereuses aussitôt que possible;

2. *Prie* le Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses :

a) De continuer à étudier les divergences qui existent actuellement dans les pratiques des différents modes applicables au transport des marchandises dangereuses en ce qui concerne leur classification, leur identification, leur étiquetage et leur emballage;

b) De faire rapport au Conseil économique et social sur l'état d'avancement de ses études et sur ses recommandations concernant les mesures à prendre en vue de créer une uniformité entre les divers modes;

3. *Prie* les gouvernements et les organisations internationales intéressées de coopérer avec le Comité d'experts et de l'aider dans son étude dans toute la mesure possible.

III

TRANSPORT DES MARCHANDISES DANGEREUSES

Le Conseil économique et social,

Notant que les marchandises dangereuses entrent pour une part de plus en plus grande dans le commerce international,

Notant l'augmentation du nombre de nouvelles substances qui font leur apparition sur le marché et les progrès des techniques de transport,

Tenant compte du fait que le transport intermodal de ces marchandises nécessite une harmonisation systématique des règles qui régissent les divers modes de transport,

Conscient du fait que le transport de ces marchandises en toute sécurité doit être assuré sans entraver le développement de cet important commerce,

Notant l'attention portée aux recommandations du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses⁴ par les gouvernements, qui les appliquent sous forme de réglementations nationales, et par les organisations internationales, qui modèlent sur elles leurs règlements ou les y incorporent,

Notant que les travaux du Comité d'experts doivent progresser au même rythme que le progrès technique de façon à répondre aux besoins des gouvernements et des organisations internationales intéressées,

Rappelant ses résolutions 645 G (XXIII) du 26 avril 1957, 724 C (XXVIII) du 17 juillet 1959, 871 (XXXIII) du 10 avril 1962, 994 (XXXVI) du 16 décembre 1963, 1110 (XL) du 7 mars 1966 et 1488 (XLVIII) du 22 mai 1970,

Prenant note du programme de travail pour 1973-1974 proposé par le Comité d'experts (voir E/5241, par. 24),

1. *Félicite* les experts et rapporteurs pour leur excellent travail;

2. *Décide* d'ajouter au mandat du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses le groupement des marchandises dangereuses selon les modalités indiquées aux alinéas a et b du paragraphe 5 de la résolution 1488 (XLVIII);

3. *Prie* le Secrétaire général, compte tenu du rapport du Comité d'experts sur sa septième session⁵ :

a) De modifier les recommandations du Comité d'experts conformément aux propositions figurant dans son rapport sur sa septième session et de publier les amendements ainsi adoptés sous forme de supplément aux recommandations;

b) De diffuser le supplément susmentionné aux gouvernements des Etats Membres, aux institutions spécialisées et à l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi qu'aux autres organisations internationales intéressées;

⁴ Voir *Transport des marchandises dangereuses* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.VIII.2), vol. I à IV.

⁵ E/CN.2/CONF.5/49 et Add.1.

² Voir A/CONF.48/14 et Corr.1 et 2, chap. II.

³ Voir E/CONF.59/44.

c) De prendre les mesures nécessaires au niveau du Secrétariat pour que les travaux devant être accomplis au titre du programme de travail proposé par le Comité d'experts puissent être préparés;

d) De convoquer des réunions du Comité d'experts et de ses organes subsidiaires compte tenu du programme de travail;

e) De publier le glossaire illustré dans les versions anglaise et française approuvées par le Comité d'experts, ainsi qu'en espagnol, en russe et en chinois;

4. *Invite* les gouvernements des Etats Membres, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les autres organisations internationales intéressées à communiquer au Secrétaire général les observations qu'ils désireraient présenter sur les recommandations modifiées et à lui faire savoir, si possible dans un délai de six mois après réception du supplément contenant les amendements adoptés par le Comité d'experts, dans quelle mesure les recommandations seront appliquées.

DECISIONS PRISES PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1854^e séance, le 4 mai 1973, le Conseil a adopté sans opposition les trois projets de résolution présentés par le Comité de coordination (E/5295, par. 10). Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1*, résolutions 1742 (LIV), 1743 (LIV) et 1744 (LIV).



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

ANNEXES

CINQUANTE-QUATRIEME SESSION

NEW YORK, 1973

Point 25 de l'ordre du jour. — Rapport du Comité du programme et de la coordination*.

DOCUMENT E/5353

Rapport du Comité de coordination

[Original : anglais]
[17 mai 1973]

1. Le Comité a examiné le point 25 de l'ordre du jour à ses 475^e, 476^e, 478^e et 479^e séances, les 9, 11, 15 et 16 mai 1973, sous la présidence de M. Wilhelm Breitenstein (Finlande), vice-président du Comité. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi du rapport du Comité du programme et de la coordination sur sa treizième session (E/5273¹). Le Comité a examiné les chapitres V, VII et VIII du rapport au titre des points 19 (Rapport du Groupe de travail de la rationalisation), 20 (Etude des structures régionales) et 21 (Tourisme). Les vues des membres du Comité qui ont fait des observations sur l'ensemble du rapport sont consignées dans le compte rendu analytique de la 479^e séance du Comité.

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1858^e séance; voir également les comptes rendus des 475^e, 476^e, 478^e et 479^e séances du Comité de coordination (E/AC.24/SR.475, 476, 478 et 479).

¹ *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 7.*

Recommandation au Conseil

3. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter le projet de décision ci-après :

Le Conseil économique et social :

a) Prend acte du rapport du Comité du programme et de la coordination sur sa treizième session (E/5273);

b) Décide que le Comité du programme et de la coordination ne commencera pas sa quatorzième session avant le 29 mai 1973;

c) Décide que le Président du Comité du programme et de la coordination (CPC) consultera le Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) sur la date qui paraîtra la plus indiquée pour réunir le CPC dans le proche avenir, en tenant compte du calendrier des travaux que le CCQAB devra faire lorsqu'il examinera le programme de travail et le budget du Secrétaire général pour 1974-1975 et le plan à moyen terme pour 1974-1977;

d) Prie le Secrétariat de donner au Conseil, avant la clôture de sa cinquante-quatrième session, des renseignements sur l'état d'avancement de la documentation portant sur les points inscrits à l'ordre du jour provisoire de la quatorzième session du Comité du programme et de la coordination.

DECISIONS PRISES PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1858^e séance, le 18 mai 1973, le Conseil s'est prononcé sur le projet de décision présenté par le Comité de coordination (E/5353, par. 3).

Par 12 voix contre 2, avec 13 abstentions, le Conseil a adopté une proposition du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à ce que l'ordre du jour de la quatorzième session du Comité du programme et de la coordination ne comprenne que le point intitulé "Programme de travail et budget pour 1974-1975 et plan à moyen terme pour 1974-1977".

Par 6 voix contre 6, avec 15 abstentions, le Conseil a rejeté une proposition du Brésil tendant à supprimer la quatorzième session du Comité du programme et de la coordination et à ce que la question du programme de travail et du budget pour 1974-1975 et du plan à moyen terme pour 1974-1977 soit examinée par le Conseil, par l'entremise de son comité de coordination, lors de sa cinquante-cinquième session.

Par 26 voix contre zéro, avec une abstention, le projet de décision, tel qu'il avait été amendé, a été adopté. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1, "Décisions"*.



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

ANNEXES

CINQUANTE-QUATRIEME SESSION

NEW YORK, 1973

Point 27 de l'ordre du jour. — Mesures à prendre à la suite des inondations survenues en Tunisie*

TABLE DES MATIERES

Cote des documents	Titre	Pages
E/5292	Rapport du Comité de coordination	107
	Décision prise par le Conseil économique et social	108

* Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1853^e séance; voir également le compte rendu de la 462^e séance du Comité de coordination (E/AC.24/SR.462).

DOCUMENT E/5292**

Rapport du Comité de coordination

[Original : anglais]
[23 avril 1973]

1. Le Comité a examiné le point 27 de l'ordre du jour à sa 462^e séance, le 19 avril 1973, sous la présidence de M. Edouard Ghorra (Liban), vice-président du Conseil, puis sous la présidence de M. Wilhelm Breitenstein (Finlande), vice-président du Comité. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi d'une lettre, en date du 12 avril 1973, adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil économique et social (E/5279), qui contenait une note explicative sur l'inscription du point à l'ordre du jour du Conseil, ainsi que d'un projet de résolution présenté par le Liban et Madagascar (E/AC.24/L.437).

3. A la 462^e séance, le représentant de Madagascar a présenté et a oralement révisé le projet de résolution E/AC.24/L.437, également au nom du Liban; auquel s'étaient jointes les délégations de l'Algérie, du Kenya, du Mali, du Niger, du Soudan, de la Trinité-et-Tobago, de la Turquie et du Zaïre. A la même séance, les délégations de l'Autriche, de l'Egypte, du Pakistan et de la Yougoslavie se sont jointes aux auteurs du projet de résolution.

4. A la même séance, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale, dont le Cabinet sert de centre de liaison au Siège pour les questions de secours en cas de catastrophe, a fait une déclaration au nom du Coordonnateur des secours en cas de catastrophe et a fait état des mesures prises jusqu'ici par les organismes des Nations Unies pour aider le Gouvernement tunisien à porter secours aux régions dévastées.

5. A la suite d'une proposition présentée oralement par le représentant du Pakistan, les auteurs ont accepté d'apporter les amendements ci-après au projet de résolution :

a) Au paragraphe 2 du dispositif, remplacer les mots "de l'élan général" par "des témoignages géné-

raux", les mots "déjà manifesté et" par "ainsi que", et lire "remédier aux pertes occasionnées par ces inondations" au lieu de "endiguer les dangers de ces inondations";

b) Au paragraphe 3 du dispositif, lire "soit fournie au Gouvernement tunisien pour les régions dévastées" au lieu de "soit fournie aux régions dévastées";

c) Au paragraphe 4 du dispositif, remplacer les mots "consacrer le plus possible de leurs ressources" par les mots "fournir toute l'assistance possible", faire en sorte que les mots "à répondre" qui figurent actuellement après les mots "programmes respectifs" soient remplacés par "afin de répondre" et apparaissent devant les mots "aux demandes";

d) Au paragraphe 5, ajouter "d'urgence" après "examinent" et remplacer "avec la diligence nécessaire" par "et répondent rapidement à celles-ci", en faisant figurer cette dernière phrase à la fin du paragraphe.

6. Les auteurs sont également convenus, sur la proposition orale du représentant des Philippines, qu'il n'était pas nécessaire de mentionner l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche parmi les organisations énumérées au paragraphe 4 du projet de résolution.

7. Le projet de résolution E/AC.24/L.437, tel qu'il a été modifié, a été adopté à l'unanimité. [Pour le texte, voir par. 8 ci-dessous.]

Recommandation au Conseil

8. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter le projet de résolution ci-après :

Le Conseil économique et social,

Considérant que certaines régions de la Tunisie ont récemment subi les effets d'inondations qui ont causé des pertes considérables, tant en vies humaines que sur le plan matériel, et causé de graves préjudices à l'économie du pays,

** Incorporant le document E/5292/Corr.1.

Tenant compte de ce qu'il est conforme au principe de la solidarité internationale énoncé dans la Charte des Nations Unies de porter assistance aux Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont les victimes d'une catastrophe naturelle de grande ampleur,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social relatives aux secours en cas de catastrophe, en particulier les résolutions 2816 (XXVI) et 2959 (XXVII) de l'Assemblée générale, en date des 14 décembre 1971 et 12 décembre 1972,

1. *Exprime sa profonde sympathie* au peuple et au Gouvernement tunisiens à l'occasion des pertes en vies humaines et des ravages provoqués par les récentes catastrophes naturelles;

2. *Prend note avec satisfaction* des témoignages généraux d'amitié et de solidarité ainsi que de l'assistance dans les opérations de secours fournie par plusieurs pays et organisations internationales, ce qui a aidé la Tunisie à remédier aux pertes occasionnées par les inondations;

3. *Prend note avec satisfaction* des mesures que le Coordonnateur des secours en cas de catastrophe a prises pour que l'assistance la plus prompte et la plus efficace soit fournie au Gouvernement tunisien pour les régions dévastées;

4. *Prie* le Secrétaire général de demander au Conseil

d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et au Directeur du Programme, aux institutions spécialisées et aux organisations et programmes intéressés, en particulier la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, le Fonds monétaire international et la Commission économique pour l'Afrique, ainsi que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation mondiale de la santé, l'Agence internationale de l'énergie atomique, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme alimentaire mondial et l'Organisation internationale du Travail, de fournir toute l'assistance possible, dans le cadre de leurs programmes respectifs, en liaison avec le Coordonnateur des secours en cas de catastrophe, afin de répondre aux demandes d'assistance que formulerait le Gouvernement tunisien en vue de l'œuvre de reconstruction prévue dans son premier programme d'urgence;

5. *Fait part de son désir* que le Conseil d'administration et le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement examinent d'urgence les demandes d'assistance relevant de leur compétence que le Gouvernement tunisien présenterait dans le cadre de ses programmes extraordinaires de relèvement à moyen ou à long terme et répondent rapidement à celles-ci.

DECISION PRISE PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1853^e séance, le 27 avril 1973, le Conseil a adopté à l'unanimité le projet de résolution présenté par le Comité de coordination (E/5292, par. 8). Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1, résolution 1736 (LIV)*.



Point 28 de l'ordre du jour. — Mise en œuvre de la résolution 329 (1973)
du Conseil de sécurité relative à l'assistance économique à la Zambie*.

TABLE DES MATIERES

Cotes des documents	Titre	Pages
E/5350	Rapport du Comité économique	109
	Décision prise par le Conseil économique et social	110

*Pour le compte rendu de la séance relative à ce point, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session*, 1858^e séance; voir également les comptes rendus des 625^e et 633^e séances du Comité économique (E/AC.6/SR.625 et 633).

DOCUMENT E/5350

Rapport du Comité économique

[Original : anglais]
[17 mai 1973]

1. Le Comité a examiné le point 28 de l'ordre du jour à ses 625^e et 633^e séances, les 11 et 17 mai 1973, sous la présidence de M. John Vivian Scott (Nouvelle-Zélande), vice-président du Conseil. La question avait été renvoyée au Comité par le Conseil à sa 1852^e séance, le 17 avril 1973.

2. Le Comité était saisi d'un rapport du Secrétaire général sur cette question (E/5299).

3. A la 625^e séance, le représentant du Kenya a, au nom également des délégations de l'Algérie, de l'Argentine, de l'Autriche, de la Barbade, de la Bolivie, du Brésil, du Burundi, du Chili, de la Chine, de la Colombie, de l'Egypte, de la Finlande, du Ghana, de la Guinée, d'Haïti, de l'Inde, de Madagascar, de la Malaisie, du Mali, du Niger, de l'Ouganda, du Pakistan, des Philippines, du Soudan, de Sri Lanka, de la Suède, de la Tunisie, du Yémen, de la Yougoslavie et du Zaïre, présenté un projet de résolution (E/AC.6/L.498/Rev.1) et a annoncé que le Danemark, l'Indonésie et la Trinité-et-Tobago se joignaient aux auteurs.

4. A la même séance, les délégations de la Nouvelle-Zélande, du Pérou et du Venezuela se sont jointes elles aussi aux auteurs du projet de résolution.

5. A la 633^e séance, le Sénégal s'est associé aux auteurs du projet de résolution.

6. A la même séance, le Comité a adopté le projet de résolution à l'unanimité. [Pour le texte, voir par. 7 ci-dessous.]

Recommandation au Conseil

7. Le Comité recommande donc au Conseil d'adopter le projet de résolution ci-après :

Le Conseil économique et social,
Rappelant les résolutions du Conseil de sécurité sur la question de la Rhodésie du Sud, en particulier la résolution 232 (1966), du 16 décembre 1966, dé-

clarant que la situation en Rhodésie du Sud constituait une menace à la paix et à la sécurité internationales,

Rappelant en outre les résolutions 253 (1968) et 277 (1970) du Conseil de sécurité, en date des 29 mai 1968 et 18 mars 1970, imposant des sanctions obligatoires contre la Rhodésie du Sud, en particulier les dispositions de ces résolutions demandant à la communauté internationale de fournir à la Zambie une assistance en vue de l'aider à surmonter les problèmes économiques découlant de l'application des résolutions du Conseil de sécurité sur la Rhodésie du Sud,

Tenant compte des résolutions 327 (1973) et 329 (1973) du Conseil de sécurité, en date des 2 février et 10 mars 1973, en particulier du paragraphe 6 de cette dernière priant le Conseil économique et social d'examiner périodiquement la question de l'assistance économique à la Zambie,

Prenant note de la résolution 240 (XI) adoptée le 22 février 1973 à la deuxième réunion de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique¹,

1. *Félicite* le Gouvernement zambien pour sa décision de rompre toutes ses relations économiques et commerciales restantes avec la Rhodésie du Sud, en application des décisions du Conseil de sécurité;

2. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de la résolution 329 (1973) du Conseil de sécurité relative à l'assistance économique à la Zambie (E/5299);

3. *Prend note* en outre des besoins économiques urgents de la Zambie, tels qu'ils sont exposés dans le rapport de la Mission spéciale du Conseil de sécurité, y compris l'annexe I audit rapport², ainsi que dans le rapport du Secrétaire général;

¹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément n° 3 (E/5253)* 3^e partie.

² *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-huitième année, Supplément spécial n° 2 (S/10896/Rev.1)*.

4. *Prie* le Secrétaire général de mobiliser, avec effet immédiat, toutes les formes d'assistance financière, technique et matérielle à la Zambie, en vue de lui permettre de réaliser sa politique d'indépendance économique à l'égard du régime raciste de la Rhodésie du Sud de façon qu'elle puisse surmonter les difficultés économiques actuelles, maintenir l'écoulement normal de son trafic et accroître sa capacité d'appliquer pleinement la politique des sanctions obligatoires;

5. *Prie* toutes les institutions spécialisées et tous les organismes des Nations Unies, en particulier le Programme de Nations Unies pour le développement, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'Union postale univer-

selle, l'Organisation météorologique mondiale, l'Organisation mondiale de la santé, l'Union internationale des télécommunications et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, d'appuyer les efforts du Secrétaire général;

6. *Fait appel* à tous les Etats pour qu'ils appuient les efforts du Secrétaire général en accordant immédiatement une assistance technique, financière et matérielle;

7. *Prie en outre* le Secrétaire général de faire rapport au Conseil économique et social, lors de sa cinquante-cinquième session, sur les progrès effectués dans l'application de la présente résolution;

8. *Décide* d'examiner périodiquement la question de l'assistance économique à la Zambie, telle qu'elle a été envisagée dans la résolution 329 (1973) du Conseil de sécurité.

DECISION PRISE PAR LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

A sa 1858^e séance, le 18 mai 1973, le Conseil a adopté à l'unanimité le projet de résolution présenté par le Comité économique (E/5350, par. 7). Pour le texte définitif, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-quatrième session, Supplément n° 1*, résolution 1766 (LIV).

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة
يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تهتم بها
أو اكتب إلى : الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何获取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
